

Université de Montréal

Les effets du chlordécone sur les citoyens français de Guadeloupe

Par

Christel Magnier

Département des études internationales

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maître

en études internationales, option culture, conflit et paix

Décembre 2022

© Christel Magnier, 2022

Université de Montréal

Unité académique : Études internationales, Faculté des Arts et des Sciences

Ce mémoire intitulé

Les effets du chlordécone sur les citoyens français de Guadeloupe

Présenté par

Christel Magnier

A été évalué(e) par un jury composé des personnes suivantes

André-Anne Parent

Présidente-rapporteure

Marie-Jeanne Blain

Directrice de recherche

Kathryn Furlong Membre du jury

Résumé

Comment comprendre les effets du chlordécone sur les citoyens français de Guadeloupe, dans une perspective postcoloniale? L'histoire de la Guadeloupe étant dans le passé une colonie française, où l'esclavage était pratiqué, a encore des conséquences aujourd'hui. La gestion de la France de ce qui est désormais considéré comme une région, ou encore un outre-mer, décèle certaines particularités. L'usage du chlordécone, un pesticide toxique, fait partie de ces particularités de l'histoire de la gestion française de la Guadeloupe. Ce mémoire a pour objectif de mettre en lumière la lecture que se font les citoyens français de la Guadeloupe du phénomène de la crise du chlordécone, et comment cela affecte leur quotidien, leur identité citoyenne, et leur sentiment d'appartenance. La spécificité de ce mémoire réside dans le terrain effectué auprès de citoyens non politisés français de Guadeloupe. Effectivement, nous avons mené une étude en ayant pour but d'analyser l'expérience des Guadeloupéens, qui vivent de façon constante en Guadeloupe avec le problème du chlordécone. Nous avons mené des entretiens semi-directifs, en soumettant une série de questions à neuf participants. Le guide d'entretien regroupe trois thèmes : l'alimentation et les effets sur la vie quotidienne des citoyens, les stratégies collectives ou individuelles pour répondre à ces effets, et la construction de leur identité française et de leurs appartenances autour de ces thématiques. Les résultats de ce terrain permettent d'inscrire le chlordécone dans l'ensemble plus large de la mauvaise gestion politique de la France et des élus locaux. La majorité des participants ne s'identifient pas à leur citoyenneté française, et ce en raison de la culture qui les sépare, de différentes injustices (dont le chlordécone), le manque de confiance en l'État français, et de l'environnement (l'île étant très différente de la France hexagonale). Les effets du chlordécone sont très présents dans le quotidien des participants, et ce, de façon consciente et inconsciente. Leurs habitudes alimentaires, leurs stratégies d'achat, et leur santé sont des aspects du quotidien des Guadeloupéens qui sont affectés. Un aspect particulièrement intéressant de cette recherche est l'effet psychologique du chlordécone. Tous les participants se considèrent comme contaminés, et ce, même sans avoir fait d'examen médicaux. Les études étant minimales sur les effets sur la santé, de nombreuses questions minent les participants. Toutefois, bien que les participants ne soient pas forcément au courant des mesures prises par l'État pour résoudre le problème du chlordécone, il en

existe et des budgets sont alloués pour cela. Ainsi, comme certains l'ont évoqué, la résolution de la crise, et le futur de la Guadeloupe sont entre les mains de l'action citoyenne.

Mots-clés : Postcolonialisme, Justice environnementale, Justice alimentaire, Identité, Citoyenneté, Guadeloupe, France, Chlordécone, Pollution

Abstract

How to understand the effects of chlordecone on the French citizens of Guadeloupe, from a postcolonial perspective? The history of Guadeloupe being a former French colony, where slavery was practised, still has consequences today. France's management of what is now considered a region, or even an overseas territory, reveals certain particularities. The use of chlordecone, a toxic pesticide, is one of these peculiarities in the history of French management of Guadeloupe. This dissertation attempts to shed light on the reading that French citizens of Guadeloupe have of the phenomenon of the chlordecone crisis, and how this affects their daily lives, their civic identity, and their feelings of belonging. The specificity of this thesis lies in the fieldwork carried out with non-politicized French citizens of Guadeloupe. Indeed, I conducted a study with the aim of analyzing the experience of Guadeloupeans, who live constantly in Guadeloupe with the problem of chlordecone. I conducted semi-structured interviews, submitting a series of questions to nine participants. The interview guide brings together three themes: food and the effects on the daily life of citizens, collective or individual strategies to respond to these effects, and the construction of their French identity, and their affiliations around these themes. The results of this field make it possible to include chlordecone in the broader whole of the political mismanagement of France and local elected officials. The majority of participants do not identify with their French citizenship, due to the culture that separates them, various injustices (including chlordecone), lack of trust in the French state, and the environment (the island being very different from mainland France). The effects of chlordecone are very present in the daily lives of the participants, both consciously and unconsciously. This is reflected in their eating habits, in their purchasing strategies, and in their health and that of their loved ones. A particularly interesting aspect of this research is the psychological effect of chlordecone. All the participants consider themselves contaminated, even without having done any tests. With minimal studies on health effects, many questions plague participants. However, although the participants are not necessarily aware of the measures taken by the State to solve the problem of chlordecone, there are some and budgets are allocated for it. Thus, as some have mentioned, the resolution of the crisis, and the future of Guadeloupe are in the hands of citizen action.

Keywords: Postcolonialism, Environmental justice, Food justice, Identity, Citizenship, Guadeloupe, France, Chlordecone, Pollution

Table des matières

RÉSUMÉ	5
ABSTRACT	7
TABLE DES MATIÈRES	9
LISTE DES FIGURES	13
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	15
REMERCIEMENTS	19
INTRODUCTION	21
CHAPITRE 1 : CONTEXTE	24
1. PRÉSENTATION DE LA GUADELOUPE	24
1.2 <i>Histoire de la Guadeloupe</i>	26
1.2.1 Immigration et esclavagisme.....	26
1.2.2 Agriculture	29
1.2.3 La banane	30
2. LE CHLORDÉCONE	32
2.1 <i>Histoire</i>	32
2.2 <i>Les effets du chlordécone</i>	34
2.2.2 Les sols.....	34
2.2.3 Les cultures de végétaux	34
2.2.4 Les eaux	35
2.2.5 Les produits de pêches	35
2.2.6 Les humains	35
2.3 <i>La crise du chlordécone</i>	37
2.4 <i>Les plans chlordécone</i>	40
CHAPITRE 2 : PROBLÉMATIQUE	43
INTRODUCTION	43
1. LE POSTCOLONIALISME.....	44
1.1 <i>Définition</i>	44
1.2 <i>Le cas de la France</i>	45

1.3	<i>Le cas des Départements d’outre-mer et des Territoires d’outre-mer (DOM-TOM)</i>	48
1.4	<i>Postcolonialisme et chlordécone : l’impact de la chronologie</i>	50
2.	JUSTICE ENVIRONNEMENTALE ET ALIMENTAIRE	54
2.1	<i>Justice environnementale</i>	54
2.2	<i>Justice alimentaire</i>	55
3.	L’IDENTITÉ.....	58
3.1	<i>Le rapport à la Nation</i>	58
3.2	<i>Le cas antillais : citoyenneté différenciée / postcoloniale</i>	61
3.3	<i>L’intersectionnalité</i>	63
CHAPITRE 3 : CADRE CONCEPTUEL ET MÉTHODOLOGIE		66
1.	LE CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL	66
1.1	<i>Cadre théorique : le constructivisme</i>	66
1.2	<i>Cadre conceptuel : le postcolonialisme</i>	68
1.3	<i>Les objectifs généraux</i>	70
1.4	<i>Les sous-objectifs</i>	70
2.	MÉTHODOLOGIE.....	70
2.1	<i>La recherche qualitative interprétative : L’entretien semi-dirigé thématique</i>	71
2.2	<i>Le recrutement des participants</i>	73
2.3	<i>L’analyse de contenu</i>	74
2.4	<i>La portée et les limites de la recherche</i>	76
CHAPITRE 4 : ANALYSES DESCRIPTIVES.....		77
1.	PROFIL DES PARTICIPANTS	78
2.	ANALYSE	80
1.	<i>Effets sur le quotidien des participants : habitudes, consommation et stratégies d’achat</i>	81
1.1	<i>Habitudes et stratégies alimentaires</i>	81
1.2	<i>Consommation d’eau (et stratégies d’achat d’eau)</i>	87
1.3	<i>Perceptions concernant les stratégies d’achat de denrées alimentaires et d’eau</i>	91
2.	<i>Représentations des citoyens de Basse-Terre sur le chlordécone</i>	94
3.	<i>Les effets sur le quotidien</i>	96
3.1	<i>Effets sur la santé</i>	96
3.2	<i>Effet sur la vie professionnelle</i>	98
4.	<i>Identité et citoyenneté</i>	99
4.1	<i>Rapport avec le gouvernement local</i>	99
4.2	<i>Le rapport au gouvernement français</i>	101
4.3	<i>Identité, appartenances et citoyenneté</i>	105

CHAPITRE 5 : DISCUSSION.....	111
1. LES HABITUDES ET STRATÉGIES ALIMENTAIRES / DE CONSOMMATION D’EAU	111
1.2 <i>La balance des choix, consommer ou ne pas consommer ?</i>	114
2. L’IDENTITÉ CITOYENNE.....	118
2.1 <i>L’impact du système colonial sur l’identité citoyenne des Guadeloupéens</i>	118
2.2 <i>Un manque de reconnaissance</i>	119
2.3 <i>Impact sur la santé et responsabilité de l’État</i>	120
2.3.1 La santé	120
2.3.2 La responsabilité de l’État.....	121
2.4 La citoyenneté différenciée	122
2.5 Une culpabilité en signe de dépendance ?.....	126
3. OUVERTURE	126
CONCLUSION.....	128
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	131
ANNEXES.....	141
ANNEXE 1 : GUIDE D’ENTREVUE.....	141
ANNEXE 2 : AFFICHETTE D’AVIS DE PARTICIPATION.....	148
ANNEXE 3 : FORMULAIRE D’INFORMATION ET DE CONSENTEMENT	149

Liste des figures

Figure 1. –	Cartes de la Guadeloupe	24
Figure 2. –	Carte de la contamination des sols au chlordécone en Guadeloupe	36
Figure 3. –	Carte de la contamination des eaux au chlordécone en Guadeloupe.....	37

Liste des sigles et abréviations

ANSES :	Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale
ASSAUPAMAR :	Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais
DOM- TOM :	Départements d’Outre-Mer et Territoires d’Outre-Mer
DROM :	Département et Région d’Outre-Mer
HCH :	Hexachlorocyclohexane
INSERM :	Institut national de la santé et de la recherche médicale
INSEE :	Institut national de la statistique et des études économiques
OGM :	Organisme génétiquement modifié
SMIC :	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

Je dédicace ce mémoire à la Guadeloupe, une île qui m'a beaucoup touchée.

Remerciements

Je souhaiterais tout d'abord remercier ma mère, sans qui je n'aurais pu poursuivre mes études.

Sa détermination et son amour pour ses enfants sont le fruit de mes réussites, et ont permis la rédaction à terme de ce mémoire.

Je souhaiterais remercier mon frère, qui lui aussi a permis l'achèvement de mes études.

Je souhaiterais remercier toutes les âmes bienveillantes de Montréal, ma ville d'accueil, qui m'ont permis de m'y sentir comme chez moi.

Dans cette aventure qu'ont été les études à l'étranger, je souhaiterais remercier mes amis les plus proches.

Enfin, j'accorde une pensée spéciale à mon père, qui, de là où il est, m'a apporté son soutien. J'espère que tu es fière de moi, papa.

Introduction

En 2009, les îles des Antilles françaises, soit la Guadeloupe et la Martinique, sont le théâtre de grandes manifestations dénonçant les différentes injustices que vivent les populations locales. La particularité de cette grève est la mise en lumière d'un problème environnemental et sanitaire majeure : la contamination des sols et des sources d'eau au chlordécone. L'injustice résidant dans cette contamination provient de l'histoire de son usage, une histoire qui remet en question la responsabilité de l'État français. Interdit premièrement aux États-Unis en 1976 dont il est originaire, et en 1990 en France hexagonale, le chlordécone est toujours utilisé en Guadeloupe et en Martinique jusqu'en 1993. De cela résulte une contamination des sols, des eaux, des légumes, de certains fruits, des animaux, et des humains. Peu médiatisée à l'international, la crise du chlordécone relève pourtant de nombreux enjeux. Le pesticide est le centre de plusieurs études épidémiologiques et toxicologiques, mais son aspect politique, social et sanitaire reste très peu étudié. De ce fait, ce mémoire s'intéresse aux effets du chlordécone sur les citoyens français -non politisés- de Guadeloupe¹. L'intérêt pour ce sujet réside dans l'absence de recherches incluant l'avis des civils (non politisés), ainsi que du nombre limité d'études de façon générale. Effectivement, la littérature scientifique ainsi que les médias de façon générale abordant le sujet du chlordécone donnent davantage la voix aux « civils politisés », ou encore aux « acteurs clés » tels que des agriculteurs, politiciens, ou encore des chefs d'associations.

De plus, la Guadeloupe a une position particulière, étant un Département et Région d'outre-mer (DROM). Les implications d'être considéré à la fois comme un département et une région d'outre-mer sont importants et sont le reflet de l'ambivalence qui règne en Guadeloupe. Effectivement, il y a un partage entre un désir d'intégration de la France par la qualification de « département » de l'île, et celui de mise en valeur des différences par la qualification de « région » de la Guadeloupe. Aussi, être un DROM implique au plan politique des différences telles que la présence d'un seul préfet, mais avec deux assemblées. L'assemblée du conseil général (pour la partie département), et celle du conseil régional (pour la partie région). Les DROM ont aussi la particularité d'être sous un régime d'identité législative. Cela signifie que ces derniers ont les mêmes lois et règlements que

¹ Dans le cadre de ce mémoire, nous parlons autant des citoyens français guadeloupéen / antillais, que des citoyennes françaises guadeloupéennes / antillaises.

la France hexagonale, mais ont la possibilité de demander des modifications. C'est au travers du Parlement et du gouvernement que les DROM peuvent faire valoir leurs spécificités en établissant d'autres règlements propres à leur contexte (Direction de l'information légale et administrative 2022).

Les rapports de dominations qui découlent de cette ambivalence entre l'île et la France sont le centre de nombreuses revendications des Guadeloupéens. L'inscription du chlordécone dans cette dynamique est d'autant plus intéressante tant cela touche aussi à l'aspect environnemental, alimentaire et ultimement identitaire. De ce fait, à partir d'une approche constructiviste (Mayrand 2013, Mcfalls et al. 2014, Saillant 2004, Charmillot 2021, Blanchet Garneau 2014), cette recherche appréhendera les significations que les citoyens français de Guadeloupe donnent à la crise du chlordécone. Les événements qui résultent de ces significations, et les actions pour y faire face (ou non) seront aussi pris en considération à l'intérieur d'une recherche qualitative. En effet, nous avons choisi les entrevues semi-dirigées afin de donner la voix aux expériences des citoyens en question. L'objectif étant de formuler un contenu qui sera basé sur les significations des Guadeloupéens. La pertinence de ce sujet pour le programme d'Études internationales réside dans l'interdisciplinarité de cette recherche. Effectivement, il s'agira de combiner à la fois des perspectives historiques, politiques, humaines et environnementales, à l'intérieur d'un même sujet. Pour ce faire, nous avons choisi d'aborder le chlordécone en prenant en considération le contexte d'ancienne colonie de l'île, en utilisant le postcolonialisme. Étant un pesticide utilisé de façon abusive pour l'agriculture, il sera abordé au travers de la justice environnementale et alimentaire. Enfin, pour connaître son impact sur les sentiments d'appartenance des participants, les concepts d'identité citoyenne, de nation, et d'intersectionnalité seront utilisés.

Ainsi, ce mémoire se divisera en cinq chapitres. Premièrement, il s'agira de mettre en contexte le sujet de recherche, en abordant l'histoire de la Guadeloupe en trois parties : l'histoire de l'île et de ses migrations, l'histoire de l'agriculture et de la banane, et l'histoire du chlordécone. Par la suite, le chapitre de problématisation permettra au lecteur de comprendre les concepts clés utilisés, soit le postcolonialisme, la justice environnementale et alimentaire, l'intersectionnalité et l'identité citoyenne. Le chapitre trois établira la méthodologie, et le cadre conceptuel de ce mémoire. Ensuite, le chapitre quatre sera celui des analyses descriptives, donnant la voix aux participants sur le thème de la recherche. Le chapitre « discussion » mettra en relation le contenu des analyses descriptives

avec la revue de littérature en lien avec les concepts clés. Enfin, la conclusion fera une ouverture sur le concept émergent d'écologie postcoloniale, qui pourrait être un outil pour un rééquilibre des relations France-Guadeloupe, voire entre la France et ses anciennes colonies.

Chapitre 1 : Contexte

1. Présentation de la Guadeloupe

La Guadeloupe est un archipel de 1628 km carrés, faisant partie de la zone des Caraïbes, ou encore des Antilles française, dont la Grande-Terre et la Basse-Terre constituent les plus grandes surfaces. Située dans la région tropicale au sud du Tropique du Cancer, la Guadeloupe est une île volcanique, lui apportant de nombreux reliefs et une composition de ses sols spécifique. Effectivement, ses sols ont une grande capacité d'infiltration et de rétention de carbone. Son climat est tropical et humide, et possède deux saisons, soit : la saison des pluies et des ouragans de juin à octobre, et la saison sèche de février à avril. L'île a une population de 403 750 habitants (Lesueur-Jannoyer 2017).

Figure 1. – Cartes de la Guadeloupe





Source : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/guadeloupe/> . Accès le 22 décembre 2022.

Pour ce qui est de l'économie de la Guadeloupe, elle est majoritairement basée sur le tourisme, l'administration et l'agriculture. En effet, 20% des terres guadeloupéennes sont dédiées à l'agriculture, et 12% de la population travaille dans ce domaine. La Guadeloupe cultive principalement la banane, la canne à sucre (pour le rhum et le sucre), les diverses racines et tubercules, et différents fruits tropicaux tels que le citron ou l'ananas. Toutefois, malgré l'importance du secteur de l'agriculture, l'île n'est pas auto suffisante, et dépend donc beaucoup de l'importation des denrées alimentaires (Lesueur-Jannoyer 2017). Effectivement, 90% des produits consommés par les habitants des DOM sont issus de l'importation, selon le chercheur et professeur Adlai Murdoch, spécialiste des Antilles françaises et des dynamiques identitaires en lien avec l'histoire de celles-ci (Murdoch 2021). De ce fait, les produits et services sont beaucoup plus chers, faisant du salaire mensuel minimum disponible dans l'île (1521 euros comme en France hexagonale) incohérente avec les prix du quotidien. En outre, la Guadeloupe se démarque avec un taux de chômage de 23,7%. Tous ces facteurs rendent les citoyens de l'île dépendant de la France, nous y reviendrons (Murdoch 2021). En ce qui concerne l'import et l'export qui sont très importants pour l'île, les Békés² en ont le monopole. Ils sont aussi les propriétaires des grandes

² Les békés sont les familles descendantes des maîtres esclaves de l'époque.

chaînes de supermarché, et de la vente de voiture indispensable à la vie en Guadeloupe (Murdoch 2021). Enfin, concernant la politique, la Guadeloupe est un département d'outre-mer depuis 1946, et une région monodépartementale depuis 1982. Ainsi, l'île est à la fois soumise à l'Union européenne, ainsi qu'à la France pour tout ce qui concerne la santé, l'environnement, et les aspects sociaux économiques (Lesueur-Jannoyer 2017).

1.2 Histoire de la Guadeloupe

1.2.1 Immigration et esclavagisme

Afin de mieux comprendre le contexte actuel, ainsi que toutes les dynamiques qui régissent les politiques et différents phénomènes dans les Antilles françaises, et plus particulièrement en Guadeloupe, il est intéressant de se pencher sur l'histoire de celle-ci. Ainsi, ce chapitre mettra en lumière d'une part l'historique de la migration en Guadeloupe – dont l'esclavagisme, l'histoire de l'agriculture qui a mené à l'usage du chlordécone, ainsi que l'histoire du pesticide lui-même. De cette façon, il sera possible de mieux comprendre comment la France s'est implantée sur l'île, les conséquences de cette implantation, dont le sujet central de ce mémoire : le chlordécone et ses impacts sur la population guadeloupéenne. De plus, cette partie permettra de proposer une explication au contexte social et culturel de la Guadeloupe, élément majeur dans la compréhension des différentes réactions des populations aux événements qui peuvent survenir sur l'île, ainsi qu'aux diverses dynamiques de pouvoir.

Les premiers habitants de la Guadeloupe selon les preuves archéologiques sont les Indiens Arawaks (Région de Guadeloupe, s.d.). Leurs traces remontent à 3000 ans avant notre ère, et l'origine de ce peuple est de la région de la forêt amazonienne. Par la suite, un second peuple issu du Venezuela arrive sur l'île, les Indiens Caraïbes, qui dans un esprit de conquête du territoire déciment complètement les Indiens Arawaks au 18^e siècle (Région de Guadeloupe, s.d.). C'est avec la colonisation que les Antilles françaises connaissent leurs premiers grands flux et échanges migratoires selon le chercheur à l'Office de la recherche scientifique et technique outre-mer Hervé Domenach et ses collaborateurs (1992). Les premiers contacts avec l'Europe sont par l'arrivée de Christophe Colomb sur l'île en 1493, ainsi que par des tentatives en vain de colonisation par les

Espagnols durant la même période (Région de Guadeloupe, s.d.). La Compagnie des îles d'Amérique étant fondée au 17^e siècle par les Français, celle-ci débute la colonisation des Antilles au nom de la France, qui sera rendue officielle le 28 juin 1635 (Région de Guadeloupe, s.d.). C'est aussi dans ce cadre qu'une guerre débute entre les Français et les Indiens Caraïbes, qui se solde par leur « éviction définitive » (Domenach et al. 1992, p.37). C'est donc le début d'une nouvelle administration des îles des Caraïbes, axée dès le départ sur l'économie au travers de la culture des champs de canne, nous reviendrons sur l'histoire de l'agriculture plus loin. Ainsi, les vagues d'immigration sont constituées d'une part d'Européens, avec les colons dits libres (qui par la suite et jusqu'aujourd'hui se sont fait appeler les « 'Békés' »), et un autre groupe nommé les « engagés » (Domenach et al. 1992, p. 38). Le rôle des engagés sous la Compagnie des îles d'Amérique est d'accompagner les colons et d'être à leur service durant trois années (ibid.). Pour ce qui est du reste des Européens, il s'agissait de soldats de garnison et d'engagés forcés. Le nombre de ces migrants a fluctué au fil des années en raison des différents événements historiques qui ont régi l'histoire des Antilles et de la France. De ce fait, le nombre d'Européens sur l'île diminue une première fois avec la Révolution française qui entraîne le décès d'une large partie de la population blanche, laissant 1092 Blancs en Guadeloupe en 1795. De plus, la première abolition de l'esclavage en 1794 mène à une vague d'émigration importante, toutefois, lorsque rétablie, la population blanche augmente à nouveau pour atteindre 14 985 habitants en 1827 en Guadeloupe. Enfin, la seconde abolition de l'esclavage, les révoltes des esclaves, les crises économiques, diminuent à nouveau l'arrivée de nouveaux Européens, en plus d'une nouvelle émigration de ceux déjà sur place, pour ne laisser sur place qu'environ 9926 Blancs en Guadeloupe (ibid.).

Les migrants forcés africains arrivent dans les Antilles avec l'avènement de la production de canne à sucre, et donc avec la Traite des Noirs en 1641. Les engagés mentionnés précédemment n'étant pas assez nombreux et incapables de travailler dans les conditions difficiles que requière la production à grande échelle de canne à sucre, une nouvelle main-d'œuvre est nécessaire pour l'accomplissement des projets des colons. Le nombre d'esclaves noirs fluctue lui aussi d'une part en fonction des différents colons français et Compagnies dont ils faisaient partie (dans l'ordre : Compagnie des Îles d'Amérique, les colons Duparquet et Boisseret, la Compagnie des Indes occidentales, l'administration royale sous le colon Colbert); d'autre part en fonction des conjonctures économiques qui affectaient la « métropole », ainsi que les colons français sur les îles (Domenach et al. 1992). Ainsi, bien que grandissant au fil des années, c'est à partir du 18^e siècle

que le nombre d'esclaves noirs a une plus forte croissance, en lien avec une meilleure technologie navale, et une production de canne à sucre plus grande. En outre, malgré l'abolition de l'esclavage, et donc l'interdiction de la Traite des Noirs, il est à noter que les convois emmenant ces derniers sur les îles n'ont jamais arrêté jusqu'à la fin définitive de l'esclavage, soit en 1848. Aussi, un grand nombre de Noirs désormais libres continuaient de travailler dans les plantations des colons, et 6000 d'entre eux immigrèrent afin de travailler « sous contrat ». De ce fait, contrairement à la population blanche, la population noire n'a pas vraiment connu d'émigration, et la plupart des personnes noires ayant immigré dans les îles y restèrent, passant de 3000 individus en 1656 au début de la Traite, à 87 719 en 1848 (ibid.). L'esclavage ayant été aboli, une autre vague d'immigration venant d'Asie arrive dans les Antilles, débutant en 1850 avec 75 000 hindous (1854-1885) afin de remplacer la main-d'œuvre dans les champs. Cependant, ces travailleurs faisant concurrence à ceux étant sur place auparavant créent un fort mécontentement qui entraîne la fin de cette immigration, ainsi que le retour de nombre d'entre eux (7 à 8000 sur les 450 000 en Guadeloupe) dans leur pays d'origine. De surcroît, il y a eu une petite immigration de Chinois et d'Annamites sur les îles en 1856 (environ 400 Chinois, et 500 Annamites), qui une fois le travail effectué rentrèrent pour la plupart dans leur pays d'origine. Un autre groupe qui arrive bien plus tard en Guadeloupe, mais qui reste notable vu son influence dans le pays est constitué de Syriens et de Libanais, qui se sont insérés très tôt dans le paysage de l'île en tant que commerçants pour la plupart au début (Lévy 1963, Lafleur et Adélaïde-Merlande 1999). Certains se sont même placés dans la politique, c'est d'ailleurs le cas du maire actuel de la ville de Basse-Terre qui est Syrien d'origine. Comme le souligne le chercheur au Centre de recherche en géographie, développement, et environnement de la Caraïbes André Calmont et ses collègues (2010), l'impact d'une telle répartition ethnique de la population guadeloupéenne, et de l'histoire de celle-ci est présent dans toutes les sphères de la société de l'île, et ce, de façon durable. En effet, c'est au travers de la migration forcée que s'est construite la colonisation, ainsi que les relations de pouvoir entre les Blancs et les Noirs, dont les traces, sont toujours présentes aujourd'hui.

1.2.2 Agriculture

Tout d'abord, à l'époque des Arawaks et des Indiens Caraïbes, ces derniers arboraient un schéma de subsistance restreint aux besoins des villageois. La chasse, la pêche et la cueillette étaient pratiquées, avec notamment la culture dans les champs de racines telles que les pommes de terre, les ignames, les malangas, les maniocs, ou encore le couscous (Chartol 1973). Dans cette économie domestique, il est à noter que ce sont les femmes qui s'occupaient de transformer les racines, et plus particulièrement le manioc en farine, avec laquelle était confectionné des galettes nommées « cassaves », qui étaient le centre de l'alimentation des caribéens (ibid.). Le changement dans cette façon de vivre arrive avec les colons français en 1635, qui étant en manque de vivres provenant de la métropole, prennent possession des terres des locaux afin de s'alimenter de la même façon que ces derniers pour survivre. Par la suite, la venue des autres colons, souvent plus riches, ainsi que de leur main-d'œuvre (les engagés) marque l'apparition des premières cultures de café, de gingembre, d'indigo et de tabac. L'agriculture à cette époque est alors davantage axée sur les besoins des colons, aux dépens des locaux (ibid.). L'année 1655 marque un tournant dans l'agriculture de la Guadeloupe. La découverte du procédé permettant de blanchir le sucre par les Hollandais bouleverse l'économie de l'île en instaurant l'agrandissement considérable des plantations de canne à sucre. Comme mentionné précédemment, de plus grands champs demandent une plus grande main-d'œuvre d'où le début de la Traite des Noirs. En plus de l'instauration de l'esclavage, les colons deviennent propriétaires de terres encore plus vastes, au détriment des locaux à qui elles appartenaient initialement. La prise en charge de la colonie par le colon Colbert, met en vigueur dès 1664 le Pacte mercantiliste qui combine le pacte colonial et le système d'exclusivité (ibid.). Ce pacte instaure l'exclusion des étrangers dans le commerce français, l'élimination des industries concurrentes, et la priorisation de la culture d'aliments nécessaires aux besoins de la France. C'est dans cette optique que la production de la canne à sucre s'intensifie, de façon à ce qu'elle devienne la seule véritable culture faite sur l'île. De ce fait, la production de denrées alimentaires variée sur l'île diminue, si bien que la Guadeloupe passe d'une culture de subsistance équilibrée, à être dépendante de l'envoi de vivres de la France déjà à cette époque-là. L'isolement et la dépendance de la Guadeloupe se renforcent davantage à partir de 1789 avec les différentes guerres qui ont lieu en Europe, celles de la Révolution de l'Empire, suivie par la révolution industrielle, bancaire, technique, des transports, etc. (Chartol 1973). En effet, les

nouvelles technologies ont permis aux producteurs concurrents d'être plus efficaces en raison d'une main-d'œuvre plus conséquente, et une production plus mécanisée. En plus de cette concurrence, la Guadeloupe a d'autres nombreux obstacles tels que : une pénurie de monnaie, une fuite de l'épargne locale, des méthodes de cultures et de fabrication obsolètes, une main-d'œuvre composée d'esclaves, une aversion du travail de la terre des ouvriers blancs en raison de ce système esclavagiste, et un Pacte colonial qui empêchaient le développement du commerce de la Guadeloupe à l'international (ibid.). Le déclin de ce qui faisait la prospérité des îles entraîne la baisse de l'intérêt de la France envers ces colonies-là. L'abolition de l'esclavage passé, les changements adoptés sur l'île sont à l'image de cette baisse d'intérêt. Ainsi, la main-d'œuvre esclavagiste est remplacée par l'arrivée d'une main-d'œuvre étrangère (Indiens, Chinois comme mentionné précédemment), de nouveaux capitaux sont introduits, les producteurs sont remplacés par d'autres, et de nouvelles formes de contraintes au travail sont appliquées. C'est dans ce contexte que la redistribution des terres s'est effectuée : par la mise en faillite et le rachat des terres indigènes par les blancs (aujourd'hui Békés) (ibid.). Le déséquilibre dans l'agriculture guadeloupéenne débute ainsi, et les conséquences de cette mauvaise gestion du processus menant à l'intégration politique de la Guadeloupe à la France entraînent une part des maux d'aujourd'hui.

1.2.3 La banane

La prospérité des années 1914-18 propulsée par l'industrie de la canne en Guadeloupe n'étant plus, une réorientation était nécessaire afin de redresser l'économie des îles. Privé de la liberté de pouvoir cultiver des terres par leurs anciens « maîtres », le bananier devient, selon les historiens antillais, un symbole d'émancipation. La banane, ou encore le plantain sont à l'origine une culture qu'effectuaient les anciens esclaves avec de petites productions d'un à trois hectares, explique le chercheur au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement et expert dans la production de la banane, André Lassoudière (2014). C'est dans un contexte de crise, où ni le sucre, le rhum, le cacao, ou encore le café, ne permettait à la Guadeloupe de redresser son économie en raison de la concurrence à l'internationale avec des produits similaires, que la banane commence à émerger en tant que solution (Maillard 1967). Les sols des Antilles étant humides en raison de son climat tropical favorisent la culture de fruit tel que la banane. Les terrains dédiés à la canne se transforment petit à petit en culture de caféier, de

cacaoyer, de vanillier, de roucouyer, et de bananier, en lien avec la demande en baisse du sucre et du rhum produit par la canne (Temple et al. 2008). Les premières exportations de bananes se font à partir de 1900 et restent limitées en raison d'un manque de bateaux, ainsi qu'un manque de technologies nécessaires à la conservation des bananes lors du trajet jusqu'en France. Suite à la Seconde Guerre mondiale, il y a un regain d'intérêt pour la banane, ce qui ouvre les portes à de nouvelles infrastructures dédiées à la production du fruit. (Lassoudière, 2014) La région de Basse-Terre devient alors le centre de ces cultures de bananes, avec des champs dans les communes de Saint-Claude, Trois-Rivières, Baillif, et Gourbeyre (Maillaird 1967). Cependant, malgré l'augmentation de la production, la Guadeloupe était désavantagée par les importations de l'étranger, ainsi que les conséquences de la crise économique en 1928. Afin d'y remédier, les sénateurs antillais et les représentants africains conclurent avec le gouvernement français un système pour protéger les bananes françaises. L'après-guerre créa aussi un protectionnisme des anciennes colonies, qui sont désormais qualifiées de départements, ou encore de territoires d'outre-mer, où le développement des productions est encouragé (Maillaird 1967). Par la suite, l'industrie de la banane en Guadeloupe atteint les 160 000 tonnes de production en 1974, avant d'être réduite en raison du cyclone Hugo en 1989. Les champs de bananes étant détruits, la reprise est quand même entreprise en raison de la bonne rentabilité de ce marché. Ainsi, en 1993, il était possible de compter 8500 hectares de terres cultivables de bananes pour un rendement en tonnes exportées/hectares de 13 tonnes/ha, à 2700 hectares en 2004 pour 18 tonnes/ha (Temple et al. 2008). Le chercheur au CIRAD sur les questions de développement de l'agriculture Ludovic Temple et ses collègues affirment que malgré la rentabilité du marché de la banane antillaise, la Guadeloupe fait face à de nombreux freins qui affectent la quantité de production et la qualité : - Le nombre élevé de cyclones et leur intensité; - Un accès moindre à l'eau d'irrigation; - Une augmentation des parasites dans les sols; - Un changement constant dans les réglementations quant à l'usage des pesticides, avec de plus en plus de restriction (Temple et al. 2008). Aussi, l'un des plus importants obstacles de la culture et de l'exportation de la banane reste son transport. Les technologies de transports ayant évolué, le problème ne réside plus désormais dans la qualité du bateau, mais dans les frais de transport. Ces exportations représentent pour les compagnies de transport maritime 80% de leur trafic en volume. Créant ainsi des lignes spécifiques à l'export par bateau des fruits des îles. Afin de continuer à rester rentables, notamment en ce qui concerne le fret de retour, les producteurs de bananes se doivent de conserver une production de 150 000 tonnes. Dans le cas contraire, cela

entraînerait la suppression des lignes maritimes dédiées, et les producteurs seront dans l'obligation de passer par un système de transbordement qui est soumis à une forte concurrence (Temple et al. 2008). S'en suivrait une augmentation des coûts d'importation qui sont déjà très élevés, une irrégularité dans les approvisionnements de l'île (denrées alimentaires, médicaments, chlore pour traiter l'eau, fournitures d'entreprises, etc.), le besoin de chambre froide plus grande, ce qui engendre des frais, etc. Enfin, il est intéressant de noter que la majorité des plantations de bananes, ainsi que les distilleries de rhum sont la propriété de l'oligarchie coloniale. C'est d'ailleurs ces derniers qui ont le monopole des activités d'import et d'export, créant un environnement où les petits planteurs locaux sont soumis aux conditions de cette grande enseigne qui a la mainmise sur le transport des marchandises. En Martinique, les Békés contrôlaient déjà en 1938, 85% de l'importation et l'exportation de l'île (Temple et al. 2008).

2. Le chlordécone

2.1 Histoire

À la lumière de ce qui précède, la production de banane était à l'époque un élément essentiel dans la relance de l'économie des Antilles françaises. Les sols fertiles des Antilles ont, comme mentionné précédemment, tendance à être propices à la prolifération de nombreux parasites. Les champs de bananes n'ont pas été exclus par ce phénomène, et la production de ces fruits a été freinée par un charançon, le *Cosmopolite sordidus* (Cabidoche, Lesueur-Jannoyer 2011, Dromard et al. 2016). Afin d'y remédier, l'utilisation de produits tels que l'hexachlorocyclohexane (HCH) était commune dans les champs, avant de se tourner en 1972 vers une molécule issue des États-Unis, le « Képone », ou encore nommée chlordécone. Le chlordécone a été créé en 1951 et commercialisé en 1958 aux États-Unis par la compagnie *Allied Chemical*. Le produit était utilisé d'une part dans l'industrie du plastique pour retarder le feu, et pour l'agriculture contre certains insectes. L'usage de ce pesticide peut être retrouvé aux États-Unis, en Afrique, en Europe de l'Est, et dans les Antilles françaises. En raison de sa dangerosité pour l'environnement, dû à sa nature non biodégradable, et insoluble, le chlordécone est désormais dans la liste des organismes polluants persistants de la Convention de Stockholm (Lesueur Jannoyer 2017, Dromard et al. 2015). Il est aussi classé par l'Agence International de Recherche du Cancer, comme élément cancérigène

(Ferdinand 2021). Dans le cas de la Guadeloupe, le chlordécone avait des résultats tout aussi concluants que l'HCH avec des quantités moindres, d'où son adoption et son utilisation massive dans les champs de bananeraies (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). Initialement prévu pour être utilisé de façon locale, c'est-à-dire seulement dans les zones infectées par le charançon, le pesticide a été utilisé de façon bien plus importante. Appliqué une fois par an systématiquement, avec ou sans la présence avérée de l'insecte, le chlordécone a pu se répandre de façon beaucoup plus large et hétérogène dans les sols guadeloupéens. De plus, depuis 1958, la Guadeloupe et la Martinique ont été le lieu de nombreux épandages aérien pour détruire les contaminations des plantations de banane. Ces épandages aériens étant sujets aux vents, les champs de bananes, les écoles, et les villes en général ont été aspergés, faisant des deux îles, les lieux les plus sujets aux épandages aériens de tous les territoires de France. Malcom Ferdinand (2021), docteur en sciences politiques et ingénieur en environnement, met d'ailleurs de l'avant dans le cadre de ses recherches sur l'histoire coloniale et les problèmes environnementaux dans les Caraïbes, le fait que l'épandage aérien a été qualifié de pratique dangereuse, et a été interdit pour les outre-mer en 2010. Cependant, certains champs requièrent toujours l'épandage aérien pour décontaminer leurs plantations, et sont une exception tolérée malgré l'interdiction de 2010. En outre, il est possible pour les agriculteurs de faire une demande au préfet de la région/département s'il souhaite utiliser l'épandage aérien pour décontaminer ses champs. Il doit ainsi démontrer dans sa demande qu'il ne peut utiliser aucune autre technique de type terrestre, que le pesticide qu'il utilisera est présent dans la liste des pesticides autorisés par épandage aérien, et qu'il sera en mesure de respecter les précautions imposées lors de l'usage de cette technique (Sénat 2012).

Suite à cet usage excessif, une analyse de l'eau potable effectuée en 1999 démontre la présence d'une concentration du pesticide au-dessus des normes sanitaires européennes établies à l'époque, avec 60kg/ha de produit cumulé (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). En 1977, le rapport Snégaroff demandé par L'Institut national de la recherche agronomique³ dans le cadre d'une surveillance des pesticides, met en lumière la contamination des rivières et des écosystèmes suite à l'interdiction en 1976 du chlordécone aux États-Unis. En effet, c'est suite à une fuite à l'usine Hopewell aux États-Unis en 1975 que les effets dangereux du chlordécone sur les employés de l'usine ont pu être observés. Ces derniers ont développé ce qui était appelé à l'époque le « Kepone

³ Depuis 2020, l'Institut national de la recherche agronomique se nomme l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement.

syndrome » : des mouvements aléatoires des yeux, une qualité de leur sperme réduite, et une perte de poids (Ferdinand 2021). En 1980, le rapport Kermarrec, effectué aussi par la demande de L'Institut national de la recherche agronomique, relate les mêmes conclusions. (Ferdinand 2021) Cependant, en dépit des alertes qui existaient déjà autour du produit, ce dernier est utilisé jusqu'en 1993 sur les sols antillais, malgré son interdiction en 1990 en France hexagonale (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). De plus, la production de banane étant contrôlée par les Békés, autant en Guadeloupe qu'en Martinique, la compagnie « Les Établissements de Laguarrigue » dirigée par des Békés martiniquais, est à l'origine du rachat de la molécule du chlordécone aux Américains en 1980. C'est ainsi que la production du chlordécone, sous le nom de curlone a pu continuer, notamment dans le sud de la France à Béziers, pour être envoyé dans les îles (Ferdinand 2021). Des dérogations de l'État français entre 1990-1993 ont aussi permis la continuité de l'utilisation de ce curlone (chlordécone) dans les îles (Bonin et Cathelin 2014). Effectivement, le ministère de l'Agriculture avait donné aux producteurs de bananes, deux extensions illégales d'utilisation du chlordécone entre 1992 et 1993 (Ferdinand 2021).

2.2 Les effets du chlordécone

2.2.2 Les sols

Les sols des Antilles françaises ont été contaminés de manière durable par l'utilisation du chlordécone durant les périodes mentionnées précédemment. En effet, plus de 50% des terres agricoles de la Guadeloupe et de la Martinique sont contaminés, voire sévèrement contaminés pour certains (Cabidoche et al. 2007).

2.2.3 Les cultures de végétaux

Les végétaux issus des surfaces agricoles contaminées énoncées dans la section au-dessus sont eux aussi contaminés par le pesticide interdit dans les années 90. Les légumes de types racines, ou encore les tubercules sont ceux qui présentent le plus de contamination, et qui sont les plus propices au transfert de la molécule au travers de leurs racines et des sols (Cabidoche et al. 2007).

2.2.4 Les eaux

Le chlordécone a aussi pu s'infiltrer dans les eaux, autant de surface, que des nappes sous andosols. Effectivement, étant d'ancien aval des champs de bananeraies, les captages des rivières qui produisent les eaux d'irrigation sont aussi contaminés. Aussi, les eaux potables s'avèrent être elles aussi touchées par le produit toxique (Cabidoche et al. 2007).

2.2.5 Les produits de pêches

Une concentration élevée du pesticide a été décelée dans les produits de pêche tels que les poissons et les crustacés (Cabidoche et al. 2007).

2.2.6 Les humains

L'une des plus importantes conséquences de la consommation et de l'exposition au chlordécone sur les humains est le développement de cancer, tel que celui de la prostate affirme Luc Multigner, docteur en médecine, épidémiologiste et directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (Multigner, et al., 2010). Effectivement, bien que l'exposition à des substances chimiques causant le cancer de la prostate est un élément qui fait encore débat dans la communauté scientifique, celle qui contiennent des perturbateurs endocriniens sont assurément liées (Multigner et al. 2010). En effet, c'est en 2007 que le professeur et médecin en cancérologie au centre hospitalier Universitaire Necker-Enfants malade, Dr Dominique Belpomme créer la controverse en affirmant qu'il y aurait un lien entre les taux élevés de cancer de la prostate sur l'île, et la présence de chlordécone. La controverse suivant ces déclarations prend fin en 2010 avec la publication de l'INSERM qui valide dans leur étude ce facteur causal (Bonin et Cathelin 2014). Ainsi, les scientifiques démontrent l'implication des estrogènes environnementaux/ perturbateurs endocriniens tels que le chlordécone dans l'augmentation des risques de cancer de la prostate. À cette fin, les chercheurs ont pris pour exemple le cas des Antilles françaises, dont la Guadeloupe, où les cas de cancers de la prostate sont extrêmement élevés. Ce type de cancer représente 50% des cas de cancer chez les hommes dans ces îles (Multigner et al. 2010). Les résultats de leurs recherches démontrent qu'il existe un risque accru de développer ce cancer lorsqu'il y a un haut taux de chlordécone dans le plasma d'un individu. Aussi, outre la contamination des humains par le pesticide via l'eau et les denrées alimentaires, une petite étude nommée Hibiscus qui s'est concentrée sur le cas des femmes enceintes a soulevé en 2004 le fait que le chlordécone était présent « dans 87 % des prélèvements de sang maternel, dans 61 % des

prélèvements de sang du cordon ombilical et dans 40 % des prélèvements de lait maternel » (Procaccia 2023, p.52). Cela a donc une incidence autant sur les femmes qui vivent avec ce produit toxique dans leur sang, que sur leur progéniture qui est contaminée dès sa naissance. Des risques de prématurité sont aussi présents, et ont un impact sur le développement des enfants. Des recherches encore en cours soulèvent aussi un lien entre le cancer du sein et le chlordécone. Une étude de 2018 déclare que plus de 90% de la population martiniquaise et guadeloupéenne a du chlordécone dans le sang (Ferdinand 2021). De surcroît, des essais en laboratoire sur des souris et rats illustrent en plus d'un risque de cancer, un risque de tumeurs hépatique lié à la consommation de chlordécone (Multigner et al. 2010). Le chlordécone s'illustre comme une molécule qui créer des effets sur le long terme et de façon lente. Le fait qu'il n'est pas possible de voir physiquement ses effets peut créer une charge mentale pour la population qui vit en connaissant son existence (Ferdinand 2021). Effectivement, les individus vivent en sachant qu'il y a une possibilité qu'ils soient contaminés, ou en étant persuadés qu'ils le sont déjà. Le fait qu'il n'existe pas de traitement, ainsi que davantage d'études à ce propos, ajoute à cette charge mentale. Il en sera d'ailleurs question plus loin dans ce mémoire, dans le chapitre 4.

Les conséquences sur l'homme de l'usage du chlordécone ont influencé le déclenchement de la crise médiatique, sociale et politique en Guadeloupe dont il sera question dans la section suivante (Ferdinand 2021).

Figure 2. – Carte de la contamination des sols au chlordécone en Guadeloupe

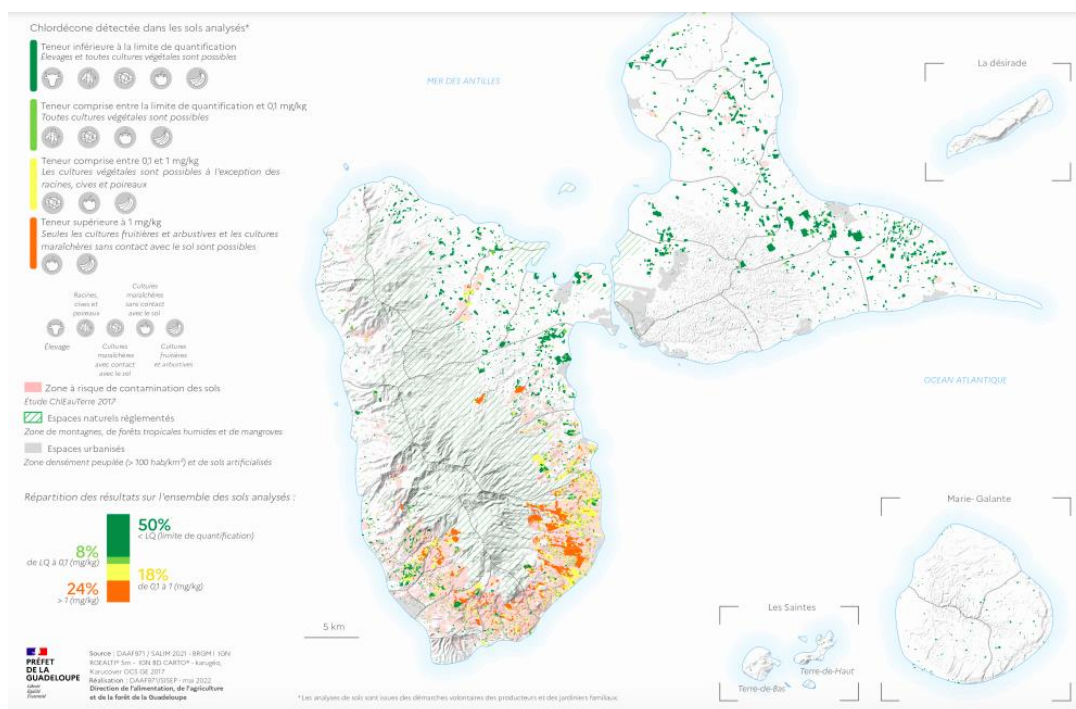
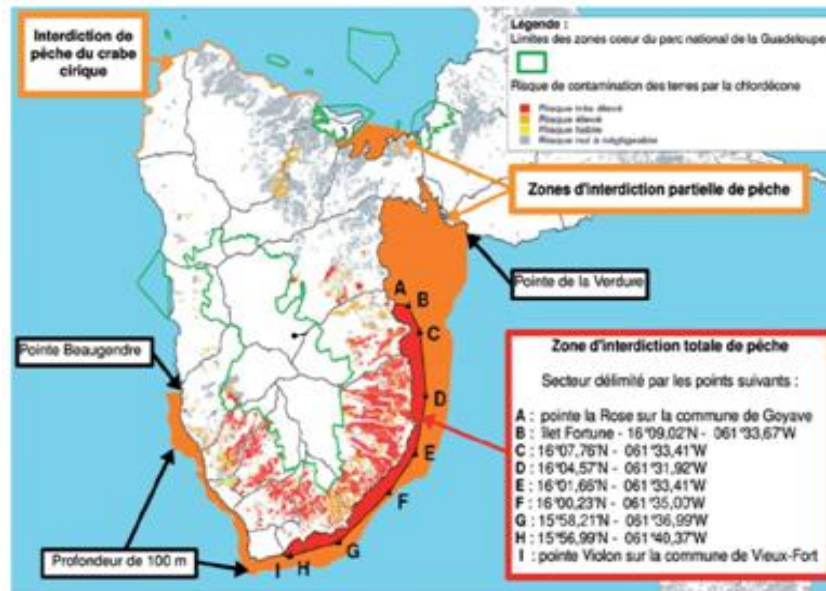


Figure 3. – Carte de la contamination des eaux au chlordécone en Guadeloupe



Source : <https://www.guadeloupe.gouv.fr/layout/set/print/Politiques-publiques/Risques-naturels-technologiques-et-sanitaires/Infos-chlordecone/Actualites/Chlordecone-93-casiers-de-peche-detruits-depuis-le-debut-de-l-annee>. Accès le 22 décembre 2022.

2.3 La crise du chlordécone

Les découvertes mises en lumière quant aux conséquences du chlordécone, ainsi que l’histoire de son autorisation, ont créé chez les citoyens français guadeloupéens de vives émotions. Les producteurs de bananes, ainsi que l’État, sont portés responsables de ce problème lorsque les premières manifestations face à ce scandale émergent dans les années 2000 (Ferdinand 2021).

Les premières revendications concernant le chlordécone s’inscrivent dans les publications d’un livre d’activistes, ainsi que par le docteur/oncologue Dominique Belpomme en 2006 et 2007. Dans la même lignée, une plainte contre X est déposée par une ONG en Guadeloupe composée de syndicats et d’écologistes, afin d’identifier les responsables de cette contamination. La responsabilité du problème du chlordécone étant controversée, une plainte contre X est déposée

afin qu'une enquête soit menée pour identifier officiellement le coupable. Le docteur Dominique Denivet dépose lui aussi la même année une plainte en raison des problèmes de santé qu'il a et qu'il attribue au chlordécone. En Martinique, l'ASSAUPAMAR (association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais) et l'Ecology Urbaine, deux associations écologistes, déposent une plainte accusant directement le gouvernement français d'avoir empoisonné les habitants des îles. Toutes les plaintes, à l'exception de celle du Dr Denivet qui a été rejetée en 2016, ont été rassemblées sous le même cas. Les résultats et les délibérations de celles-ci sont encore aujourd'hui en attente, ce qui fait l'objet de vives controverses en comparaison avec la rapidité dont cela a été traité aux États-Unis pour le même problème. En effet, la compagnie *Allied Chemical*, responsable de l'usage du chlordécone aux États-Unis a été condamnée en 1976, la même année de l'interdiction du produit toxique (ibid.).

En 2003, le gouvernement impose de faire des tests des sols arables avant de pouvoir cultiver des racines, les terres très contaminées ne peuvent plus être cultivées et des zones de pêche ont été interdites. Malgré son interdiction, les effets de l'utilisation du chlordécone ont eu des conséquences négatives à plus long terme au plan économique et social. Nombreux agriculteurs et pêcheurs ont soit perdu leurs emplois, soit ont dû changer de travail. Les clients n'ayant plus confiance dans les produits locaux dus aux restrictions, mettent aussi en difficulté financière ces professionnels-là.

Les premières manifestations contre le chlordécone débutent en 2012 avec le barrage du port de Fort-de-France en Martinique par une organisation de pêcheurs. C'est sous le slogan « 'Non au chlordécone' » (Ferdinand 2021, p.61) que ces derniers demandent justice pour la perte de leurs emplois. C'est en 2013 que les pêcheurs de Guadeloupe manifestent eux aussi leur mécontentement en bloquant les routes de la commune de Sainte-Marie (ibid.).

Par la suite, le cas des épandages aériens a été le centre des revendications des associations écologiques martiniquaises et guadeloupéennes. Une bataille légale commence en 2011 afin de faire interdire complètement cette pratique dangereuse pour tous les citoyens. Ce combat a pris beaucoup d'ampleur politique et médiatique, ce qui a permis de faire connaître davantage le problème des pesticides. Cependant, en 2013, la Commission européenne autorise un nouveau niveau de concentration en chlordécone plus élevé dans la viande commercialisée (Ferdinand 2021). En France, ce nouveau niveau autorisé de concentration en chlordécone a été appliqué en

2017, suite à une validation de l'ANSES (Agence Nationale Sécurité Sanitaire Alimentaire Nationale). Suite à cela, le sentiment d'injustice par les populations guadeloupéenne et martiniquaise s'intensifie, et une pétition « 'Je suis chlordéconé' » (Ferdinand 2021, p.62) est créée par deux étudiants en agriculture, et par les associations écologiques. La pétition ayant réuni 167000 signatures, des manifestations s'en sont suivies, notamment avec le collectif « 'Zéro chlordécone' » (Ferdinand 2021, p.63). En 2018, un effet boule de neige a suivi avec la prise de partie de groupes tels que « Santé Environnement Sans Dérogation », ou encore le mouvement « 'Moun' » (Ferdinand 2021, p.63) mené par deux personnalités importantes du paysage antillais : Olivier Berisson et Anicia Berton. En Guadeloupe, l'ONG écologique « ENVIE-Santé » (Ferdinand 2021, p.63) a organisé une collecte de fonds en 2018 pour financer une action en justice contre le gouvernement français concernant les abus dû au chlordécone. Les citoyens étaient aussi encouragés durant les manifestations à porter plainte contre le gouvernement. La pression en 2018 était telle que les députés européens Michel Rivasi et Younous Omarjee ont pris la parole sur le sujet, et ont dénoncé le manque de transparence de l'État français concernant la crise du chlordécone. D'autres députés, soit Eric Andrieu et Louis-Joseph Manscour, ont demandé à ce que le niveau de résidu de chlordécone autorisé soit réduit au pourcentage minimum dans la viande. Le président Emmanuel Macron s'est aussi déplacé en Martinique en septembre de la même année, et a déclaré que le gouvernement français devait faire face à ses responsabilités en ayant pour objectif l'absence totale de chlordécone. Cependant, il n'a pas reconnu lors de ses déclarations le lien avec la santé humaine due au pesticide, faisant de cette crise un problème environnemental uniquement (Ferdinand 2021). De nouvelles investigations sont faites, notamment par la demande du parti politique La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. En 2019, de nouvelles informations mettant en lumière des fautes de l'État concernant le chlordécone ont créé davantage de manifestations, notamment en Martinique. L'arrestation des activistes durant ces manifestations a soulevé un certain double standard, où les citoyens de la Guadeloupe se demandaient pourquoi ces activistes sont mis en prison alors que les responsables de cette crise ne font face à aucune répercussion (ibid.).

Enfin, le 15 novembre 2021, une grève générale lancée pour protester contre l'obligation des soignants de se vacciner, et contre le passeport vaccinal, fait aussi par la suite état des autres problèmes en Guadeloupe, dont le chlordécone. En effet, la grève a été l'occasion pour beaucoup de faire part du mécontentement général quant à la gestion de la Guadeloupe par la France. À

l'image du chlordécone, la situation du passeport vaccinal est considérée comme une autre injustice dont il faut faire face. Ainsi, il a été question de remettre à l'ordre du jour le problème du chlordécone qui depuis les dernières manifestations n'a pas été réglé.

2.4 Les plans chlordécone

Afin de résoudre le problème que représente le chlordécone, le gouvernement français a adopté différentes mesures au cours des années. En 2000, des filtres de charbon ont été placés dans les tuyaux de canalisations qui approvisionnent les villes. En 2003, il a été rendu obligatoire le fait de tester le taux du chlordécone des terres avant de pouvoir cultiver des racines et des légumes. Il a été interdit de cultiver des légumes et des racines sur les terres avec un haut taux de contamination. En 2008, la pêche a été interdite dans certains secteurs de la mer, et dans toutes les rivières des îles (Préfet de la région Guadeloupe 2021).

Ces actions du gouvernement se recoupent dans ce qu'ils ont nommé les plans chlordécone. À cet effet, quatre plans chlordécone ont été mis en place. Les deux premiers plans chlordécone (Plan chlordécone I, Plan chlordécone II) ont été mis en vigueur respectivement de 2008 à 2010, et de 2011 à 2013.

Le Plan I avait un budget de 33 millions d'euros, et le deuxième plan de 31 millions d'euros. Il avait pour objectif d'approfondir les connaissances sur le pesticide, rechercher des solutions pour remédier à son infiltration, mettre en place des dispositifs de surveillance de la santé des habitants, approfondir les connaissances sur les effets sur la santé, réduire l'exposition des citoyens au produit, soutenir la qualité des productions locales et les professionnels qui souffrent de cette pollution, ainsi que mieux informer la population (Préfet de la région Guadeloupe 2021).

Suite à l'application de ces deux premiers plans, un troisième plan chlordécone (Plan chlordécone III) de 2014 à 2020 a été élaboré, afin de poursuivre dans la même lancée que les précédents. Il s'agissait de continuer à protéger les citoyens, et surtout d'aider les professionnels affectés. Ce plan avait pour particularité de se concentrer sur les pêcheurs qui sont en difficulté en raison de la diffusion du pesticide dans la mer. Aussi, ce plan a pour objectif le développement durable de l'amélioration de la qualité de vie des habitants, en leur proposant de nouvelles habitudes. Le partage des informations et la recherche comportent aussi une grande place dans ce plan (Préfet de la région Guadeloupe 2021).

Enfin, le Plan chlordécone IV (2021-2027) avec un budget de 92 millions d'euros, est le dernier plan mis en œuvre à ce jour, qui a été lancé le 24 février et le 3 mars 2021 (Ministère de la Santé et de la Prévention 2022). Il comporte six stratégies qui sont les suivantes : informer et sensibiliser la population pour mieux la protéger; approfondir les recherches pour améliorer la compréhension et la mise en pratique des solutions; former et éduquer les plus jeunes et les professionnels sur le sujet; protéger la santé et l'environnement, tout en faisant la promotion de la consommation d'une alimentation locale saine, durable, dans un objectif de zéro chlordécone; accompagner les assurés, les médecins et les entreprises dans le cadre de l'enjeu santé-travail que soulève la crise du chlordécone; accompagner les professionnels affectés dans le cadre socio-économique qui engendre la crise (Ministère de la Santé et de la Prévention 2022).

Toutefois, l'administration Macron a été beaucoup critiquée lorsqu'il est question du chlordécone. En effet, lors de sa visite dans les îles en 2018, ce dernier n'a pas abordé le sujet avec suffisamment de sérieux selon les citoyens ultramarins. Ce manque de sérieux se retrouve dans le déni quant aux effets du chlordécone sur la santé des Guadeloupéens, notamment en ce qui concerne les cas fulgurants de cancer de la prostate. C'est dans ce cadre que le dernier plan chlordécone (Plan chlordécone IV) sera élaboré en prenant en compte le sentiment d'humiliation des citoyens des îles ressenti suite au passage du président. Un angle sur la santé y est abordé comme mentionné précédemment (Ferdinand 2021). Pour ainsi dire, il y a une action gouvernementale qui a été prise dans le cadre de la crise du chlordécone, appuyé par des budgets alloués par l'État français, l'UE ainsi que les collectivités et associations.

Néanmoins, en 2022, les réseaux d'eau responsable de fournir les Guadeloupéens en eau potable sont très vétustes. Ces derniers transportent donc des résidus de chlordécone fréquemment, ainsi que les divers éléments de pollution présents dans les cours d'eau (rejet des distilleries, produits ménagers, etc.). À cela s'ajoutant des coupures d'eau qui privent des communes entières d'eau pendant plusieurs jours. Enfin, la transparence quant à la gestion de l'eau en Guadeloupe est beaucoup remise en question, notamment avec les scandales de détournement de fonds du Syndicat de l'eau, de la Lyonnaise des eaux, et de Vinci. Trois compagnies centrales au bon déroulement des mesures pour lutter contre les différents problèmes des eaux sur l'île (ibid.).

À la lumière des éléments présentés précédemment, la suite de ce mémoire se penchera sur la contextualisation de ces éléments historiques. Cela se fera au travers des concepts clés de cette

recherche, soit, le postcolonialisme, la justice environnementale et alimentaire, l'intersectionnalité et l'identité citoyenne. Le chapitre suivant, la problématique, permettra de comprendre comment l'histoire de la Guadeloupe avec la France est influencée par la colonisation et l'esclavage. Et comment cela se répercute-t-il sur l'environnement, la sécurité/souveraineté alimentaire, et l'identité citoyenne des Guadeloupéens. Étant un sujet très large, le cas d'étude est le chlordécone, et la crise qu'il représente. Les chapitres (méthodologie, analyses descriptives, discussion et conclusion) suivants permettront de voir au travers d'une analyse de contenu, le vécu et les perceptions des neuf participants interrogés concernant les effets du chlordécone sur leur quotidien et leurs sentiments d'appartenance.

Chapitre 2 : Problématique

Introduction

Poussée par l'accroissement de la population mondiale, la modernité agroalimentaire ne cesse d'innover afin de remplir le droit à l'alimentation institutionnalisé par la Déclaration universelle des droits de l'Homme en 1948. Les pesticides représentent un outil clé en agriculture. Utilisés pour la prévention, le contrôle ou l'élimination d'organismes jugés indésirables, ces produits permettraient d'améliorer et de combler les besoins des grands lobbies agroalimentaires, ainsi que d'une population plus nombreuse (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). Cependant, les pesticides contiennent des substances chimiques toxiques, bouleversant les cycles biogéochimiques naturels des territoires concernés. C'est notamment le cas dans plusieurs îles françaises situées dans la mer des Caraïbes, communément appelées Antilles. Le chlordécone, pesticide utilisé depuis les années 50 aux États-Unis où il a été commercialisé initialement, a été massivement utilisé afin d'éliminer un insecte qui minait la culture des bananes antillaises (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). Son utilisation intensive entre 1973 et 1993 a contribué à la dégradation de 80% des sources d'eau de la Guadeloupe et de la Martinique, deux îles des Antilles. Aussi, le chlordécone a participé à la contamination de nombreuses denrées alimentaires, ainsi qu'à l'apparition de pathologies chez les personnes exposées (Ferdinand 2015).

Le nombre de cancers de la prostate enregistré en Martinique et Guadeloupe est supérieur à celui de la France métropolitaine. L'indice comparatif de mortalité des cas de cancer de la prostate en Guadeloupe s'estime à +124% par rapport à la France. La Guadeloupe est, après la Martinique, l'île la plus touchée par les cas de cancer de la prostate (Multigner 2016). Aussi, sur ces deux territoires, plus de 50% des cas de cancer sont des cancers de la prostate. Les cancers de la prostate représentent la première cause de décès par cancer sur ces îles, avec un taux de mortalité de 23-30% (Multigner 2016). Cette part importante qu'a le cancer de la prostate dans la mortalité de la Martinique et de la Guadeloupe s'illustre également à une plus grande échelle: ces deux îles enregistrent des taux supérieurs à ceux du reste du monde. La prédisposition apparente à cette maladie qui semble exister sur ces territoires amène à s'interroger sur le poids qu'a le chlordécone dans la prévalence de cette affection dans la population antillaise. Bien qu'encore peu médiatisées

et étudiées, les recherches semblent établir un lien entre ce pesticide et ces cas de cancers fulgurants (Multigner et al. 2010, Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 201, Cabidoche et al. 2009; Achard et al. 2007, Lesueur Jannoyer 2007, Héraud et Seurin 2011).

Faisant l'objet de timide recherche, ce lien entre maladies et pesticides n'est néanmoins pas un phénomène isolé. En effet, la contamination des sols au chlordécone dans les Antilles françaises relève autant d'un problème environnemental, alimentaire, que politique et sociale.

Les effets du chlordécone sur les populations antillaises notamment en Guadeloupe passent donc encore inaperçus à l'échelle médiatique internationale. Impliquant un historique de domination politique et social. L'utilisation massive de ce pesticide ainsi que les conséquences qui s'en suivent en Guadeloupe constituent l'intérêt de ma recherche. Ainsi, ce mémoire se penchera sur les relations entre la France et la Guadeloupe au travers d'une perspective postcoloniale, avec pour cas d'étude les enjeux sociaux et politiques qu'implique le chlordécone. Les concepts clés qui encadreront cette recherche seront le postcolonialisme, la justice environnementale et alimentaire, et l'identité citoyenne.

1. Le postcolonialisme

1.1 Définition

Selon l'historien français, spécialiste de l'histoire coloniale et postcoloniale française, Nicolas Bancel (2019), le postcolonialisme est un courant de pensée principalement issu des États-Unis : les « postcolonial studies », qui s'est étendu dans les universités dans les années 80. Soulignons également les apports centraux des penseurs des Antilles françaises tels qu'Aimé Césaire, fondateur du concept de la négritude qui prônait l'identité noire, son acceptation dans un contexte de projet colonial français d'assimilation culturelle (Césaire 1990), et Frantz Fanon qui s'est illustré dans sa lutte contre la colonisation au travers de ses œuvres qui croisent la psychologie et la philosophie (Fanon 2002, 2015) et d'autres auteurs des pays du Sud. Les théories qui constituent ce courant de pensée se sont rattachées au fil des années à de nombreux champs d'études, tels que l'histoire, la philosophie, la littérature, l'anthropologie. Il s'agissait d'un outil pour penser le monde postcolonial : les conséquences de la colonisation sur les anciennes colonies et métropoles. Ce

courant s'est créé dans un besoin de revoir les chronologies historiques de la période coloniale, afin de mieux comprendre les phénomènes qui subsistent dans la société moderne, telle que le racisme, les discriminations, les inégalités entre anciennes colonies et métropoles, etc. (Bancel 2019). De plus, les études postcoloniales ont aussi une portée politique qui a pour projet la mise en valeur des autres cultures et de la diaspora. L'objectif ultime étant de créer un système où la domination coloniale n'existe plus, et où les sociétés anciennement colonisées pourraient « revitaliser » leur culture (Bancel 2019). Cependant, bien qu'étant issu des États-Unis en tant que champs d'études, le concept du postcolonialisme est abordé à l'international. Nous le verrons dans la section suivante.

1.2 Le cas de la France

Des États-Unis à la France, ce courant n'a pas eu la même réception. Selon Bancel (2019), la France n'a pas encore institutionnalisé le courant postcolonial, notamment en ce qui concerne les mémoires historiques. Par exemple, il n'existe pas encore de musée de la colonisation en France. Pour ce qui est de la mémoire il existe le *Mémorial Actes* en Guadeloupe à Point-à-Pitre qui a été achevé en 2015, et à Nantes le *Mémorial de l'abolition de l'esclavage* instauré en 2012. Toutefois, il existe un effort mémoriel en France de retour sur la période coloniale de façon partielle, et si possible positive. Cela s'illustre par exemple par l'article 4 de la Loi de février 2005, qui demandait d'inclure dans les programmes scolaires les éléments « positifs » de la colonisation française (Bancel 2019). Selon l'anthropologue Irène Bellier, ce schéma français s'explique d'une part au travers de son modèle républicain qui ne permet pas à des études postcoloniales de s'épanouir sous le principe d'une « République indivisible, laïque, démocratique et sociale » (Bellier 2020, p.123). Cette République « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion », mais aussi sous la crainte et/ou le rejet de la formation d'un communautarisme dans le pays (Bellier 2020, p.123). Cela s'explique par le rejet du terme et du concept de « race », qui a été utilisé pour justifier un des crimes de l'humanité qui a marqué l'histoire de l'Europe, soit la Seconde Guerre mondiale, le nazisme et ses politiques de génocide (N'Diaye 2005). Selon Maboula Soumahoro, maîtresse et conférencière en civilisation américaine à l'Université de Tours, et spécialiste dans les *French diasporas studies* (interviewée pour Les nouvelles frontières de la question raciale : de l'Amérique à la France 2017), c'est notamment suite à la Seconde Guerre

mondiale que le terme de race aurait été évincé des sciences sociales en France, afin d'être remplacé par le concept d'« ethnicité » considérée comme plus acceptable, moins raciste.

Or, le pays ayant été une des plus grandes puissances coloniales de l'époque, l'impact de la colonisation reste majeur, autant sur son territoire que sur ses anciennes colonies. Nicolas Bancel explique à ce propos l'utilité du courant postcolonial pour la France de la façon suivante :

Elles [les études postcoloniales] permettent de s'interroger à nouveaux frais pour éclairer la spécificité des immigrations postcoloniales dans l'histoire des mouvements diasporiques; d'interroger la confrontation du discours républicain avec les réalités (post)coloniales ; d'analyser les formes de la multiculturalité en explorant l'historicité des métissages culturels, les nouvelles formes de l'associationnisme ou de l'intervention dans l'espace public ; de déconstruire l'histoire des systèmes de représentations des minorités en poursuivant les études sur la formation et la transformation de ces systèmes durant la période coloniale et postcoloniale ; de mieux comprendre le rôle des mémoires recomposées, l'irruption de la 'mémoire coloniale' et de la 'mémoire de l'esclavage' dans l'espace public ; de questionner historiquement les multiples formes d'identification qui se font jour depuis quelques décennies et, en particulier, de cerner dialectiquement les formes de la religiosité musulmane en rapport avec les réactions suscitées par celles-ci (voir l'affaire du voile' et l'affaire de la burqa') ; de poursuivre les recherches sur les relations postcoloniales entre la France et ses anciennes colonies ; de reprendre le questionnement sur les 'outre-mer', etc. (Bancel 2019, p.123).

Ainsi, le cas français est particulièrement intéressant lorsqu'il s'agit du postcolonialisme, notamment en ce qui concerne les outre-mer, ou encore les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM). Ces départements sont les « traces » d'un passé colonial en France qui reste d'actualité. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'utilité des champs d'études telle que le postcolonialisme est de plus en plus importante à intégrer en France. En effet, comme l'explique l'académicienne d'origine ivoirienne et afroféministe Maboula Soumahoro dans son entrevue avec le sociologue Ahmed Boubeker :

Je pense que la notion d'outre-mer pose question et problème puisqu'elle relaie aux marges de l'Hexagone des territoires et des populations qui sont les fruits de cette histoire coloniale gardée à distance. (...) Cela dit, je pense que c'est justement les vagues d'immigration

postcoloniales vers l'ensemble de la France qui rendent de plus en plus difficile l'évitement. Ce sont les générations de Français issus de ces vagues d'immigration postcoloniales qui incarnent et portent ces questionnements que les disciplines universitaires ne devraient plus pouvoir snober très longtemps (Soumahoro, dans Boubeker 2017, p.3).

Cependant, malgré la faible émergence de ce champ d'études en France hexagonale dans les Universités, il y a des auteurs issus des outre-mer Françaises qui abordent le postcolonialisme, ainsi qu'à l'international, et qui font écho dans l'hexagone. Comme mentionné précédemment, Frantz Fanon et Aimé Césaire sont des auteurs emblématiques des Antilles françaises qui ont étudié le postcolonialisme, et qui l'ont utilisé pour élaborer leurs propres perspectives en lien avec leur combat contre la colonisation et ses effets Cheik Anta Diop, Achille Mbembe, Arjun Appadurai, Homi Bhabha, Ashi Nandy, et d'autres encore se sont aussi penchés sur le sujet, et ont élaboré leurs conclusions au travers du cas autant américain, que français, ou africain. De leurs écrits découle le même constat de domination, un élément central dans ce champ d'études. En effet, la période coloniale a pour particularité le rejet et l'écrasement des cultures « autres » sur la base d'une supériorité occidentale/européenne. Edward Saïd s'inscrit d'ailleurs comme le précurseur de cet élément dans la pensée postcoloniale avec le concept de l'Orient, qui est, selon lui, une création même de l'Europe depuis l'Antiquité. Par cette création d'un monde fantaisiste, l'Europe a la possibilité d'avoir un point de comparaison, dans l'objectif ultime de se mettre sur un piédestal face à ces autres civilisations inférieures (Saïd 1978, cité par Haddon 2009). En effet, cette construction de l'Orient a été un déterminant majeur pour l'Occident dans la création de son identité et donc de sa culture (Haddon 2009). Ainsi, l'orientalisme est le fruit de la dynamique de pouvoir et de domination de l'Occident sur l'Orient. De surcroît, au fil du temps, l'orientalisme a fini par s'ancrer dans le mode de pensée des Occidentaux, et ce même de manière inconsciente. Il est possible de le constater dans les écrits ou encore les discours qui touchent à ce sujet (ibid.). La suite logique d'un tel ancrage est donc l'institutionnalisation du concept même de l'orientalisme sous la forme de cours à l'université par exemple. Ainsi, l'usage de ce concept dans ce cadre universitaire vient comme une justification de la colonisation (ibid.). Effectivement, l'Orient étant perçu comme une identité autre, distancée des Occidentaux, devient « à la fois menaçant, exotique, barbare, primitif et soumis » (Haddon 2009, p. 9).

Le concept de l’Orient d’Edward Saïd permet de comprendre les politiques assimilationnistes et les violences de la période coloniale. Les colons avaient pour but de gommer les singularités des autochtones, et des minorités racialisées. Ce constat est le début de la compréhension de la formation identitaire des peuples issus des anciennes colonies, la créolisation de leur univers, et des maux qui en découlent. Le postcolonialisme souhaiterait donc mettre en avant ces cultures, ces singularités, afin de créer un nouveau vivre-ensemble dans un monde où le métissage est de plus en plus grandissant :

Les *postcolonial studies* valorisent les pensées polycentriques, qui parcourent les marges inexplorées des cultures colonisées, s’intéressent aux flux (de populations, d’idées) en décroissant les frontières nationales, s’attachent aux croisements entre les cultures (Bancel 2019, p.78).

Cependant, il reste central de ne pas généraliser l’expérience coloniale de chaque pays. Les particularités des pays en question divergent beaucoup et influencent le monde postcolonial. C’est le cas de la Guadeloupe, qui a sa propre expérience coloniale et postcoloniale.

1.3 Le cas des Départements d’outre-mer et des Territoires d’outre-mer (DOM-TOM)

Le cas des DOM-TOM est intéressant dans une perspective postcoloniale, notamment au travers des nombreuses revendications qui éclatent dans ces départements/territoires. Les grèves et manifestations remettent en question le monde postcolonial, postcolonisation avec des inégalités soulevées telle que la vie trop chère qui rend plus difficile le quotidien des citoyens ultramarins. Les demandes d’une plus grande autonomie politique et d’une véritable égalité avec la France illustrent bien les dissensions en lien avec les relations coloniales entre la « métropole » et ses départements et territoires, soit entre le centre et les périphéries (Guyon 2016). Ainsi, la France se retrouve dans des dynamiques impériales que Frederik Cooper et Ann Stoler décrivent dans leur ouvrage *Tension of Empire: Colonial cultures in a Bourgeois World* (1997), qui créent

inévitablement des tensions entre le désir assimilationniste, et la prise en compte des singularités (Guyon 2016). Une tension qui reste permanente comme mentionné précédemment, tant la mondialisation diversifie davantage les populations sur des territoires donnés. Ce phénomène s'applique aux DOM-TOM qui sont des États d'outre-mer illustrant deux différents types d'évolution depuis l'État colonial français. D'une part il y a les Départements d'outre-mer, comme la Guadeloupe, où il reste une intégration administrative, juridique et politique à la France hexagonale. D'autre part, il y a les Territoires d'outre-mer, possédant une autonomie politique, et où il y a un pluralisme juridique, et une spécialité législative. Il est possible de voir en ces deux évolutions le désir mentionné précédemment d'assimilation française dans les DOM, et du respect des diversités culturelles dans les TOM (Guyon 2016). Éventuellement, un nouveau niveau de gouvernement a été créé par le président François Mitterrand en 1982 : la région. Dans une optique de décentralisation du pouvoir politique, quatre régions pour l'outre-mer ont été établies, dont la Guadeloupe. Le Conseil Régional y est instauré avec un corps élu directement. C'est dans l'objectif d'accorder aux DOM un droit culturel à la différence que la région a été créée (Murdoch 2021). Cependant, elles sont à la fois des départements et des régions, chose qui illustre le paradoxe entre le désir d'intégration (département), et de différence (région). Dans la même lignée, cela dépeint l'ambivalence entre le fait de rester passif, le statu quo, et la résistance active pour apporter un changement (Murdoch 2021). En effet, comme l'explique l'auteur Adlai Murdoch, spécialiste des Caraïbes françaises, dans le monde postcolonial, la départementalisation est un outil de domination de la France. Le statu quo énoncé précédemment est alimenté par les médias, l'éducation, et les valeurs de consommation propulsée par le mode de vie occidental, français. De ce fait, selon lui, les citoyens de l'île sont conditionnés à penser ainsi, et à rester dans cette « zone de confort ». Une dépendance autant économique que psychique est créée au travers des éléments mentionnés précédemment, et a été soulevée lors des grèves qui ont traversé les îles françaises. Les départements d'outre-mer ressemblent alors sous cette perspective à une relation néocoloniale, basée sur la dépendance de la « métropole » (Murdoch 2021).

Composée de descendants d'esclaves africains, d'engagés indiens et chinois, de colons, ainsi que de nombreuses autres origines issues de la mondialisation actuelle, la Guadeloupe comporte un peuple largement métissé. À cet effet, il reste intéressant de souligner que l'île ne comporte pas d'autochtones, ces derniers ayant été décimés. Toutefois, les défis que rencontrent les habitants des Caraïbes françaises peuvent être observés un peu partout dans le monde là où se trouvent des

peuples autochtones, et/ou des minorités visibles. Néanmoins, exclus du statut d'autochtone, les Antillais français des DOM arborent les mêmes revendications en théorie, mais ne possèdent pas les mêmes outils pour les faire valoir en pratique. L'auteure Melanie Newton décrit d'ailleurs ce phénomène en qualifiant les populations d'origine africaine des Antilles, comme les nouveaux autochtones : « the narrative of aboriginal disappearance, whereby new natives, predominantly Africans and their descendants, replaced the original Antilleans and became indigenous to the Caribbean » (Newton 2013, p.108-109).

Le concept de postcolonialisme permet donc de comprendre, dans le cas de la France et ses anciennes colonies, les différentes situations d'injustice qui subsistent. En effet, il existe de nouveaux moyens de dominations qui s'illustrent au travers de politiques publiques, ou encore industrielles, qui toutes les deux nient l'existence des discriminations des peuples autochtones, ainsi que des populations racialisées. Effectivement, elles ne tendent pas à améliorer les inégalités qui existent déjà, et continuent de miner les ressources naturelles présentes en majorité sur les territoires de ces peuples-là (Bellier 2020).

Dans le cadre de ce mémoire, l'usage du chlordécone sera pris pour cas d'étude afin d'illustrer dans une perspective postcoloniale, la gestion des départements d'outre-mer de la France, et plus particulièrement la Guadeloupe. Cet élément sera la base afin de comprendre comment cela affecte le rapport à l'État français des citoyens français de Guadeloupe.

1.4 Postcolonialisme et chlordécone : l'impact de la chronologie

L'histoire de la chronologie du problème du chlordécone en Guadeloupe met en lumière le fait que les Antilles françaises sont depuis l'arrivée des colons sur les îles, des terres de culture fructueuses. Elles font tourner une économie de plus en plus grande à base de produits tels que les bananes, le café, la canne à sucre, et plus encore (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011; Mardivirin s.d.; Kopp 1929). De ce fait, le bon déroulement de la culture des sols antillais et donc guadeloupéens a été

pris très au sérieux par la France, avant et après la période de colonisation. Dans les années 1960-70, tout élément qui pouvait venir interrompre les productions devait être réglé par tous les moyens. Ce fut le cas du charançon *Cosmopolite sordidus* qui freinait la culture des bananes antillaises centrale à une économie florissante (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). Ainsi, l'usage de pesticide tel que l'hexachlorocyclohexane (HCH) fut utilisé dans les champs avant de se tourner vers le « Képone » une molécule issue des États-Unis (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). Interdite depuis 1976 sur le sol américain, le chlordécone fut utilisé jusqu'en 1993 sur les champs antillais, malgré son interdiction en France dès 1990 (Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011).

Pour ce qui est de la littérature scientifique consultable à ce propos, celle-ci relate que les effets humains sont le développement de cancer de la prostate, qui est présenté à l'intérieur de l'étude Karuprostate qui est la plus connue (Multigner et al. 2010; Cabidoche et Lesueur-Jannoyer, 2011; Achard et al. 2007; Lesueur Jannoyer 2007; Cabidoche et al. 2009; Héraud et Seurin 2011). La fertilité masculine et féminine, la grossesse, et la croissance des enfants exposés au chlordécone sont aussi des éléments sujets à des études dont les résultats restent limités, et toujours en cours (Cordier et al. 2014 ; Multigner et al. 2010; Cabidoche et Lesueur-Jannoyer, 2011; Achard et al. 2007; Lesueur-Jannoyer 2007; Cabidoche et al. 2009; Héraud et Seurin 2011).

Aussi, selon les études qui se sont penchées sur le sujet, le pesticide en question se retrouve dans 80% des sources d'eau guadeloupéennes et martiniquaises, et est mesurable dans les tubercules/racines, certains fruits et légumes, l'eau, les animaux, et autres produits alimentaires pouvant être consommés par l'humain (Ferdinand 2015; Cabidoche et Lesueur-Jannoyer 2011). De plus, la contamination des terres en Guadeloupe est particulièrement présente en Basse-Terre (voir Figure 2, p.35) , où se trouvent la plupart des réseaux d'eau qui alimentent l'île. En 2022, le caractère vétuste des réseaux d'eau qui alimente les foyers guadeloupéens est tel que l'infiltration du chlordécone dans ces derniers reste fréquente. À cela s'ajoutent les différents problèmes d'eau, dont sa potabilité qui mène les Guadeloupéens à consommer 50 millions de bouteilles d'eau en plastique par an, malgré les sources d'eau abondante de l'île (Monza 2022).

La contamination des terres par les pesticides n'est pas un phénomène isolé. La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants entrée en vigueur le 17 mai 2014 en est le résultat, tant ce problème affecte de nombreux pays. En effet, cette dernière avait interdit initialement l'usage des pesticides jugés dangereux pour l'environnement et la santé des êtres

vivants, mais leur utilisation informelle reste une réalité, notamment dans de nombreux pays en voie de développement : particulièrement en Asie, et en Afrique (Thompson et al., 2017). Les enjeux de santé publique qui découlent de l'utilisation de pesticides toxiques sont le sujet de nombreuses recherches dans ce domaine (Kalantzi et al. 2001; Kannan et al. 1997; Tariq et al. 2007; Toft 2014; Thompson et al. 2017; Abrahams 2002; Rauf et al. 2002; Pazou et al. 2006; Mansour et al. 2009; Letta et al. 2013). Toutes ces études affirment l'impact sur la santé humaine et animale des pesticides et de leurs résidus au travers des denrées alimentaires, l'eau et dans l'air. Ainsi, des maladies telles que les différents cancers, les troubles neurologiques et hormonaux sont associées aux populations exposées à ces produits toxiques. Les pays développés ou encore du Nord ne font pas exception dans la contamination des terres par des pesticides. Cependant, l'encadrement de l'usage des pesticides, ainsi que la surveillance de leur toxicité est plus accru dans ces pays-là. Effectivement, les recherches qui se sont penchées sur l'aspect plus social de ce problème mettent de l'avant le fait que dans les pays en voie de développement, ou plus pauvres, les politiques qui encadrent l'usage des pesticides toxiques sont moins présentes et/ou effectives. Ainsi, les agriculteurs, et plus particulièrement les petits agriculteurs, sont plus amenés à utiliser des pesticides jugés dangereux pour l'environnement et la santé, car ils sont moins chers et plus accessibles pour eux (Lopes Soares 2009; Temkin et al. 2022).

Le cas de la France ne fait pas exception dans l'usage de pesticide toxique, et la contamination des sols européens est bien documentée. En effet, selon l'Union européenne, 6,5% des eaux souterraines et 7,3% des eaux en surfaces sont contaminées en raison de l'usage prononcé des pesticides (Alliot et al. 2022). La France est le deuxième pays européen consommateur de pesticides, et l'un des premiers consommateurs au niveau mondial, avec 69 millions de kilogrammes achetés entre 2011 et 2020. Les effets de ceux-ci sur la santé en France concernent particulièrement les professionnels (agriculteurs, transporteurs de pesticides, etc.) avec la maladie de Parkinson et le Lymphome non hodgkinien, un type de cancer qui affecte le système immunitaire (lymphatique), qui sont reconnus comme des maladies du travail pour ces derniers (Alliot et al. 2022). De plus, selon une étude de l'INSERM, les effets toxiques des pesticides en France sont aussi observables au niveau du développement prénatal de l'enfant, au travers du transfert par le placenta de la mère à son enfant du produit toxique. Le développement natal de l'enfant est donc aussi affecté dû à sa contamination « in utero », impactant son système endocrinien et neurologique (Baldi et al. 2013). L'apparition de la maladie d'Alzheimer, des troubles cognitifs et anxio

dépressifs, et du cancer de l'enfant sont aussi des effets notables sur la santé et sont plus largement appuyés par la recherche. Enfin, d'autres maladies sont le sujet de petites recherches en lien avec les pesticides tels que la leucémie, les myélomes, le cancer des testicules, les mélanomes, la sclérose latérale amyotrophique, les troubles de fertilités et de fécondités (Baldi et al. 2013).

Dans le cadre de la recherche sur le chlordécone, d'un point de vue autre qu'épidémiologique et toxicologique, un auteur se démarque : Malcom Ferdinand. Il est docteur en science politique de l'Université Paris Diderot, et est un ingénieur en environnement. Il se spécialise dans les liens entre les différentes problématiques environnementales et l'histoire de la colonisation dans la zone des Caraïbes. En effet, il est l'un des seuls auteurs à notre connaissance qui relatent du chlordécone dans une perspective sociale, avec des concepts tels que le postcolonialisme, et l'écologie. Pour lui, l'usage abusif du chlordécone découle du contexte d'ancienne colonie de l'île. Les Guadeloupéens seraient traités avec injustice, d'où l'utilisation de l'écologie pour le démontrer. Il fait référence au concept de « plantacionocene » afin de mettre en évidence le fait que les conflits et les tensions des humains ne peuvent exclure les changements environnementaux/climatiques (Ferdinand 2021). Ainsi, les conflits qui existent en Guadeloupe, autant au niveau local que nationale, ne peuvent exclure la dégradation de l'environnement, soit par le chlordécone. Il remet en question l'égalité entre les citoyens ultramarins et les citoyens de l'hexagone au travers de cette thématique aussi. Son concept du « vivre ensemble » illustre ce problème d'inégalité sociale et environnementale, en remettant en question l'absence d'une instance où les questions d'injustices peuvent être abordées. Ainsi, la participation égalitaire des uns et des autres aux discussions permettant de construire le vivre ensemble est un point tournant pour l'amélioration de la qualité de vie de tous selon Ferdinand (Ferdinand 2015).

Par la suite, en France, bien que les études sur le lien entre alimentation/nutrition et éducation/revenu sont rares, celles qui existent créent un lien entre ces facteurs-là. En effet, c'est au travers des cas d'obésité en France que les études établissent que les personnes moins éduquées (c'est-à-dire ayant des diplômes s'arrêtant au primaire par exemple), et ayant un faible revenu ont plus de cas d'obésité (Caillavet et al. 2005). Tandis que les personnes ayant des diplômes d'étude supérieure et ayant un revenu élevé présentent moins de cas d'obésité. L'obésité sert donc d'outils afin de présenter une population qui n'a pas les moyens d'acheter des aliments de meilleure qualité,

et de faire des choix éclairés dans leurs achats de produits alimentaires. Ailleurs, ce genre d'étude est beaucoup plus répandu, et il y a un lien direct entre ces variables selon les chercheurs. (French et al. 2019, Appelhans et al. 2012, Giskes et al. 2010). De plus, les statistiques ethniques étant plus répandues aux États-Unis, elles établissent que les minorités racisées, en particulier les femmes noires et hispaniques, sont les plus touchées par l'obésité dans leur pays (Caillavet et al. 2005, Williams et Collins 1995, Teran et al. 2002). Selon l'INSEE, 34,5% de la population guadeloupéenne vit sous le seuil de pauvreté en 2017 (date du dernier recensement). Il s'agit en majorité des foyers monoparentaux, des jeunes, et des chômeurs qui sont le plus touchés par la pauvreté, faisant de leur principale source de revenus les aides sociales (INSEE 2022). En 2019, 52% des Guadeloupéens sont touchés par l'obésité, en comparaison avec un taux de 14% en France hexagonale selon l'INSEE (INSEE 2021). Ainsi, considérant le pouvoir d'achat assez modeste des Guadeloupéens ainsi que les prix élevés des produits importés, il est possible de déduire que ce phénomène a eu des conséquences sur la situation de sécurité alimentaire de la population de l'île. En effet, l'accès à des denrées non infectées par le pesticide reste limité aux individus qui sont, et ont les moyens de s'éduquer sur le sujet, et de se procurer lesdites denrées qui sont à des prix supérieurs. C'est dans ce cadre que les concepts de justice environnementale et alimentaire deviennent pertinents pour l'analyse de la situation qu'engendre le chlordécone.

2. Justice environnementale et alimentaire

2.1 Justice environnementale

Le mouvement et le concept de justice environnementale ont vu le jour dans les années 70 aux États-Unis à l'intérieur des mouvements sociaux tels que celui de « grass roots », qui dénonçait les discriminations sociales que vivaient les minorités raciales (travailleurs noirs, hispaniques, asiatiques, indigènes) et les individus à faible revenu au travers d'une exposition plus importante à la pollution environnementale (Deldrève et al. 2019). C'est par le biais de cette nouvelle façon

d'aborder la justice que des études et des lois ont pu voir le jour en 1990 aux États-Unis en ce qui concerne la justice environnementale. Par la suite, le champ de la justice environnementale s'est élargi, englobant alors des thématiques telles que la justice distributive, procédurale, alimentaire, climatique, écoféministe, écopostcoloniale et les enjeux de reconnaissance et de capacité, dans un contexte de problèmes sociaux et politiques (Deldrève et al. 2019). La justice environnementale américaine et les revendications qui s'y rattachent sont concentrées sur les conséquences de la pollution sur la qualité de vie et la santé des minorités (Ballet et al. 2016).

En s'étendant au reste du monde, notamment en Europe, cette notion a créé des liens avec les enjeux d'inégalité géographique et spatiale. Ces corrélations sont en lien avec les enjeux politiques et traditionnels qui sont propres aux pays d'Europe (Ballet et al. 2016). De plus, les relations entre les pays dits du Nord et du Sud s'ajoutent dans les analyses de la justice environnementale. En effet, les études d'empreinte écologique (Agyeman et al. 2003 ; Kestemont et al. 2007), et d'écologie politique (Adams 2001 ; Martinez-Alier 2002 ; Robbins 2004) soulèvent les inégalités environnementales qui existent entre le Nord et le Sud. Toutes deux appuient le postulat voulant que les pays du Nord aient des besoins supérieurs, voire démesurés en ressources naturelles, face aux pays du Sud. De ce fait découlent des dynamiques de domination en rapport avec ces besoins pour la production capitaliste dans un monde en accroissement constant (Ballet et al. 2016). C'est dans ce cadre qu'il est possible d'analyser les injustices non plus à l'intérieur d'un même pays, mais entre différents pays, où les plus riches exploitent les plus pauvres.

Néanmoins, cette justice est devenue le reflet d'un besoin de justice dans le monde, autant pour les humains que pour la nature qui les entoure.

2.2 Justice alimentaire

La justice alimentaire est une notion qui est apparue dans la lignée du champ plus vaste de la justice sociale, elle s'insère aussi dans tout ce qui a trait au droit à l'alimentation, aux objectifs de durabilités des systèmes alimentaires, et aux risques d'insécurité alimentaire des personnes à faibles revenus (Hochedez et Le Gall 2016). Elle est originaire des États-Unis au XXe siècle lors des grèves des Wobblies, qui manifestaient pour mettre en lumière le fait que les employés du

secteur agricole produisaient une nourriture qu'ils ne sont eux-mêmes pas en mesure d'acheter en raison de leurs faibles salaires. De ce constat suivait les manifestations et répressions en 1913 en Californie à Wheatland où la notion de justice alimentaire s'affirme (Ballet et al. 2016).

De ce fait, elle s'intéresse initialement, ou de manière générale au droit à l'alimentation des humains. À l'intérieur de ce droit réside des questions d'équités qui touchent autant aux aspects de la consommation, que de l'approvisionnement (Keske et al. 2016). C'est dans ce cadre que l'environnement et la position spatiale sont d'ailleurs importants à prendre en compte. En effet, des avantages et désavantages du système alimentaire peuvent émerger de la situation spatiale et/ou environnementale d'un territoire donné (Keske et al. 2016). La justice alimentaire s'attaque aux « multinationales agroalimentaires qui contrôlent l'ensemble des chaînes de valeur et le soutien pour la relocalisation de la production auprès des zones de consommation » (Ballet et al. 2016, p.10). Aussi, ce concept rassemble les aspects de l'accès à l'alimentation qui sont le droit de pouvoir se nourrir, et de la souveraineté alimentaire, qui est le droit collectif de pouvoir choisir le système agricole (Ballet et al. 2016). En ce sens, la justice alimentaire remet en question la démocratie et la citoyenneté en proposant une nouvelle voie pour celles-ci. Ainsi, « si l'accès à l'alimentation peut être pourvu par les pouvoirs publics de manière descendante, la justice alimentaire suppose un respect des traditions culturelles et un libre choix des populations locales» (Ballet et al. 2016, p.11; Welsh et MacRae 1998 ; Hassanein 2003).

Dans le cadre de ce mémoire, la justice alimentaire et la justice environnementale s'assembleront afin de mieux comprendre les enjeux qui découlent de l'usage du chlordécone. Effectivement, l'association de ces deux concepts permet de mieux comprendre de façon générale les deux aspects suivants :

- La culture et la production de denrées qui ne respectent pas les pratiques alimentaires culturelles d'une population donnée brimeraient leur accès aux ressources naturelles qui les entoure. L'impossibilité de consommer des denrées locales au détriment d'une production plus large axée sur l'économie aurait un effet sur le bien-être de ces populations selon les chercheurs Duraiappah (1998), et Polishchuk et Rauschmeyer (2012) (Duraiappah 1998, et Polishchuk et Rauschmeyer 2012, cité par Ballet et al. 2016).
- La production et la consommation de denrées alimentaires qui pourraient être contaminées, voire toxiques, seraient une des formes de pollution que subissent les populations du Sud / les minorités racialisées (Ballet et al. 2016).

Le chlordécone en Guadeloupe se retrouve dans les deux aspects du croisement entre la justice environnementale et alimentaire. D'une part avec « l'impossibilité » de consommer les denrées alimentaires locales, car elles sont infectées par le chlordécone, et ce pour des raisons de production économique plus large (ici pour les bananes). D'autre part, la consommation éclairée ou involontaire des denrées alimentaires toxiques.

La littérature scientifique abordant le sujet de justice environnementale et alimentaire est assez large. De leurs recherches ressortent, en plus de ce qui est mentionné plus haut, que les notions de justice environnementale et alimentaire, sont associées à des externalités économiques et sociales (Ballet et al. 2016; Adamou et al. 2018; Larrère 2009). Aussi, l'aspect identitaire est lié dans le sens où la justice environnementale appelle à la prise en considération de l'avis et de l'accord des populations qui vont voir leur environnement transformé. L'équité dans la production des bénéfices issue de l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que dans les pollutions que cela génère, est aussi importante dans ce qui est plus largement associé à un processus de reconnaissance des populations concernées (Ballet et al. 2016). Effectivement, il y a des liens entre le statut économique et la classe sociale en ce qui concerne l'exposition à des pollutions environnementales. Les plus pauvres, les minorités racialisées seraient les plus exposés à ce genre d'injustice.

Néanmoins, d'autres auteurs abordent l'angle sous lequel la sécurité alimentaire n'équivaut pas à la justice environnementale (Brauner et al. 2012). Un exemple de ce phénomène est la déforestation afin de créer de plus grandes zones arables. Cela diminue la biodiversité des terres en question, et établit des relations sociales économiques inéquitables pour les populations des alentours. En effet, l'agriculture étant dépendante des ressources naturelles et de la qualité de son environnement, la protection de celle-ci est indispensable. Or, dans un contexte d'accroissement de la population mondiale, et d'intérêt économique des industries alimentaires, ces deux aspects sont « difficiles » à joindre, créant ainsi des situations inégalitaires (Brauner et al. 2012). Il y a une instrumentalisation du droit à l'alimentation afin de justifier l'usage de technologies et de produits nuisibles à l'environnement dans le but de produire plus de denrées alimentaires et satisfaire les économies grandissantes de ce milieu (Brauner et al. 2012; Ballet et al. 2016). Effectivement,

La production agricole est également un facteur important de la dégradation de l'environnement aggravée en raison de la pression de normes provenant de la production

industrielle. Ainsi, la production agricole a tendance à exiger davantage de ressources naturelles qu'elle a de capacité d'assimilation et de renouvellement, laissant un solde toujours négatif par rapport à la nature – eau, flore et faune. L'être humain, à son tour, dépend directement de la production agricole pour garantir la satisfaction de son droit à une nourriture suffisante – essentiel pour le plein épanouissement de ses capacités et de ses performances. (Brauner et al. 2012, p.60)

Toute injustice a un impact sur l'individu qui le vit, dans le cas du chlordécone, ce mémoire s'interroge sur l'impact que la crise environnementale de ce dernier, ainsi que sa gestion a sur les citoyens français de Guadeloupe. Plus particulièrement comment cela affecte-t-il les liens d'appartenance de ces derniers avec la France, et ce au travers de leur citoyenneté française.

3. L'identité

3.1 Le rapport à la Nation

La France a une histoire de constante division à l'intérieur de la diversité que comportait son territoire il y a déjà des siècles de cela : « Protestants contre catholiques, jansénistes contre jésuites, bleus contre rouges, républicains contre royalistes, droite contre gauche, dreyfusards contre anti-dreyfusards, collaborateurs contre résistants. La division est dans la maison française. » (Braudel 1986, p.104). Selon l'historien français Braudel, la diversité et le fait d'assumer celle-ci permettent de créer un lien national plus fort et durable. Sans mettre de côté le « négatif » du fait de la diversité qui crée des relations de dominations, les échanges entre les différentes communautés seraient plus enrichissants et pertinents. Ernest Renan qui a étudié la nation française indique lui aussi que la diversité, qu'elle soit culturelle, linguistique, sociale, religieuse ou ethnique, n'empêche pas l'unité de la nation (Bourgeois 2014). Au contraire, l'unité nationale peut inclure toutes les identités non nationales. Il fait ici une distinction entre la nation à laquelle tous les Français peuvent adhérer malgré les désaccords, versus la patrie qui serait là où sont partagées les mêmes valeurs, la même façon de vivre. Ainsi, la nation française s'est construite dans un idéal de vie commune où les

particularités de la diversité qui la constitue se retrouvent dans les compromis que les citoyens en question se doivent d'accepter. La laïcité est en France l'outil afin de garantir l'unité mentionnée précédemment. Elle demande de faire abstraction de tout particularisme religieux, politique, philosophique, social, et économique afin que les intérêts plus larges de la nation française priment pour qu'elle reste solide (Bourgeois 2014). Tout en permettant aux intérêts privés de chaque français de s'épanouir à l'intérieur de leur nation solide. De plus, pour Ernest Renan, « une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. » (Renan 1882). Il s'agit donc de la solidarité qui fait tenir la nation, elle se base sur des souvenirs communs entre les peuples qui la compose : « L'oubli, et je dirais même l'erreur historique, est un facteur essentiel de la création d'une nation. » (Renan 1882). Dans le cas de la Guadeloupe et de la France, l'histoire qui les a menés à s'unir serait le lien qui maintiendrait le désir des citoyens français de la Guadeloupe de toujours s'identifier à la France selon la théorie de Renan. Cela s'illustre dans le désir de ces derniers de ne pas s'allier aux indépendantistes, Aimé Césaire figure importante antillaise du mouvement de la négritude qui affirmait que :

Les Antilles ne sont pas des terres de violence, ce ne sont pas des terres de rupture. Ce qu'elles demandent, mais alors passionnément, c'est qu'à leur attachement il ne soit pas répondu par l'indifférence, c'est qu'à leur angoisse il ne soit pas répondu par le silence et que leur fidélité n'apparaisse pas au gouvernement comme le signe qu'on peut les négliger impunément (Césaire 1959, cité par Dumont 2010, p.98).

Ou encore le journaliste guadeloupéen Félix Rodés :

Nous avons d'autre part l'absolue certitude que personne en Guadeloupe n'est capable de nourrir une telle pensée, car notre attachement à la France est une donnée enracinée dans le fond même de nos cœurs et on ne le sait que trop : français nous sommes, français nous voulons mourir (Rodés 1958, cité par Dumont 2010, p.98).

Ainsi, malgré le passé colonial, et esclavagiste, les nouveaux citoyens français des Antilles ont créé un lien avec « la France de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ».

Cependant, pour d'autres auteurs, l'attachement à la nation s'établit au travers d'éléments considérés comme primordiaux tels que les liens du sang, d'une communauté religieuse, ou encore de la race (Jaffrelot et Dieckhoff 2006). Ce type « d'attachement inné » (Hale 2004, p.460) permettrait à la nation de perdurer malgré les crises qui pourraient les détruire, même si la notion « d'inné » ou encore « d'acquis » fait débat. C'est d'ailleurs au travers de cette perspective de la nation qu'il est intéressant d'aborder le cas des personnes de couleur d'origine française, dont les habitants ultramarins. En effet, l'importance accordée à la « race », ou encore la couleur de peau comme lien direct à l'appartenance à la nation (ici française) pourrait être un élément de division. Les citoyens français de Guadeloupe ayant une population majoritairement composée de descendants d'esclave africain, pourrait aider à comprendre le détachement de certains dans leurs liens d'appartenance à la France.

C'est au travers de la nation que dans ce mémoire je souhaiterais faire un lien avec les sentiments d'appartenance des citoyens français guadeloupéens. Il sera pris pour acquis que la nationalité française équivaut donc à la citoyenneté française. De ce fait, selon Roger Brubaker (2002) la nation est une construction sociale dans laquelle des catégories sont proposées aux masses par les élites. Selon le contexte, les masses acceptent ou refusent ces catégorisations. En temps de crise, John Huchinson propose que les élites rentrent dans une compétition en élaborant des projets politiques dédiés à la conquête des masses (Huchinson 2004).

Le fait que ces derniers y adhèrent ou non serait lié à un calcul de coûts et bénéfices, ou à un lien émotionnel. Selon les constructivistes, la nation serait une construction, dans laquelle les groupes identitaires fluctuent dans le temps en fonction de la façon dont la mémoire collective est utilisée par les entrepreneurs ethniques du moment. (Huchinson 2004) Benedict Anderson avance lui aussi que la nation est une construction culturelle, qui varie avec le temps. Elle permet aux citoyens de donner un sens à leurs actions, notamment à leur mort dans des combats par exemple. (Anderson 2002)

Dans la même lignée, pour Brubaker, les groupes identitaires sont des constructions à caractère éphémère, qui changent au fil du temps. Il n'existe donc pas de démarcations et de véritable homogénéité à l'intérieur des différents groupes identitaires. Cela explique pourquoi, tel un évènement, il existe des moments de solidarité collective, ainsi que des moments de division, en fonction du contexte (Brubaker 2002). Lors de la construction des groupes identitaires, les élites

créées des catégories vides auxquelles elles ajoutent des caractéristiques identitaires afin de désigner les communautés ou la nation (Brubaker 2002). Par exemple, dans le cas de la France de l'époque, un Français était un homme blanc, majeur, catholique. Cette représentation reste dans l'imaginaire collectif, ce qui crée encore aujourd'hui des discriminations diverses envers les non-Blancs, et les non-catholiques dans le pays. Néanmoins, la France étant une terre d'immigration, la définition du français a beaucoup évolué, et il devient tout à fait normal qu'un/e individu soit considéré comme Français même s'il/elle n'arbore pas les attributs mentionnés précédemment. C'est le cas des Antillais français, qui pour la majorité sont de peau noire, ou plus foncée de façon générale. L'inclusion de cette population à la France a créé des formes de différenciations dont il sera question dans la partie suivante.

3.2 Le cas antillais : citoyenneté différenciée / postcoloniale

Dans le cas des Antillais comme l'explique Phillippe Dewitte (2002, p.1) : « À ceux qui penseraient que la possession ou l'obtention de la nationalité est l'alpha et l'oméga de l'intégration, l'exemple des Antillais, citoyens français et victimes de discriminations, montre qu'il n'en est rien. » Ainsi, reprenant le raisonnement d'Aimé Césaire, Dewitte explique le cas des Français antillais, qui sont considérés aujourd'hui comme des Français, mais différents.

À cet effet, la notion de citoyenneté postcoloniale ou encore différenciée se retrouve comme un élément complémentaire à celle de la nation, afin de comprendre les dynamiques que vivent les citoyens des anciennes colonies. Le cas de la France revient d'ailleurs lorsqu'il est question de citoyenneté, dans le sens où comme le propose Gary Wilder (2005), le modèle républicain français a une histoire d'exclusion, et donc de différenciation de citoyenneté, avec par exemple l'impossibilité dans le passé aux mineurs, aux femmes, aux criminels, aux domestiques, et aux « aliénés » de façon générale d'acquérir la citoyenneté française. En ce sens, il est intéressant de se pencher sur le cas des anciennes colonies françaises, où Aimé Césaire (1956) présentait déjà le concept de « citoyen de seconde zone ». L'histoire de la citoyenneté française relate une certaine ambivalence en ce qui concerne l'inclusion des habitants des anciennes colonies. Ainsi, nationalité et citoyenneté différaient à la suite de la fin de la colonisation. Il y avait un effort de distinction

entre les nationaux citoyens français (de l'hexagone), et les nationaux français « sujets » des anciennes colonies (Gonidec 1959). En effet, au travers du droit de conquête, les habitants des outre-mer ont obtenu la nationalité française. À la suite de l'abolition de l'esclavage, les habitants des Antilles deviennent français, mais restent colonisés encore pendant un siècle avant la départementalisation. La loi du 19 octobre 1945 déclare que les règles en matière de nationalité française sont les mêmes en « métropole » et dans les outre-mer, mais ce n'est que l'année suivante que les « nationaux français d'outre-mer » (Gonidec 1959, p.748) deviennent des citoyens français et non des sujets. Ce décalage va se retrouver au cœur des revendications des citoyens français d'outre-mer jusqu'aujourd'hui.

Aussi, Gérard Ze Mendo opte pour le terme de « citoyenneté différenciée » afin de mettre en lumière la diversité à l'intérieur du peuple français et remettre en question l'universalisme qui prime et qui construit le « pacte républicain » (Ze Mendo 2007). Le politologue propose dans le cadre de sa recherche comparative entre le modèle français et le modèle américain que la cohabitation de plus en plus importante dans les démocraties actuelles de différentes cultures liées à l'immigration nécessite une révision des politiques afin de prendre en compte les particularités et les revendications des minorités. Dans la même lignée, Ze Mendo affirme qu'il faudrait faire « évoluer en même temps la citoyenneté » (Ze Mendo 2007, p.10) chose que la France a déjà faite dans le passé lors de la séparation d'une part de l'Église et de l'État, ainsi qu'avec la Révolution qui a laïcisé le pays et contribué à la séparation du privé et du public. Ainsi, les particularismes devraient se retrouver dans la sphère privée, et dans le public devrait régner cette homogénéité propre à la République française qui permettrait idéalement de traiter tous les citoyens français également. Son concept de citoyenneté différenciée remet en question la façon dont les États démocratiques, soit la France et les États-Unis dans sa thèse, ont de gérer la diversité qui existe depuis toujours dans les pays, et qui continue de s'intensifier avec la mondialisation. L'auteur propose donc que la citoyenneté française « pourrait devenir différenciée, c'est-à-dire ouverte aux différences entre les individus grâce à un modèle d'intégration mieux adapté à la nouvelle donne sociale, l'émergence du fait minoritaire. » (Ze Mendo 2007, p.17). Pour le cas des Antilles françaises, notamment de la Guadeloupe, ces concepts peuvent être utilisés : les Guadeloupéens sont des citoyens français dont l'histoire de leur citoyenneté comprend de nombreux changements

qui leur ont donné, et retiré certains droits déjà acquis par les citoyens de l'hexagone. En outre, les inégalités sont un symptôme de ces questionnements sur la citoyenneté française des habitants ultramarins.

La période esclavagiste a introduit une forme de double inégalité : la domination instaurée par la pratique esclavagiste elle-même, et avec les processus pour la maintenir. En effet, afin de conserver le bon fonctionnement de l'esclavage, les « maîtres » devaient toucher à l'aspect psychologique et identitaire des esclaves. De ce fait, il y avait un véritable processus de déracinement, d'effacement identitaire, en s'appuyant sur le cadre familial de ces derniers. Ainsi, même suite à l'abolition de l'esclavage, le déracinement vécu s'est perpétué, et cela se retrouve dans les inégalités socio-économiques actuelles. Effectivement, les citoyens les plus pauvres ont pour la plupart soit des symboles identitaires négatifs, soit ils n'en ont aucun (Labache 1997; Cambefort 2008; Thiann-Bo Morel 2019). C'est d'ailleurs dans ce cadre que la citoyenneté française est intéressante à prendre en compte. Comme le propose Zoé Vaillant (2007), la recherche de l'atteinte de l'égalité propre aux principes de la République française pour les peuples d'outre-mer (dans son cas les réunionnais), affecte négativement l'identité de ces derniers. Cela entraînerait un déni de la localité, de l'histoire esclavagiste, et du déracinement. L'égalité apparaît comme l'outil de justice sociale de la France afin de réconcilier les peuples anciennement colonisés (Thiann-Bo Morel 2019). Des tensions ressortent alors de ce besoin d'égalité et non d'équité en tant que citoyen français, et de reconnaissance des particularités propres aux outre-mer.

Dans le cas de la Guadeloupe, la quête pour une égalité dans la citoyenneté française se perdrait avec le désir de reconnaissance des particularités locales. Ce choc aurait un impact sur la perception identitaire des citoyens français de Guadeloupe.

3.3 L'intersectionnalité

Ces différences à l'intérieur de la citoyenneté française font échos au concept d'intersectionnalité. Ce concept peut se définir selon la juriste, professeure, et activiste féministe Kimberlé Crenshaw

dans son article « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur » comme le fait que :

Les expériences des femmes de couleur sont souvent le produit des croisements du racisme et du sexisme, et qu'en règle générale elles ne sont pas plus pris en compte par le discours féministe que par le discours antiraciste. Du fait de leur identité intersectionnelle en tant que femmes et personnes de couleur, ces dernières ne peuvent généralement que constater la marginalisation de leurs intérêts et de leurs expériences dans les discours forgés pour répondre à l'une ou l'autre de ces dimensions (celle du genre et celle de la race) (Crenshaw 2008).

Ainsi, de ce concept a pu émerger la mise en lumière des problèmes d'ordre stratégiques et identitaires des femmes afro-américaines, qui étaient sujettes à une domination différente de celle connue et étudiée par les mouvements sociaux et la loi, afin de défendre les personnes en question (Chauvin, Jaunait 2015, p.55). D'autres catégories ont alors pu se rattacher à ce concept d'intersectionnalité, comme le propose Rita Kaur Dhamoon (2011). Effectivement, elle mentionne « les identités assignées à un individu (la femme noire), les catégories de différence (la 'race' et le genre), le processus de différenciation (la racialisation et le 'genrage' [gendering]) et les systèmes de domination (le racisme et le patriarcat) » (Bachand 2014, p. 6). De plus, le croisement entre le genre et la classe sociale rentre en compte dans l'analyse intersectionnelle. De la réflexion et du croisement entre le racisme, le patriarcat et le capitalisme ont pu aussi émerger avec le féminisme postcolonial, le rapport « Occident-tiers-monde » (Bachand 2014, p. 7). Ce nouvel élément qui s'insère dans l'étude de l'intersectionnalité permet de mettre en lumière à la fois les problèmes politiques, économiques, culturels et sociaux des pays en voie de développement, ainsi que les problèmes à l'intérieur des pays occidentaux où migrent des individus issus de sociétés postcoloniales (Bachand 2014, Mohanty 2003, Maillé 2007). L'intersectionnalité est un « méta-principe », c'est-à-dire qu'il devrait pouvoir s'adapter aux champs d'études et aux objectifs d'une recherche, et ce, en acceptant le fait que l'intersectionnalité a des applications multiples (Bilge 2009).

Ainsi, en suivant les mots de Crenshaw (2008), les expériences des citoyens français de Guadeloupe sont le produit de croisements du racisme (hérité de la situation coloniale) et du désir

d'universalisation propre à la République française. Du fait de leur identité intersectionnelle en tant que citoyen français et personnes racialisées, ces derniers retrouvent leurs intérêts et expériences marginalisés à l'intérieur des discours concernant les citoyens français. Leurs expériences diffèrent de ceux de l'Hexagone, soit les Français blancs, ou encore d'origine arabe, asiatique ou africaine. Effectivement, les Français originaires des Antilles sont sujets à de nombreuses discriminations, notamment lorsqu'ils s'installent en France hexagonale. Cela s'illustre particulièrement dans le marché du travail où ces derniers rencontrent les mêmes obstacles que les individus d'origine africaine par exemple. Ainsi, les jeunes Antillais (18-25 ans), et les jeunes africains sont en France ceux qui rencontrent le plus de difficulté à s'insérer dans le monde du travail. Ces obstacles contribuent d'ailleurs au retour des Antillais dans les DOM-TOM, où ils préféreraient être en difficulté et/ou au chômage plutôt que de vivre ces discriminations (Marie 2014). Aussi, il s'agit de mettre en avant la nuance à l'intérieur de la catégorisation des minorités noires en France (Célestine 2010). L'approche vise par ailleurs à éviter de rassembler toutes les expériences discriminatoires que vivent les minorités en France, et ainsi de rendre visible les problèmes particuliers que peuvent vivre les citoyens français des DOM-TOM (Célestine 2010).

En somme, l'intersectionnalité permettra de conceptualiser davantage l'aspect identitaire des Guadeloupéens. Étant pour la plupart des individus, dont l'histoire, le physique, la langue (créole guadeloupéen), l'accent, les traditions/culture, les différencient des citoyens de la France hexagonale, leurs sentiments d'appartenance à celle-ci pourraient être affectés. Le chlordécone s'inscrit dans l'histoire des insulaires, et l'injustice que le pesticide représente s'illustre dans un cadre d'équité en prenant en compte les particularités de l'île et de ses habitants.

Chapitre 3 : Cadre conceptuel et méthodologie

1. Le cadre théorique et conceptuel

1.1 Cadre théorique : le constructivisme

À la lumière de ce qui précède, le cadre théorique qui encadrera ce mémoire s'inscrit dans la lignée du paradigme compréhensif. Ce dernier utilise l'angle des significations que les individus donnent aux phénomènes qui les entourent, aux événements qu'ils vivent, ainsi qu'aux actions qu'ils font. Il s'agit de comprendre et de donner écho aux expériences d'acteurs/actrices à l'intérieur d'un contexte social et historique précis. L'objectif étant de créer une logique basée à la fois sur toutes les significations mentionnées précédemment, ainsi que l'expérience même du chercheur dans la formation de l'objet final (Charmillot 2021).

À l'intérieur du paradigme compréhensif existe le constructivisme. Il s'agit d'un courant de pensée qui se base sur le postulat que la réalité sociale n'existe pas en soi, mais qu'elle soit continuellement en construction. La perception que l'humain a des entités sociales qui l'entourent est le résultat d'un désir d'imposer un sens à la réalité qu'il ou elle est en train de vivre au même moment. De ce fait, la réalité n'a pas d'autonomie en soi, et est le fruit de ce que l'être humain en fait. Afin de construire cette réalité, des sens spécifiques sont attribués à des marqueurs sociaux significatifs. Une fois construite, cette réalité devient pertinente au travers d'un processus historique qui la place comme une vérité. Le constructivisme propose une façon de voir le monde avec une subjectivité généralisée, ou encore des « généralisations contingentes » (Mayrand 2013, p.268) . À l'échelle de l'acteur/actrice, sa réalité reste historiquement en construction, de par son apport à celle-ci et celui du reste de l'activité humaine. Cette construction une fois faite n'est pas immuable, et peut être changée en ajoutant de nouvelles habitudes sociales (Mcfalls et al. 2014). Toutefois, il est possible de faire des généralisations, en prenant en compte le contexte dans lesquelles elles ont été élaborées, et le fait que celles-ci peuvent changer.

De plus, comme l'explique l'anthropologue Francine Saillant (2004), la construction des rapports sociaux est en lien avec ce qu'elle qualifie de jeu de réflexivité. Voulant ainsi que, les normes et le réel sont construits au travers d'éléments tels que l'histoire, le contexte, le langage, le politique, le culturel. Faisant des identités et des communautés, des vulnérabilités, des éléments non statiques, et en constant mouvement. Cela s'imbrique dans ce jeu de réflexivité dans la mesure où ces éléments définissent à leur tour les acteurs, construisant ce processus de réflexion généralisé (Saillant 2004).

À cet effet, selon les professeurs et chercheurs américains Egon Gotthold Guba et Yvonna Lincoln l'utilisation d'une perspective constructiviste prend en compte la présence d'interactions complexes qui influencent le développement et la formation des constructions d'une personne face à un phénomène (Guba et Lincoln 2005, dans Blanchet Garneau 2014). De fait, la dimension socioculturelle et historique de ces constructions est inévitable (Blanchet Garneau 2014). De plus, le constructivisme postule qu'il y a un partage et une interaction dialectique entre les acteurs d'une situation donnée. La prise en considération des connaissances professionnelles ou scientifiques avant toute autre forme de savoir n'existe pas dans cette perspective-là (Blanchet Garneau 2014).

Pour résumer, Mayrand Hélène (2013) décrit le constructivisme selon trois postulats : 1) la réalité internationale, soit les acteurs, institutions et événements, est socialement construite ; 2) la compréhension que les acteurs se font des idées est intersubjective et institutionnalisée ; et 3) il existe une relation de constitution mutuelle entre les agents et les structures internationales (Mayrand 2013, p. 262-263). Ainsi, le constructivisme permet de présenter une réalité dans son contexte social.

De ce fait, l'objectif de cette recherche n'est pas de formuler une vérité absolue, mais d'explorer les représentations du phénomène étudié et de les replacer dans leur contexte plus large.

Par ailleurs, cette recherche ne met pas de côté les expériences différentes ou paradoxales. Il s'agit plutôt de formuler un consensus de l'expérience et des perspectives des participants, tout en tenant compte des différences dans celles-ci; afin de faire ressortir la complexité du phénomène étudié dans son contexte (Blanchet Garneau 2014).

En outre, dans le cadre de cette recherche, l'approche constructiviste permet de comprendre les constructions sociales qui s'opèrent dans une société telle que celle des Antilles françaises.

Lorsqu'il est question de la construction d'une identité citoyenne qui fluctue avec le temps, et ce dans un prolongement historique marqué par des événements profonds qui modifient les significations qu'attribuent les citoyens français guadeloupéens à leur milieu. Par milieu, il s'agit autant de leurs sentiments d'appartenance, que de leur rapport à la nation française, tel qu'il en est question dans ce mémoire.

Ainsi, à partir de l'approche constructiviste, il s'agit d'appréhender les significations que les citoyens français de Guadeloupe donnent à la crise du chlordécone, les événements qui en découlent, et les actions qui s'en suivent pour y faire face (ou non). La recherche qualitative effectuée au travers des entrevues semi-dirigées permet de donner la voix aux expériences de ces derniers à l'intérieur d'un contexte postcolonial, considérant le caractère d'ancienne colonie française qu'est la Guadeloupe. Le but étant de créer un contenu qui sera basé sur les significations des Guadeloupéens, tout en prenant en compte notre expérience en tant que chercheur lors de notre terrain, soit de notre rencontre avec les participants.

1.2 Cadre conceptuel : le postcolonialisme

Selon le constructivisme, les identités sont des constructions, mais s'articulent avec des dimensions contextuelles et historiques. À cet effet, le postcolonialisme est un complément à la compréhension de l'identité citoyenne des Français de Guadeloupe. Ce concept donne les outils afin de comprendre comment les citoyens en question ont construit leurs sentiments d'appartenance. L'histoire coloniale de l'île faisant encore écho dans la société guadeloupéenne et dans son fonctionnement, nous intégrons le concept de postcolonialisme de façon complémentaire, comme nous le détaillerons.

Ainsi, le cadre conceptuel qui encadre ce mémoire est celui du postcolonialisme. La théorie postcoloniale est une des théories postmodernes qui contextualise les identités des groupes et des individus, à l'intérieur d'un cadre où il existe des inégalités en termes de pouvoirs et de production du savoir (Creswell et Poth 2018). Les éléments en lien avec cette thématique sont notamment les expériences d'esclavage, de la race, du genre, migratoire, du souci de représentation, de suppression, de différence, de résistance, de localisation, et ce, en dialogue avec les messages

dominants de l'Europe impériale (Côté 2019). Le postcolonialisme s'intéresse aux anciennes colonies des puissances d'Europe, et souligne l'importance du racisme dans ce contexte. En effet, bien que l'expérience coloniale diffère en fonction de la localisation, « le racisme est inscrit dans le système (Memmi 1957, p.22) » (cité par Côté 2019) et il est celui qui régit les rapports entre les colons et les colonisés.

Le postcolonialisme s'intéresse donc à la fois aux effets du passage des anciennes colonies à leur indépendance politique, mais aussi aux impacts qu'a le colonialisme jusqu'aujourd'hui :

[it] focuses upon the multiple ways (language, values, customs, positions of power, borders) colonialism continues in the everyday lives of people, and how it is resisted and challenged. (Glesne 2011, p. 12).

Comme présenté dans la problématique, les études postcoloniales permettront de comprendre à la fois le processus historique de l'usage du chlordécone, les conséquences de ce dernier sur les populations, sur l'environnement et l'aspect alimentaire, ainsi que l'impact identitaire sur les citoyens français Guadeloupéens. Les outils qu'offrent les études postcoloniales permettent de faire un lien entre les discours et les relations de dominations dans lesquels ils sont eux-mêmes créés. Ils permettent de comprendre dans le cadre de cette recherche comment les dynamiques de domination (ici illustrées par le cas du chlordécone) affectent le quotidien, le matériel et l'imaginaire des citoyens français de la Guadeloupe. La voix des participants étant au centre de ce mémoire, place le discours des populations locales au premier plan, tel que le recommande la démarche postcoloniale. En effet, il s'agit de placer à l'avant du discours dominant de la France hexagonale, la réalité des locaux. La notion de domination étant centrale dans ce champ d'études, elle sera utilisée afin de comprendre comment cela se retranscrit dans la vie des Guadeloupéens, et ce en rapport avec le chlordécone qui est ici un élément de domination. Par la suite, les études postcoloniales permettent de saisir l'aspect identitaire des populations issues des anciennes colonies en prenant en considération l'influence de la colonisation dans l'élaboration des catégories identitaires. Cet aspect sera utile dans notre recherche afin de mettre en perspective les réponses des intervenants lorsqu'ils expliquent leurs sentiments d'appartenance et leur rapport à leur citoyenneté française. Enfin, afin de compléter ce cadre, les concepts de justice environnementale et alimentaire seront utilisés, ainsi que celui de l'identité citoyenne au travers du phénomène de la nation et de la citoyenneté différenciée.

1.3 Les objectifs généraux

-Identifier l'ampleur de la problématique du chlordécone sur la population guadeloupéenne, au travers du quotidien des citoyens français de Guadeloupe, soit : leurs habitudes alimentaires, leurs stratégies d'achat (denrées alimentaires, eau)

-Situer s'il y a un lien pour ces citoyens entre ce problème de santé publique et l'histoire de colonialisme et d'esclavagisme de l'île, afin de mieux comprendre les dynamiques de la relation entre la France et la Guadeloupe.

-Pour finir, comprendre la portée de ce phénomène sur la façon de penser la citoyenneté française des Guadeloupéens, dans un contexte où la situation en Guadeloupe et en France n'est pas la même sur plusieurs niveaux.

1.4 Les sous-objectifs

-Comprendre la lecture que se fait la population (cible) guadeloupéenne de la situation liée au chlordécone pour avoir une perspective "inédite" de ce phénomène.

-Comprendre les éléments qui pourraient relier ce problème à la construction de l'identité des citoyens français de la Guadeloupe.

2. Méthodologie

Le terrain de ce mémoire vise à mieux comprendre les effets du chlordécone sur le quotidien des citoyens français de Guadeloupe, ainsi que sur l'impact de ce problème sur leur sentiment d'appartenance. Une approche qualitative interprétative a été retenue (Kohn et Christiaens 2014). Il sera question de relever leurs habitudes alimentaires, de consommation d'eau, leurs stratégies d'achats, ainsi que leurs perceptions sur ces aspects. De plus, il sera question d'explorer leurs

représentations sur la crise du chlordécone, leur intérêt et leurs connaissances sur le sujet. Pour mieux cerner les dimensions identitaires, les entretiens explorent également leurs perceptions du gouvernement local et de celui de France (hexagonale), ainsi que leur opinion sur la gestion des conséquences du chlordécone.

En résumé, il s'agit de comprendre la lecture que se fait la population (cible) guadeloupéenne de la situation liée au chlordécone pour avoir une perspective « inédite » de ce phénomène. Ainsi que de comprendre les éléments qui pourraient relier ce problème à la construction de l'identité citoyenne des Français de la Guadeloupe, leurs stratégies pour vivre avec, et leurs représentations. Enfin, de façon générale, ce mémoire tente de mettre en relation les enjeux de la crise du chlordécone relevés dans la revue de littérature, avec l'expérience de citoyens français guadeloupéens interrogés. Pour ce faire, cette recherche s'inscrit dans la lignée de la recherche qualitative interprétative, avec pour outils l'entretien semi-dirigé thématique (Savoie-Zajc 2009).

2.1 La recherche qualitative interprétative : L'entretien semi-dirigé thématique

L'entretien semi-dirigé thématique est la méthode de collecte de données utilisée dans le cadre de ce mémoire. Une méthode qualitative interprétative reste la meilleure afin de comprendre l'expérience de vie des participants concernés par la thématique étudiée (Kohn et Christiaens 2014). En effet,

Le but de la recherche qualitative est le développement de concepts qui aident à comprendre les phénomènes sociaux avec un cadre naturel (et non expérimental), afin de mettre l'accent sur les significations, les expériences, et la vision des participants. *Traduction libre* (Mays et Pope 1995, p.43).

La recherche qualitative interprétative a pour sujet d'étude le vécu des humains, sur la base de la conscience qu'ils en ont. Afin de pouvoir analyser un phénomène, il est question de recueillir ces représentations et de les analyser de façon méthodique. À l'issue de cela, le/la chercheur/se, avance une interprétation de cette analyse. Ce type de recherche puise ses données dans le discours et le

langage qui reflète l'expérience humaine. Par la suite, il s'agit de créer des liens entre ces données, les catégoriser afin de faire émerger un dialogue entre celles-ci ; dialogue qui est enrichi par l'apport des autres recherches et théories relatant du même phénomène (Guillemette et al. 2021). L'entretien semi-dirigé permet de répondre aux exigences d'une recherche qualitative interprétative. Nous avons retenu les entretiens semi-dirigés thématiques (Savoie-Zajc 2009). En effet, cette méthode apporte la rigueur par la préparation au préalable des entrevues, et par la sélection des questions sur un thème bien précis, ainsi qu'une ouverture en laissant la possibilité aux participants de s'approprier les questions pour les mener vers des informations supplémentaires et donc inédites. Comme mentionné précédemment, les thèmes abordés seront : les effets du chlordécone sur la vie quotidienne des citoyens, les stratégies collectives ou individuelles pour répondre à ces effets, et la construction de leur identité citoyenne française – dont l'identité française – autour de ces thématiques. (Voir Annexe 1, guide d'entrevue pour détails).

Neuf entrevues semi-dirigées ont été réalisées auprès de citoyennes et citoyens français guadeloupéens, habitant en Basse-Terre. Ce choix territorial est orienté par le fait que la majorité des terres contaminées par le chlordécone s'y trouve (Lesueur Jannoyer 2007). De plus, vivant aussi en Basse-Terre dans le cadre de ce terrain, interroger des habitants de Grande-Terre aurait été beaucoup plus difficile.

Ces entrevues sont donc idéales afin de mettre en lumière la lecture qu'ils se font de ce problème lié au chlordécone. Il s'agirait d'essayer de dégager l'expérience vécue et leurs représentations à cet égard, pour avoir une perspective "inédite" de ce phénomène. Ces entrevues individuelles soulèveront aussi les éléments qui pourraient relier ce problème à la construction de l'identité des citoyens et citoyennes français de la Guadeloupe. Il s'agira de soulever comment les effets nocifs à long terme de l'utilisation d'un pesticide – le chlordécone –, ayant eu des conséquences sur la toxicité de l'environnement en Guadeloupe (terres, eaux, aliments locaux) à leur perception de leur citoyenneté française qui au fil des années ont fait d'eux ce qu'ils sont aujourd'hui.

2.2 Le recrutement des participants

Notre méthode se base sur un échantillon non probabiliste – sur la base de critères de sélection spécifiques, mais cherchant parallèlement une diversité d’expériences. Les critères de participation sont :

- Résider en Guadeloupe de façon permanente
- Être âgé de 18 ans et plus
- Maîtriser suffisamment la langue française pour s’exprimer durant un entretien
- Habiter en Basse-Terre (Guadeloupe)
- Avoir la citoyenneté française

Le recrutement des participants a été planifié tout d’abord de la façon suivante : il s’agissait de produire une affiche qui allait être placée dans les lieux physiques pertinents tels que les grandes surfaces, les pharmacies, dans les quartiers, etc., ainsi que sur les réseaux sociaux (voir Annexe 2). Aussi, vivant dans la commune de Trois-Rivières, nous avons aussi effectué du porte-à-porte. Par la suite, n’ayant pas eu beaucoup de retours, nous avons décidé d’utiliser la méthode boule de neige (« snowball ») (Goodman 1961), en partant du premier contact que nous avons eu lors d’évènements, ainsi que d’une connaissance qui en a parlé autour d’elle. Cette méthode s’est avérée beaucoup plus efficace, car elle a permis aux participants d’être rassurés par les personnes qu’il/elle connaissait qui ont elles-mêmes participé à la recherche. En effet, il est ressorti de ce terrain, la crainte pour beaucoup de ne pas s’y connaître assez sur le sujet du chlordécone pour participer à cette recherche. C’est d’ailleurs la raison pour laquelle, suite au refus des premières personnes que nous avons contactées, nous avons opté pour une différente façon de présenter ma recherche. Ainsi, au lieu de parler directement du chlordécone, je la présentais plus comme une recherche sur leur quotidien, leurs habitudes alimentaires, et en dernier sur le chlordécone; en les rassurant sur le fait qu’il ne s’agissait pas d’un test de connaissance sur ce pesticide. Aussi, afin de parer à l’aspect négatif de la méthode boule de neige, soit l’homogénéisation trop grande de l’échantillon, je l’ai diversifié en établissant des objectifs de profils. Il s’agissait d’avoir le même nombre d’hommes que de femmes, de milieux différents et d’âges différents. Cet élément a été le plus difficile, il a donc fallu user de l’effet boule de neige en tenant compte de ce facteur, et en essayant de diversifier le plus possible. De plus, nombre des participants (cinq personnes) contactés qui avaient accepté de faire l’entrevue ont fini par annuler par souci de temps ou d’un manque d’intérêt sur le sujet.

Avant de commencer l'entrevue, tous les participants ont signé un formulaire de confidentialité approuvé par le comité d'éthique de l'Université de Montréal (Projet no CERAH-2021-146-D, voir Annexe 3). Pour ce qui est du déroulement, quatre participants ont effectué leur entrevue en personne, et les cinq autres sur zoom. Le choix des participants de le faire à distance était par souci de temps pour tous. Par la suite, lors de l'entrevue, les trois thèmes proposés ont été élaborés dans le but d'avoir une matière de réflexion sur la situation guadeloupéenne concernant le chlordécone. La période de recrutement et de réalisation des entrevues a été relativement longue en raison d'évènements qui ont ralenti le processus. Effectivement, il y a eu les grèves de fin d'année en Guadeloupe (2021), qui se sont poursuivies jusqu'en début d'année 2022. Ces grèves avaient pour première revendication le vaccin contre la covid-19, mais elles se sont étendues sur d'autres sujets tels que le chlordécone. Des barrages ont été placés un peu partout en Guadeloupe, empêchant la circulation des voitures. La distance entre chaque commune étant conséquente, cela a beaucoup freiné les démarches pour les entrevues, ainsi que la priorité accordée à la participation à celles-ci de la part des répondants potentiels. Aussi, la tempête Fiona qui a été une des plus dévastatrices en Guadeloupe a eu lieu en octobre 2022. Celle-ci a endommagé gravement des routes, des ponts, ainsi que nombre d'habitations. Tous ces facteurs, ainsi que les difficultés mentionnées précédemment, ont rallongé la période de terrain qui s'est étendue de février 2022 à novembre 2022. Dans la même lignée, il était initialement question d'interroger une douzaine de personnes, mais les obstacles en lien avec l'instabilité de l'île (grève, climat), ainsi que les difficultés de recrutement de participants ont freiné cet objectif.

2.3 L'analyse de contenu

Selon Laurence Bardin, l'analyse de contenu c'est

un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives aux conditions de production/réception (variables inférées) de ces énoncés (Bardin 1977, p.43).

Ainsi, l'analyse de contenu est issue de la méthode plus large d'analyse de données textuelles, qui permet d'étudier et d'analyser un texte. Ainsi, l'analyse de contenu est une méthode qui se résume

à lire un ensemble de texte, identifier ses thèmes, dans le but de créer par thèmes un verbatim, ou une analyse statistique (Krief et Zardet 2013). En fonction des objectifs d'une recherche, il y a différentes analyses de contenu. Dans le cadre d'une recherche qualitative comme celle-ci, l'analyse de contenu, ou encore l'analyse thématique permet d'interpréter un corpus. Pour ce faire, il y a plusieurs étapes chronologiques à suivre qui sont les suivantes :

- La préanalyse, qui consiste à organiser les données, par segmentation et en décontextualisant celles-ci.
- La prochaine étape demande de coder, de décompter, ou encore d'énumérer les données afin d'exploiter la matière produite par le terrain effectué. Il s'agit de faire un découpage du contenu (textes, discours) en plusieurs unités d'analyse telles que des thèmes ou des phrases, afin de les catégoriser en suivant l'objectif de la recherche.
- Enfin, la dernière étape est celle de l'interprétation des résultats, la synthétisation de ceux-ci, et le dégagement des inférences (Krief et Zardet 2013).

Bien ancrée dans les sciences sociales, cette méthode est riche afin de s'adapter à la réalité complexe qui existe dans le domaine de la recherche sociale (Negura 2006). Dans le cadre de ce mémoire, cette méthode permet de structurer adéquatement le contenu des entrevues des neuf participants afin d'en dégager le plus de significations et de réponses possible.

Pour la préparation des informations, nous avons déterminé les différentes informations à analyser en lien avec le sujet de ma recherche, ainsi que le guide de mes entrevues. Par la suite, à l'aide des transcriptions, nous avons élaboré nos unités d'analyse pour faciliter le processus de création de mes catégories thématiques. Cette méthode est un processus qui permet de réduire le traitement des données, afin de faciliter la mise en lumière des éléments importants à la recherche. La catégorisation thématique est donc un moyen de classer les éléments d'une communication selon des critères spécifiques. De ce fait, il a été possible de satisfaire les critères autant de cohérence, d'objectivité, d'exclusivité, que de validité (Lafaiete Courty Leite et Martin 2017). Ainsi, lors de l'étape de la description, celle-ci a été rendue plus limpide, et il nous a donc été possible de synthétiser dans des paragraphes les significations recherchées dans les réponses des participants. Ces synthèses sont accompagnées de citations directes, afin d'apporter ce caractère « inédit » qui était recherché en allant au contact de cet échantillon-là. Enfin, suite à la description, une analyse plus profonde est faite en s'appuyant sur la littérature énoncée tout au long de ce mémoire. Il s'agit là de l'interprétation autant des éléments directement énoncés par les participants, que des éléments qui tiendraient de l'inconscient dans leur discours.

2.4 La portée et les limites de la recherche

La portée d'une telle recherche serait l'amélioration de la compréhension de la lecture que se fait la population locale en Guadeloupe au sujet du chlordécone. En effet, l'expérience que décriront les participants lors des entrevues apportera à la littérature un témoignage intéressant de ce qu'il se passe dans la vie des acteurs concernés. En effet, contrairement à ce qu'il est possible de retrouver dans la littérature, soit des témoignages d'acteurs « clés », tels que des agriculteurs ou encore des directeurs d'association; cette recherche met de l'avant l'expérience d'individus non politisés qui eux aussi constituent la société guadeloupéenne. De plus, cette recherche permettra de mettre en lumière un rapport particulier entre la France et la Guadeloupe, notamment au travers de concepts tels que la justice environnementale et alimentaire, ainsi que le postcolonialisme. Les limites de cette recherche sont d'une part l'ampleur du sujet du chlordécone, tant il s'étend sur plusieurs aspects de la société antillaise française. D'autre part, la méthode utilisée étant l'entrevue semi-dirigée, avec neuf participants. L'échantillon étant relativement petit, il sera difficile d'établir sur la base des comptes rendus d'entrevues, une généralité quant aux affirmations des participants. Cependant, leurs expériences permettent d'approfondir la compréhension de leurs représentations et stratégies, et le nombre de personnes interrogées (neuf) reste courant dans ce genre d'étude visant une exploration en profondeur, et se basant sur la saturation des données plutôt que la représentativité. De fait, plusieurs points faisant l'unanimité, une certaine redondance a été constatée sur certains sujets. Il a été possible d'observer une saturation des données (malgré le fait que plusieurs aspects mériteraient un approfondissement). Les entrevues ont permis globalement de répondre de façon riche aux questions de recherche. Enfin, concernant les participants, et comme dans toutes les recherches, tous n'élaboraient pas leurs idées de la même façon et avec le même enthousiasme. Il a été d'ailleurs possible de remarquer que les participants les plus jeunes (soit ceux ayant moins de 25 ans) étaient ceux qui avaient les réponses les plus courtes. Il a donc été nécessaire de s'adapter à celles-ci, et d'adapter les relances lors des entretiens.

Chapitre 4 : Analyses descriptives

Ce chapitre sera dédié à la présentation des résultats du terrain effectué dans le cadre de cette recherche. Il sera question dans un premier temps de présenter les participants, leur profil démographique et sociologique. Cette description permettra de mieux contextualiser les résultats présentés dans la partie suivante, celle concernant les analyses des entretiens.

L'analyse descriptive sera divisée entre les thèmes suivants, en accord avec le guide d'entretien disponible en Annexe 1:

- **Thème 1 : Les stratégies mises en place pour répondre aux effets du chlordécone.** Il s'agit de savoir comment les participants organisent leur quotidien pour parer ou non aux traces laissées par le chlordécone. Il s'agit d'une mise en contexte afin de comprendre au travers de leurs habitudes alimentaires et de consommation d'eau, de leur travail/occupation (le cas échéant), leur opinion sur l'agriculture locale et sur les produits locaux, les effets potentiels de l'utilisation passée du pesticide. Cela permettra de répondre à l'objectif 1 de cette recherche : l'ampleur du chlordécone sur le quotidien des citoyens français de Guadeloupe.
- **Thème 2 : Le chlordécone, son histoire, ses effets, son actualité.** Ce thème aborde le niveau de connaissance des participants au sujet du pesticide, leur niveau d'intérêt par rapport au sujet du chlordécone, ainsi que celui de leur entourage. Il permet aussi d'explorer leur perception de l'impact du pesticide sur leur quotidien et celui de leur proche. Comment est-ce qu'ils/elles pensent que ce produit affecte leur vie (santé, environnement). Ainsi, dans la continuité du thème 1, le thème 2 demande de façon plus directe aux participants leur point de vue sur les effets du chlordécone. Ce thème permet de répondre aussi à l'objectif 1 de cette recherche.
- **Thème 3 : La construction de l'identité.** Comprendre comment le problème du chlordécone influence leur identité, leur rapport au gouvernement français, leur rapport aux élus locaux, et plus particulièrement leur perception de leur citoyenneté française. Ce thème permet de répondre aux objectifs 1 et 2, soit : le lien (ou non) que font les participants entre

ce problème de santé publique et l'histoire de colonialisme et d'esclavagisme de l'île; la compréhension de la portée de ce phénomène sur la façon de penser la citoyenneté française des Guadeloupéens.

1. Profil des participants

Cette recherche inclut les témoignages de neuf participants, qui sont des citoyens français guadeloupéens, vivant de façon constante en Guadeloupe, plus particulièrement en Basse-Terre. L'échantillon est composé de quatre hommes et cinq femmes, allant de 21 ans à 64 ans. Le choix des participants était à la fois issu d'une réflexion préalable, et dû au hasard en raison des circonstances de recrutement qui sont relatées dans la méthodologie. De ce fait, il a tout de même été possible d'interroger des individus de milieu, d'âge, et de revenus assez différents, de façon à avoir des expériences intéressantes pour la recherche. Pour conserver l'anonymat des participants, comme prévu dans les règles relatives à l'éthique à la recherche, des pseudonymes seront utilisés afin de les décrire. Par la suite, la partie sur les analyses mettra en contexte le contenu des discours des participants avec leur profil décrit ci-après.

- Mohamed a 23 ans, il habite avec sa compagne dans la commune de Baillif à quelques minutes du centre-ville. Il est marin pêcheur et travaille dans cette commune où se trouvent aussi plusieurs stands de vente de poissons au bord de la mer. Il déclare pouvoir gagner entre 300 euros par mois et 5000 euros (bruts)⁴ par mois en fonction des prises et ventes de la pêche. Mohamed est né en Guadeloupe, il est considéré comme une minorité racialisée, car sa mère est d'origine algérienne et son père breton. Il fait partie de la classe modeste en raison de son salaire inconsistant. En effet, il peut se retrouver dans une situation de précarité assez extrême lorsqu'il ne pêche pas ou ne vend pas, tout comme il peut être à l'aise financièrement.

- Léon a 25 ans, il habite avec ses parents dans la commune de Baillif et est surveillant dans un lycée ainsi qu'autoentrepreneur. Il gagne entre 900 euros et 1600-1700 euros par mois. Léon se considère comme une minorité racialisée en raison de sa couleur de peau noire. Il fait partie de la

⁴ Tous les salaires mentionnés sont tous identifiés comme salaires bruts.

classe moyenne⁵ en raison de son salaire (qui correspond au Salaire minimum interprofessionnel de croissance, SMIC), ainsi que le fait qu'il habite avec ses parents.

- Eva a 21 ans et habite avec ses parents dans la commune de Vieux-Habitants qui est à dix minutes du centre-ville. Elle est étudiante tout en travaillant en alternance et intérim. Elle gagne entre 600 et 900 euros par mois. Elle est une minorité racialisée en raison de sa couleur de peau noire, mais se considère comme telle seulement lorsqu'elle est dans un pays où la majorité de la population est blanche (comme en France hexagonale), d'où le fait qu'elle ne mentionne pas se considérer comme telle en contexte guadeloupéen. Elle fait partie de la classe moyenne en raison du fait qu'elle vit chez ses parents.

- Kassy a 23 ans et habite avec ses parents et ses 6 frères et sœurs dans la commune de Gourbeyre. Elle est au chômage, mais déclare obtenir de petits revenus en coiffant de temps en temps. Ne connaissant pas les revenus de sa famille, il est difficile de déceler leur situation financière. Selon les indices disponibles, Kassy pourrait faire partie de la classe modeste, en raison de ses faibles revenus qui sont ponctuels, et du grand foyer auquel elle appartient. De couleur de peau noire, Kassy est une minorité racialisée et se considère comme telle en France, mais pas en Guadeloupe.

- Danielle a 32 ans, elle habite avec son fiancé et ses deux enfants à Petit-Bourg, une commune au centre de la Basse-Terre et de la Grande-Terre, réputée pour être assez riche. Elle est clerc de notaire et gagne 1800 euros par mois, soit un peu plus que le SMIC. Elle ferait donc partie de la classe moyenne, sous réserve que son fiancé gagne relativement le même salaire. Elle est une minorité racialisée en France en raison de sa couleur de peau noire, mais ne se considère pas comme telle.

- Victor vit seul dans la commune de Rivière-Sens, une zone considérée comme assez riche à cinq minutes du centre-ville. Il a 45 ans, est notaire et gagne entre 2000 et 3000 euros par mois. Il fait partie de la classe aisée en raison de son salaire élevé et du fait qu'il vit seul. Il est une minorité racialisée en France de par sa couleur de peau noire, mais ne se considère pas comme tel.

⁵ Afin d'établir la classe sociale des participants, celle-ci sera basée selon l'INSEE. De ce fait, en 2019, le revenu médian des Français est de 1837 euros par mois pour un foyer d'une personne, et de 3857 euros par mois pour un couple avec deux enfants ayant moins de 14 ans. Les personnes de classe modeste ont un revenu inférieur à 971 euros par mois. Les personnes de classe aisée ont un revenu supérieur à 3327 euros par mois (INSEE 2023).

- Cécile a 64 ans et habite dans la ville de Basse-Terre. Elle est clerc de notaire et gagne 2300 euros par mois. Elle fait partie de la classe aisée en raison de son salaire élevé et du fait qu'elle n'a pas d'enfants à sa charge. Elle est une minorité racialisée en France de par sa couleur de peau noire, mais ne se considère pas comme telle.

- Alanzo a 64 ans et habite avec sa femme à Bouillante une commune très touristique, ce qui est important pour son travail. Il est gérant d'un écomusée et d'un magasin de cacao, et gagne 4000 euros par mois. Il fait partie de la classe aisée en raison de son salaire élevé et du fait qu'ils ne sont que deux dans son foyer. Étant métissé (de parents vietnamien et guadeloupéen). Alanzo est une minorité racialisée en France, mais pas en Guadeloupe.

- Stacey a 54 ans et habite avec son mari à Saint-Claude, à dix minutes du centre-ville. Elle est gérante d'une auto-école, et est autoentrepreneur. Elle déclare gagner environ 2200 euros par mois. Elle fait partie de la classe modeste en raison du fait que son salaire est celui qui soutient son foyer, son mari n'ayant pas de travail, et ayant trois enfants à charge. Elle a la peau noire, et elle ne se perçoit pas comme une minorité racialisée en Guadeloupe, mais elle l'est en France.

Tous les participants vivent en Basse-Terre, dans différentes communes, mais travaillent tous dans la commune de Basse-Terre qui est considérée comme le centre-ville, à l'exception d'Alanzo à Bouillante (commune de la Basse-Terre) et Kassy qui est au chômage.

À la lumière de ce qui précède, nous allons procéder aux analyses des discours des participants que nous venons de décrire. Dans cette section, il sera possible de mettre en relation les réponses des intervenants avec leur profil.

2. Analyse

À l'aide des différents profils des participants, il s'agira ici de se pencher sur l'objectif principal de cette recherche, soit comprendre les effets du chlordécone sur le quotidien des citoyens français guadeloupéens, ainsi que sur leurs sentiments d'appartenance en lien avec leur citoyenneté française. Nous commencerons par les stratégies mises en place pour répondre aux effets du

chlordécone. Par la suite, afin de contextualiser, nous aborderons les effets sur la vie quotidienne des citoyens. Enfin, nous parlerons de la construction de l'identité citoyenne des participants.

1. Effets sur le quotidien des participants : habitudes, consommation et stratégies d'achat

Ainsi, afin de comprendre les effets sur leur quotidien, les participants ont été interrogés sur leurs habitudes alimentaires, de consommation d'eau, leurs stratégies d'achats, ainsi que sur leurs perceptions à ce sujet.

1.1 Habitudes et stratégies alimentaires

Les habitudes alimentaires

Tous les participants ont un régime alimentaire divisé entre les produits issus de l'importation (pâtes, riz, viandes) et les produits locaux (racines, légumes, et bananes en majorité). Parmi ceux-ci, deux participantes se démarquent. Danielle (32 ans, clerc de notaire), déclare ne consommer que des produits locaux, à l'exception de tout ce qu'elle ne peut pas trouver en production guadeloupéenne, tels que l'huile par exemple, et ce dans une démarche engagée pour soutenir la production locale et le développement de l'île. De façon similaire, Stacey (54 ans, gérante) déclare ne consommer que des légumes bio locaux, dans l'objectif de manger plus sainement selon elle, et de supporter les agriculteurs guadeloupéens.

Alors évidemment c'est plus cher. Mais je mets un point d'honneur à consommer local. Même si je me dis que c'est un peu plus cher, mais c'est un Guadeloupéen que je nourris alors que si je vais au supermarché c'est peut-être beaucoup moins cher, mais l'argent qui est redistribué augmente le capital de grosses enseignes. Donc voilà, j'utilise mon argent pour...enfin comment je vais dire ça... Je suis spéciale dans mon argent. Voilà, je dépense peut-être un peu plus, mais je sais à quoi ça sert et je suis entièrement satisfaite de ma manière de fonctionner. Danielle (32 ans, clerc de notaire)

Donc il évite [mon mari] tout ce qui est fruits et légumes cultivés sous pesticides ou autres et il essaie de prendre des produits bio. Quand je te dis local, il va chez l'agriculteur qui fait les produits bio. Stacey (54 ans, gérante)

Pour l'ensemble des répondants, le choix des participants s'explique par quatre raisons principales : la diversité des produits disponibles, l'habitude, la proximité, le prix. En effet, il y a un certain sens de **l'habitude** qui mène les participants à se diriger vers les grandes surfaces, et/ou vers les produits d'importation.

C'est par habitude en fait, quand je vois mes sœurs faire leurs courses... voilà... Kassy (23 ans, chômage)

Ah euh... oui, en fonction de ce que mes parents achetaient forcément. Victor (45 ans, notaire)

Le **prix** joue aussi un rôle majeur dans les stratégies de ces derniers, car les produits importés sont beaucoup moins chers que ceux locaux. Ainsi, même si un participant a une épicerie de produits locaux à proximité, les prix élevés et la variété de produit disponible feront qu'il ou elle choisira de faire en partie ses courses dans cette épicerie et dans une grande surface, ou seulement en grande surface.

On prend souvent le moins cher en rayon. Et voilà. Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance)

Euh parce que je pense que par rapport aux prix quand même, plus tu vas mettre un billet entre guillemets sur ce que tu achètes, plus tu vas avoir des aliments de qualité donc oui sur certains trucs je suis un peu restreint par mon budget. Genre je ne sais pas, je me dirigerai peut être plus vers des produits bio ou un truc comme ça. Léon (25 ans, surveillant d'école et autoentrepreneur)

Pas le moins cher, et pas le plus cher non plus, médian on va dire. Victor (45 ans, notaire)

Mohamed, Léon, Eva, Kassy, et Victor se basent aussi sur le prix lors de leurs courses. Ils sont tous les quatre dans la vingtaine, avec un faible revenu ou sans emploi d'où le choix de cette stratégie. Eva s'indigne d'ailleurs des prix élevés qui sont retrouvés en Guadeloupe en comparaison avec la

France pour les mêmes produits. En effet, selon l'INSEE, il existe un écart de 33% sur les prix des produits alimentaires et des boissons entre la France et les Antilles en 2015, une enquête étant en cours pour 2022 (INSEE 2021).

En Guadeloupe, les prix sont vraiment extra extra cher. Lorsqu'on va aller en France par exemple, on va voir que le même produit est 50 % moins cher la plupart du temps, même plus. Alors que normalement France Guadeloupe, c'est ensemble. Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance)

Les participants ayant un revenu plus élevé ne font pas forcément moins leurs courses dans les grandes surfaces où les produits importés sont disponibles. Alanzo (64 ans, directeur de musée) et Victor (45 ans, notaire) par exemple, sont les intervenants ayant le revenu le plus élevé, mais ne consomment pas forcément plus local. Cela s'explique par la disponibilité et la diversité des produits locaux sur le marché. Mais aussi de la volonté de s'alimenter locale, comme c'est le cas de Victor qui pour lui n'a pas le temps de choisir des produits en fonction de la qualité ou de la provenance. Il indique d'ailleurs clairement qu'il s'alimente « mal » par manque de temps, cela se retranscrit dans ses choix de courses. Le cas de Danielle (32 ans, clerc de notaire) est différent, car elle a un salaire moins élevé qu'Alanzo et Victor, mais déclare dépenser plus d'argent afin de ne consommer pratiquement que local. Stacey (54 ans, gérante), elle aussi a un revenu moyen, voir élevé, mais s'organise par le biais de son mari pour obtenir des légumes locaux, nous y reviendrons.

Le discours d'Eva est commun en Guadeloupe, et nombreux sont ceux qui déplorent la vie chère dans les Départements d'outre-mer (DOM). Danielle et Alanzo partagent le fait qu'il s'agit d'un mauvais fonctionnement du système en Guadeloupe imposé d'une part par les politiques de la France (taxe outre-mer, difficulté à avoir des terres pour cultiver, etc.) et d'autre part par un mode de consommation capitaliste.

C'est une prise de conscience en fonction de ce qu'on voit à la télé, du fonctionnement maintenant de la Guadeloupe, du fonctionnement aussi du monde, de la consommation de manière générale. Et puis oui, c'est un état de conscience de se dire qu'il est temps de consommer vraiment local, d'augmenter... que notre argent, que notre argent circule chez nous pour améliorer notre quotidien et ne pas consommer ailleurs et attendre qu'on nous apporte une aide quelconque. Danielle (32 ans, clerc de notaire)

On a tout ici, on a tous les savoirs qu'il faut. On n'a peut-être pas les grosses usines pour traiter, pour transformer, mais on a tout le savoir, on a les solutions. On a des personnes très intelligentes, très investies, qui nous donnent les solutions, le docteur Henri Joseph⁶ qui ne cesse de nous dire de consommer local, qui ne cesse de nous dire à quel point on a une biodiversité saine. Enfin, on a un environnement jaloué de tout le monde puisque la Guadeloupe, elle, est très riche. Mais voilà, nous, on est tourné vers l'Europe, on est tourné vers l'extérieur alors que l'extérieur vient tout puiser chez nous et le transforme pour nous, pour nous le revendre. Donc c'est un scandale. (...) Parce que pour ceux qui ne sont pas conscients, donc, ils ne voient pas l'importance de cela, ou bien ils ne pensent qu'à leur porte-monnaie. Ils ne voient pas à long terme des impacts. Danielle

C'est une conscientisation, c'est la prise de conscience avec tout ce qu'il y a autour. Il [son mari] s'est rendu compte que vaut mieux privilégier les produits naturels. Je vais te dire quand tu te dis des produits locaux naturels que ce soit bio. (...) c'est une démarche consciencieuse par rapport à la santé et l'environnement, je pense. Stacey (54 ans, gérante)

Enfin, dans sa démarche « engagée », Danielle propose qu'il soit utile de faire un « embargo » pour bloquer l'arrivée des marchandises au port, afin que les locaux ne soient pas désavantagés par celles-ci. Mohamed et elle sont les seuls à proposer des réponses « fortes » afin de faire changer les situations qu'ils considèrent comme injustes en Guadeloupe. Mohamed étant pêcheur et près des citoyens, cela pourrait expliquer pourquoi il a cette réponse plus prononcée. Lors des grèves, les pêcheurs étaient aussi mobilisés, tant le chlordécone affecte leur environnement de travail. Ainsi, il a une certaine proximité avec ceux qui sont engagés dans ces démarches-là. Pour ce qui est de Danielle, son profil est tel qu'elle ne voit pas d'autres mesures possibles. Ayant de bonnes connaissances historiques sur le chlordécone, ainsi que sur la politique en Guadeloupe, Danielle ne voit pas d'autres solutions au vu de l'inefficacité des mesures prises jusqu'à présent, que celles « fortes » telles qu'un embargo.

Kassy (23 ans, au chômage) elle aussi s'exprime sur la fatalité de la situation alimentaire en Guadeloupe :

⁶ Le docteur Henri Joseph est un Docteur en pharmacognosie et pharmacien. Il se démarque en raison de son combat pour pousser les Antillais à consommer plus local, et pour la préservation de la biodiversité dans les DOM-TOM. Il prône aussi l'utilisation des plantes dans le traitement de différentes pathologies. (Préfet de la Région de Guadeloupe 2016)

Malheureusement, moi aussi j'en fais partie, je consomme des produits qui viennent de l'extérieur et donc je pense qu'on aurait peut-être pu se suffire à nous-mêmes si jamais ne serait-ce qu'au niveau de l'agriculture, on avait de quoi manger convenablement nous-mêmes, nos propres produits quoi. Kassy

Il s'agit d'une des raisons qui a le potentiel de créer une distance entre les Guadeloupéens et la France par rapport à leurs sentiments d'appartenance.

Les stratégies alimentaires

Pour ce qui est des **stratégies alimentaires**, tous les participants déclarent utiliser leur véhicule pour aller faire leurs courses en raison de la distance qui les sépare des magasins, ainsi que du poids des courses à transporter. Aussi, un participant (Alanzo) déclare que c'est sa femme qui s'occupe des courses alimentaires. Pour ce qui est de la préparation des repas, Mohamed et Alanzo, qui vivent tous deux avec leur compagne, déclarent que c'est elle qui s'occupe de cette tâche. Stacey, elle, mentionne que c'est son mari qui s'occupe des courses, et de la cuisine. Cinq participants sur les neuf déclarent faire les courses eux-mêmes, ou être aidés par un membre de leur foyer. Dans les foyers où il y a un couple, la charge mentale et physique de préparer et de choisir les ingrédients du repas revient à la femme.

Cependant, ma recherche n'étant pas axée sur cet aspect en particulier, il ne sera pas développé davantage, bien qu'il s'agisse d'un élément très intéressant.

En ce qui concerne le choix des produits lors des courses, six stratégies reviennent : la lecture des étiquettes au dos des produits sur la nutrition, dont le taux de sel et de conservateurs, la provenance du produit, le goût, le prix, et le choix disponible. Toutefois, Danielle et Stacey, comme mentionné, cherchent à consommer des produits locaux et bio autant que possible, et déclarent faire attention à la provenance des produits, et ce dans leur quête de consommer toujours local. Pour ce qui est des étiquettes deux participants affirment lire les étiquettes au dos des produits, l'une dans l'effort de consommer moins saler (Cécile, 64 ans, clerc de notaire), l'autre dans celui d'éviter au maximum de consommer des produits trop transformés (Léon, 25 ans, surveillant et autoentrepreneur). Ajoutons un élément supplémentaire : tous les participants choisissent des

produits qui plaisent à leur goût tels que les racines et bananes vertes, et ce, en connaissance de leur possible concentration élevée en chlordécone. De plus, une autre motivation pour ces choix serait la saveur des aliments, certains produits locaux auraient meilleur goût que ceux qui sont importés d'où le choix de l'acheter ou non selon certains des participants rencontrés. D'ailleurs, tous les participants ont un contact avec un agriculteur dans leur famille, ou connaissent un « tonton » qui leur donne ou leur vend des légumes issus de leurs champs. La Basse-Terre est la zone qui possède la majorité, voire toutes les terres cultivables de l'île. Eva indique acheter ses racines et autres légumes chez un « tonton » à côté de chez elle et cueillir des bananes sur un arbre proche de son domicile, Mohamed chez le « paysan du coin », Victor chez son père agriculteur, Danielle, Léon, Alanzo, Stacey et Cécile chez le primeur (le/la vendeur/se à l'épicerie), et Kassy chez son grand-père qui a un potager. Il s'agit surtout des racines et des bananes qui sont partagées entre les participants et leur contact qui a un potager. Cela les rassure sur l'origine de ces produits, qui selon eux sont « bio » pour cette même raison.

Tout le monde a quelqu'un de la famille qui travaille dans la banane. Quand on habite à la campagne, on habite à côté de champs de bananes. Danielle (45 ans, clerc de notaire)

Un autre aspect intéressant qui ressort des réponses des participants est le fait que pour certains d'entre eux, les produits issus de la Guadeloupe sont plus sains, car ils ne sont pas produits à grande échelle. Ainsi, bien qu'il y ait le problème du chlordécone, ils l'abordent en le mettant en perspective face à tous les autres pesticides qui sont utilisés dans les productions à grande échelle des autres pays. De ce fait, en Guadeloupe, considérant qu'il s'agit d'un enjeu central au plan local et en raison de sa forte couverture médiatique ces dernières années, il apparaît que les habitants sont informés du problème du chlordécone. Effectivement, les répondants semblent au courant de sa présence possible ainsi que d'autres contaminants potentiels dans l'eau, d'où le choix de boire de l'eau embouteillé et/ou d'un système de filtration/ fontaine à eau. Mais aussi dans certains aliments, notamment la banane qui revient souvent, d'où le choix de ne pas en consommer en abondance. En contraste, selon plusieurs répondants, il y a une méconnaissance des produits toxiques/pesticides utilisés dans les produits (végétaux) importés, ce qui poussent à vouloir consommer local – malgré le risque de contamination au chlordécone.

Mais après on ne sait pas comment on les [les légumes/ fruits] a fait pousser là-bas non plus. Donc. Victor (45 ans, notaire)

Oui parce que déjà ils sont moins transformés et nous en Guadeloupe peut être que le problème du chlordécone s'est fait connaître... en fait, tout le monde était informé, mais chez les autres, on ne sait pas ce qu'il y a puisque ce n'est pas encore révélé. Mais on ne va pas nous faire croire que c'est qu'en Guadeloupe que la terre est contaminée et que c'est qu'en Guadeloupe que les produits ne sont pas bon, je crois qu'il y a le glyphosate ou je ne sais pas quoi en France. Il y a d'autres pesticides qu'ont des pays capitalistes qui produisent autant de nourriture pour leur population et pour un peu exporter également, ce n'est pas naturellement que ça se fait. Donc il n'y a pas encore de scandale. Danielle (45 ans, clerc de notaire)

Enfin, tous accordent **leur stratégie d'achat en fonction des trajets de voiture** que cela demande pour aller d'un magasin à l'autre. Effectivement afin de se déplacer entre les différentes communes pour avoir accès aux grandes surfaces qui proposent les prix les moins chers, il y a de grandes distances à parcourir. Les foyers choisissent d'effectuer leurs courses dans une seule grande surface, où ils pensent trouver tout ce qu'il leur faut, afin d'éviter de faire plusieurs trajets entre divers magasins. Par exemple, Kassy organise les courses pour son foyer en fonction des promotions qu'elle trouve dans les circulaires de Carrefour (un grand supermarché). Elle indique faire ses courses à Carrefour, dans Destrellan, un grand centre commercial dans la commune de Jarry (assez loin de là où elle habite). Et quelques fois lorsqu'elle ne peut pas faire le déplacement, elle va à Leader Price à Basse Terre.

1.2 Consommation d'eau (et stratégies d'achat d'eau)

Le chlordécone est un pesticide toxique qui s'est infiltré dans les différentes sources d'eau de la Guadeloupe, en plus de la contamination des terres et animaux. Ainsi, pour ce qui est de l'eau, tous les participants déclarent ne pas boire l'eau du robinet pour deux raisons : le chlordécone et l'insalubrité générale de celle-ci. En effet, par exemple, Léon et Alanzo mentionnent le

déversement des distilleries dans les rivières de la Guadeloupe, ainsi que la couleur marron de l'eau qui sort du robinet dû à un mauvais réseau d'eau. Ils expliquent avoir essayé d'utiliser une carafe d'eau filtrante, mais cela a échoué en raison de la difficulté de trouver les filtres à changer, ainsi que de leur prix élevé sur l'île. De fait, tous les participants boivent de l'eau en bouteille, et indiquent que cela est par dépit, dans le sens où ils souhaiteraient consommer de l'eau du robinet, mais cela leur est impossible pour le bien de leur santé et celle de leur foyer. Les solutions trouvées par les participants afin de ne pas consommer l'eau du robinet sont : une bombonne d'eau locale ou importée installée dans une fontaine à eau, des bouteilles d'eau en packs issues de sources locales ou importées, une carafe filtrante. La majorité d'entre eux se tourne vers les bouteilles d'eau en pack, appuyant le fait que l'île consomme 50 millions de bouteilles d'eau en plastique par an (Monza 2022). De son côté, Victor déclare que jusqu'à récemment, et malgré la crise du chlordécone, il buvait de l'eau du robinet, il n'a arrêté qu'en raison d'une alerte dans son quartier (Rivière-Sens) déclarant que l'eau est insalubre à la consommation ; ce dernier achète des bouteilles d'eau en attendant un retour à la « normale ». Cela peut être mis en relation avec son profil, car Victor déclare ne pas faire attention à son alimentation en raison d'un manque de temps. Cela est assez paradoxal, car il a de bonnes connaissances sur les problèmes d'eau en Guadeloupe, notamment concernant le chlordécone. Eva (21 ans, étudiante, travaillant en alternance et vivant chez ses parents) indique aussi que ses parents consomment de l'eau du robinet habituellement, mais depuis une alerte concernant une bactérie mortelle dans l'eau de sa commune (Vieux-Habitant), ces derniers ont arrêté de boire cette eau le temps de l'alerte seulement. Cécile (64 ans, clerc de notaire), elle, déclare ne plus boire l'eau du robinet depuis 2012, date à laquelle, selon elle, l'eau ne serait plus potable en Guadeloupe. Elle indique aussi que cela ne concerne pas toutes les communes, par exemple la Grande-Terre serait exemptée de ce problème de qualité d'eau. Danielle (32 ans, clerc de notaire), elle, a un système de bombonne d'eau qui est livré chez elle, ce qui lui permet de consommer de l'eau de source importée au travers d'une fontaine. Ainsi, les critères concernant la consommation d'eau sont les prix, la qualité de l'eau et le goût. Effectivement, même si tous les participants ne sont pas forcément informés complètement sur le chlordécone, l'information concernant l'insalubrité de l'eau (rejet distillerie, tuyaux de canalisation endommagés) circule assez bien. La qualité des tuyaux de canalisation qui transporte l'eau dans les foyers est d'ailleurs un sujet qui attise de vives émotions. Mohamed s'est indigné fortement, et a fait référence à une vidéo assez connue sur l'île qui montre un citoyen devant des tuyaux de

canalisations où l'eau en sort complètement marron⁷. De plus, lorsque les autres participants le mentionnent, c'est avec une certaine déception, car ce problème existe depuis longtemps et aucun chantier pour y remédier n'a encore débuté jusqu'à ce jour.

L'eau revient,-elle est super trouble, elle mousse un peu. Léon (25 ans, surveillant et autoentrepreneur)

L'achat d'eau embouteillée devient donc la première solution pour pallier ce problème.

Moi, comme je te dis, je regarde au moins cher. Je prends celle qui vient de Guadeloupe parce qu'elle n'est pas chère, mais comme on sait qu'il y a du chlordécone, tout le monde le sait et tout le monde est au courant. On ne va pas se le cacher, l'eau qu'on va boire en bouteille ici qui est vendu, commercialisé en pack, on sait très bien que le chlordécone, il ne s'évapore pas de cette eau-là, il y est, mais peut-être moins présent que dans les canalisations et tout ça, mais il y en a. On n'a pas le choix, il faut s'y faire. Mohamed (23 ans, pêcheur)

Euh je ne sais pas, je vois pas trop ça comme un produit transformé. Je fais plus attention aux compositions sur les produits transformés comme je n'ai pas l'impression que c'est un produit euh particulièrement altéré. Je ne fais pas trop attention. Léon (25 ans, surveillant et autoentrepreneur)

⁷ Il m'a été impossible de retrouver la vidéo exacte dont il parlait, mais il existe de nombreuses vidéos similaires sur Facebook dont voici quelques liens :
https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02hVXCfJ14tT1j75R8a5eLC8591XMNsw2vbhyaL5TPbrxAbhzJVEdkDtdRZFt17MBsl&id=104399945708509 ;
https://www.facebook.com/thelinkfwj/posts/pfbid02H63p8Wt8Hk9kuZWExuB6HDC6WqcAcSBoxe6Vx2FkN1dGWs_nfBFZfMDd8P7qUrKXsl ;
https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02fdBgvFJdwjGZxEHVdqtKj2bX4T1iWUEHqCsUAjRCDb_sbesxsAVoSVZuYhBoADt1ol&id=100000087675888

Voilà, mais ce n'est pas malheureusement... enfin le système qu'il a trouvé l'organisme, ce n'est pas de l'eau d'ici. Non, ce n'est ni Capès, ni Matouba⁸. Mais c'est vrai qu'il y en a qui font de l'eau Capès et Matouba à domicile. Nous ce n'est pas de l'eau Capès Matouba. Donc c'est de l'eau importée apparemment. Et voilà, on commande tous les mois, on prend cinq, sept bouteilles, non quatre bouteilles et on nous les livre à la maison. Même quand on n'est pas là, ils posent sur la véranda et voilà, on a notre facture. (...) Mais sinon, quand je mange à l'extérieur, au restaurant, je privilégie l'eau de Guadeloupe, Capès ou Matouba. Même dans les pétillantes puisqu'on a... et bien la Guadeloupe s'est ouverte, donc on a par exemple de la San Pellegrino, voilà des marques étrangères alors qu'on fait de la Capès pétillante et de la Matouba pétillante. Donc je privilégie l'eau d'ici. Danielle (45 ans, clerc de notaire)

Danielle explique lors de son entrevue que son fiancé, avant de se tourner vers le système de livraison à domicile d'eau importée, connaissait une source d'eau potable en Guadeloupe :

(...), Mais avant on allait directement à la source. On allait prendre de l'eau potable, de l'eau de source à Sainte-Rose. Et oui, et c'est lui (son fiancé) c'était à son initiative. Donc voilà. Oui, alors je ne vous dirai pas le nom, mais on a un endroit où on a de l'eau, de l'eau potable, de source et il y a un système de tuyaux où... ben... on voit...certains...enfin les connaisseurs, ils viennent avec leurs bouteilles et on remplit nos bouteilles et on part avec et on est sûr que c'est de la bonne. Oui. (...) Voilà, il faut vouloir s'alimenter en eau potable... enfin l'eau potable c'est beaucoup dire avec tout ce qu'il y a dans l'eau maintenant. Mais l'eau à la source donc dans ce cas-là, pour rentrer dans ce genre de système, il faut déjà être proche de la nature et être proche des personnes qui font ces initiatives. Danielle (45 ans, clerc de notaire)

⁸ L'eau embouteillée de Capès et Matouba sont des eaux de sources guadeloupéennes.

En somme, les participants à la recherche tentent tous d'éviter de boire l'eau du robinet en raison du fait qu'elle n'est pas potable. Les stratégies utilisées sont majoritairement tournées vers l'achat d'eau embouteillée, ce qui reste une solution contraignante. En outre, les citoyens sont mécontents de leur service d'eau, qui rend leur accès à une eau potable, et saine pour la cuisine ou encore pour se laver, plus difficile. Certains participants présentent des stratégies qui sortent de l'ordinaire, tel que la source à Sainte Rose que Danielle mentionne, mais cela est lourd en énergie, sachant que la distance qui sépare sa commune à celle où se trouve la source est d'environ 28 minutes. Enfin, il y a un sentiment de contrainte dans les discours, notamment lorsque Mohammed affirme savoir qu'il y a du chlordécone partout et qu'il est obligé d'en consommer malgré lui.

1.3 Perceptions concernant les stratégies d'achat de denrées alimentaires et d'eau

Pour ce qui est des perceptions des participants concernant leurs stratégies d'achats alimentaires et d'eau, il revient qu'il est « dommage » de ne pas consommer plus local. Alanzo, déclare que cela est dû au fait que l'agriculture locale n'est pas assez diversifiée, et ce, en raison des différents obstacles qu'ont les agriculteurs : les terres contaminées, les taxes imposées aux outre-mer, la concurrence des produits importés moins chers (légumes, poissons congelés). Tandis que Danielle et Cécile, elles, affirment que l'agriculture locale est assez diversifiée, mais qu'elle ne produit pas en quantité suffisante pour les mêmes raisons qu'a évoqué Alanzo, mais aussi parce que les Guadeloupéens ne consomment pas assez local. Aussi, il existe des solutions pour améliorer la qualité des produits issus de l'agriculture guadeloupéenne selon certains participants. Léon et Danielle mentionnent l'agriculture hors sol par exemple, qui pourrait éviter de contaminer les produits avec les terres infectées de chlordécone.

Pour ce qui est de l'eau, tous les participants pensent que la Guadeloupe ne propose pas une eau saine et en quantité suffisante pour tous les habitants. Les mêmes réponses à ce sujet reviennent, étant les tuyaux de canalisations en très mauvais état, les coupures d'eau incessante que cela crée, et la pollution autant par le chlordécone que par les rejets des usines. Or, il existe des aides du gouvernement pour soutenir les citoyens face à ces problèmes d'eau. Il s'agit des distributions de palettes d'eau lorsqu'il y a des coupures, et des installations de citernes gratuites. Concernant ces aides qui existent « en théorie » selon les échanges que nous avons eus avec des citoyens au cours de mon séjour en Guadeloupe, et selon les calendriers de distributions disponibles sur le site du

Préfet de la région de Guadeloupe, les participants témoignent d'une autre réalité. En effet, pour ce qui est des palettes d'eau, les participants expliquent que d'une part cela est insuffisant, car lorsque l'eau est impropre à la consommation, des packs d'eau ne sont pas suffisants pour boire, se doucher, cuisiner, se brosser les dents. Ces situations ravivent des craintes quant aux effets de la consommation de l'eau locale et des polluants sur la santé, comme Danielle le mentionne :

Donc on peut se poser la question de mettre de l'eau, l'eau du robinet dans les plats, est-ce que ça aura un impact? Ou est-ce qu'il faut vraiment prendre de l'eau en bouteille pour cuisiner? Voilà, et donc aussi même pour la santé physique, pour nous les femmes, se doucher avec l'eau du robinet, est-ce que finalement ça n'a pas un impact? Est-ce que c'est la raison pour laquelle il y a autant de cancers du col de l'utérus? Donc voilà plein de questions. Danielle (45 ans, clerc de notaire)

Aussi, le nombre de palettes d'eau n'est pas distribué en fonction du nombre de personnes dans le foyer, ce qui rend cette initiative très insuffisante selon Eva, Cécile, Kassy, et Danielle. Kassy en témoigne, car elle fait partie d'une grande famille. Eva a aussi mentionné un épisode de contamination de l'eau par une bactérie mortelle dans sa commune en 2022, et elle affirme ne pas avoir reçu d'aide de la région pour cela. Léon est le seul participant qui a bénéficié de l'installation d'une citerne gratuite pour lui et son foyer dans la commune de Baillif.

Ils passaient dans le quartier et ils distribuaient des citernes aux gens qui avaient besoin de faire des stocks d'eau. Léon (25 ans, surveillant et autoentrepreneur, vivant chez ses parents)

Les autres participants indiquent ne pas être au courant de cette initiative, ni d'en avoir bénéficié.

Oui, ils donnent de l'eau aux gens, ils mettent des citernes en place, mais ça, ce n'est pas suffisant. Stacey (54 ans, gérante)

À ce propos, vivant en Guadeloupe, il est possible pour nous de témoigner aussi de ce phénomène. Nous allons ici faire part d'une réflexion, propre à notre expérience personnelle en Guadeloupe, ayant vécu dans la commune de Trois-Rivières (une des plus contaminées par le chlordécone), les

coupures d'eau étaient notre quotidien. Il ne s'agit pas d'un témoignage issu d'un journal de bord, mais d'une réflexion pertinente dans le cadre de cette recherche sur notre vécu en Basse-Terre, Guadeloupe. Ainsi, de 5h du matin à 22h, il n'y avait pas d'eau. Nous avons la chance d'avoir une citerne installée par notre propriétaire, qui permettait de résoudre les problèmes de coupures d'eau. Toutefois, l'eau de la citerne n'est pas potable, l'installation de filtres supplémentaires aurait été requise afin de garantir la qualité de l'eau stagnante qui est à l'intérieur. Par la suite, vivant désormais dans la commune de Saint-Claude, nous avons vécu une alerte de contamination de l'eau par la bactérie « E-coli », et avons été mis au courant via un partage d'un proche sur « WhatsApp » plusieurs jours après la déclaration de l'alerte. Nos voisins et nous n'avons bénéficié d'aucune aide de la région. Par ailleurs, pour ce qui est de la circulation des informations, presque tous les participants, mis à part Victor qui déclare que pour lui les élus ne partagent pas bien les informations, affirment que les élus partagent efficacement l'information lorsqu'il y a un problème d'eau. Les canaux de communication sont : la radio, la télé, les réseaux sociaux, le bouche à oreilles, et le partage sur l'application WhatsApp. Ainsi, bien que nombre d'entre eux ne sont pas activement à l'écoute de l'actualité, ils finissent par être mis au courant par l'un des canaux mentionnés précédemment. D'ailleurs, Kassy et Eva soulèvent cet aspect de solidarité entre les membres d'un même quartier. En effet, c'est grâce à cette solidarité et ce partage d'informations qu'elles et leur foyer sont au courant des événements importants tels que la contamination de l'eau dans leur commune.

Cécile mentionne d'ailleurs un élément intéressant qui sort du lot lorsqu'elle s'indigne concernant le fait que les citoyens payent pour le service des eaux, mais n'en bénéficie pas dû aux nombreuses coupures. Le problème n'est pas les initiatives de la ville. Il réside plutôt dans la mauvaise gestion du service des eaux, qui lui est géré par le syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe, et les canalisations vétustes et défectueuses. Ainsi, elle ne met pas la responsabilité sur les élus locaux, mais sur le service des eaux, nous reviendrons sur cet aspect dans la section suivante.

2. Représentations des citoyens de Basse-Terre sur le chlordécone

Tous les participants sont au courant de ce qu'est le chlordécone, et de la crise qu'il représente. Toutefois, le niveau d'intérêt sur le sujet varie en fonction des participants. Mohamed (23 ans, pêcheur), Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance) et Kassy (23 ans, au chômage) sont les trois participants qui déclarent ne pas trop s'y intéresser. Lorsque nous avons questionné Mohamed sur la crise du chlordécone, sa première réponse était la suivante :

Ouais ouais j'étais jeune donc je ne me rappelle pas trop, mais je n'étais pas trop concerné j'avais deux ans, je ne saurai pas trop en dire plus que ça sur ce sujet... Mohamed (23 ans, pêcheur)

Effectivement, la première crise du chlordécone a été médiatisée dans les années 90, mais elle est le sujet a toujours été présent lors des grèves qui sont survenues sur l'île, jusqu'à la plus récente en décembre 2021- janvier 2022.

Cependant, la suite de leurs réponses démontre qu'ils ont tout de même de bonnes connaissances générales sur le pesticide et ses effets. Mohamed (23 ans, pêcheur) a énoncé de nombreux éléments liés à cela tels que les différentes zones où le pesticide est présent dans la mer, le fait que des Békés (familles qui sont descendantes des maîtres esclaves, ayant une grande influence politique et économique sur l'île) soient mêlés à l'utilisation « injustifiée » du produit sur l'île malgré son interdiction, les effets sur la santé des hommes, ainsi que la possible présence de trace dans les bouteilles d'eau issue des sources guadeloupéennes. Eva, elle, mentionne les effets sur la santé et le fait qu'il y a du chlordécone dans l'eau et dans les racines et plantes de la Guadeloupe.

Mohamed et Eva justifient leur manque d'intérêt à ce propos par le fait que cela n'aura pas d'impact qu'ils se renseignent davantage.

Ben encore une fois, ce n'est pas de notre ressort. On va parler, mais pour parler quoi, même si on parle ça ne va rien faire. Ok s'il y a des grèves, etc., là ça je suis d'accord. Si on fait des grèves, oui on peut en parler, mais si on parle pour parler, ça ne sert à rien. Eva (21 ans, étudiante, travaillant en alternance)

Ce sentiment d'impuissance face à la situation revient chez tous les participants, notamment lorsqu'il s'agit des effets sur la santé. Nous y reviendrons.

Danielle mentionne aussi une anecdote concernant les épandages aériens afin d'illustrer son mécontentement et ses connaissances sur le chlordécone :

Quand on habite à la campagne, on habite à côté de champs de bananes. Donc voilà l'épandage aérien qu'on a tous vu qu'on était petits, qu'on aimait bien voir quand on allait à l'école et que bon, on ne voyait pas les conséquences. Enfin l'impact. Donc pfffff. Voilà, on parle de tout ça. On sait que tout cela a des conséquences. Danielle (32 ans, clerc de notaire)

Cécile (64 ans, clerc de notaire) semble être la seule participante qui n'avait pas beaucoup de connaissance concrète sur le chlordécone. Ce n'est que par le biais des différentes grèves qui sont survenues sur l'île, et par un ami agriculteur qu'elle a acquis quelques connaissances à ce propos. Cela se retranscrit d'ailleurs dans ses habitudes alimentaires. Elle indique que pour elle le chlordécone ne concerne que la banane, qu'elle continue d'en consommer malgré tout, car elle aime en manger et qu'il existe désormais quelques parcelles bio.

De surcroît, touchée par la situation, Stacey essaie de mettre des mots sur le manque d'intérêt et de connaissance sur le chlordécone des citoyens guadeloupéens :

Voilà, je ne sais pas si on a avancé plus, mais je pense que le fait de ne pas s'y intéresser, c'est qu'inconsciemment on a une blessure et qu'on ne croit plus à toutes les promesses qui ont été faites. Je pense que c'est ça et peut être que c'est une erreur de ne pas être au courant de tout ce qui se passe. Mais je pense qu'on a ... moi je fais un blocus dessus parce qu'il y a tellement de colère derrière ça que limite on ne croit plus à rien. Mais il faudrait peut-être se réveiller et aller voir tout ce qu'ils ont promis de faire et de voir si les actions sont vraiment mises en place pour que les choses avancent. Stacey (54 ans, gérante)

3. Les effets sur le quotidien

3.1 Effets sur la santé

Pour ce qui est des effets qu'a le chlordécone sur le quotidien des participants, les réponses qui reviennent sont la possible contamination des aliments et de l'eau, et ses conséquences sur la santé. Il s'agit d'ailleurs d'un des aspects les plus importants de ces entrevues dans le sens où il y a un véritable sentiment d'impuissance face **aux effets potentiels sur la santé** du chlordécone. En effet, tous les participants déclarent ne pas avoir d'effets directs sur leur quotidien et sur leur santé, mais ont soit peur d'être malade dans le futur, que leurs proches soient malades (si ce n'est pas déjà le cas), soit ils sont sûrs de finir par être affectés et décident de vivre avec ce fait.

Moi je ne me fais pas à l'idée d'éviter d'être contaminé parce qu'on l'est tous... En Guadeloupe on est obligatoirement contaminé par le chlordécone, alors après il y a des gens qui l'accumule différemment, qui arrive à l'éliminer et voilà ... mais pour moi en Guadeloupe on a tous du chlordécone dans notre sang (...) Ouais, après moi comme je te dis, là j'en parle j'ai 23 ans, mais peut être que dans 40 ans, avec un cancer de la prostate, je touche du bois pour ne pas en avoir, mais peut-être que là je parlerai différemment tu vois ? Mais là de mon point de vue actuel non. Après peut-être que si demain je fais des analyses on va m'annoncer de mauvaises nouvelles, mais... ça m'étonnerait quand même. (Rire nerveux) Mohamed (23 ans, pêcheur)

Je pense que oui, mais que je n'en suis pas encore forcément au courant. C'est avec le temps qu'on verra s'ils développent certaines maladies. (...) Euh ma famille, pas que je sache, les amis ouais, j'ai une connaissance qui a eu un cancer de la prostate, donc j'ai tendance à penser que c'est lié à ça. Léon (25 ans, surveillant et autoentrepreneur)

Je ne pense pas. Vu qu'on n'est pas malade ou un truc comme ça. Non. (...) Alors, enfin... pas pour le moment. (...) Bah peut être oui vu que mes parents ont longtemps consommé local très local avec leurs parents à eux, donc peut être quand ils vont vieillir ça va se développer. (...) Donc même si j'ai des enfants après je me dis "est-ce que je pourrais leur donner certains repas locaux par peur qu'ils aient une bactérie dans le corps... un pesticide". Eva (21 ans, étudiante, travaillant en alternance, et vivant chez ses parents)

Et bien déjà quand j'en parle avec des amis, on se dit bah on ne va pas vivre longtemps. (...) Ah oui, franchement les jeunes ils se disent... même de plus en plus de jeunes sont malades ici, on se dit que nous on ne va pas vivre longtemps par rapport à toutes ces choses qu'il y a dans la terre et même dans l'eau, dans nos aliments. On en a déjà consommé pendant plusieurs années. Ça se transmet aussi dans les générations à venir. Mes neveux, qui sont tout petits, sont déjà... depuis le ventre de leur maman ils sont déjà contaminés on va dire. (...) Je ne suis pas la mieux informée non plus, mais je sais que j'ai été empoisonnée... Donc c'est dans nos gènes, pendant plusieurs générations, ça va continuer à rester. Mais on a vraiment une population qui est de plus en plus malade. Généralement... encore par rapport aux réseaux, il y a des manifestations, des gens qui protestent, qui essaient de se faire entendre. Mais... il n'y a pas vraiment de façon de réparer ce qui a été fait... maintenant c'est plus essayer de se faire entendre et certaines demandent réparation. (...) Je vis avec... Mais c'est vrai que... Je pense que... je sais que notre génération ne sera pas une population forcément vieillissante, dans le sens où les gens... tu vois par rapport au fait que j'ai déjà eu le cancer de la thyroïde. Je me dis que peut-être ça a fragilisé mon immunité qu'on est vraiment de plus en plus malade, c'est un fait. Quand je regarde autour de moi, il y a beaucoup de jeunes qui ont des problèmes qui normalement sont des problèmes des personnes qui sont plus âgées... Mais on est obligé d'accepter qu'il n'y ait pas encore une solution. Kassy (23 ans, au chômage)

C'est un déclencheur du cancer de la prostate. (...) Donc vu que j'ai mangé madère, banane jaune, fruits à pain, racines, ouassous, langouste, poisson. (...) Ben ça a des effets effectivement sur la santé. Enfin sur la prostate je crois, paraît-il. Oui donc, ben oui vu que j'ai mangé tous les produits qui pouvaient être infectés par le chlordécone. Mais après je n'y pense pas tous les jours, hein. Voilà, c'est... Mais oui, effectivement, si demain je me dis que j'ai un cancer de la prostate, ce n'est pas dit qu'il va dire forcément que c'est à cause du chlordécone. Victor (45 ans, notaire)

Oui parce que mon père était ouvrier agricole, donc il a énormément travaillé dans la banane, donc je pense que ça a eu des conséquences sur sa santé. Je pense... moi j'ai beaucoup mangé des légumes cultivés dans la plantation, là où il travaillait. Oui, d'accord,

sauf que j'ai une façon de gérer ma vie maintenant depuis tantôt hein, la prise de conscience était là. Je pense que ça a eu des répercussions sur la vie de beaucoup d'ouvriers agricoles. Donc beaucoup de personnes travaillaient dans les plantations et notamment leur famille, puisque 30 ans, 40 ans après, on voit tous les cancers qui se développent. Je pense que ça a une grosse incidence sur la santé des gens des années après. (...) Mon père est parti récemment... Il y a neuf mois... Mais moi mon père a eu une grosse infection des poumons il y a dix ans alors qu'il ne fumait pas trop, mais c'était quelqu'un qui a touché beaucoup aux pesticides donc. (...) autour de moi je vais dire qu'il y a que des gens de ma famille... mon tonton est mort d'un cancer de la prostate, mon père suite covid, mais avant le covid ses poumons étaient vraiment infectés et il a eu comme un cancer des poumons. (...) J'ai perdu une sœur d'un cancer du pancréas. Non, on ne sait pas, on ne sait pas bien. Il y a beaucoup de personnes qui décèdent du cancer de la prostate. Ce n'est pas normal qu'il y ait autant de cancer de la prostate. (...) Et puis les résultats des enquêtes prouvent que la majeure partie des gens qui meurent en Guadeloupe, qui décèdent du cancer de la prostate, c'est tout ce qui a eu autour auparavant qui a occasionné ça. Stacey (54 ans, gérante)

3.2 Effet sur la vie professionnelle

Pour ce qui est des **effets sur la vie professionnelle**, Mohamed est le seul qui mentionne un aspect négatif du chlordécone. En effet, ses zones de pêches sont restreintes, et il soulève la réticence de certains clients à acheter du poisson en lien avec le chlordécone.

Mais les gens ont certaines réticences sur le poisson frais de Guadeloupe encore ce matin j'étais en train d'en vendre et il y a une dame qui a demandé s'il y avait du chlordécone dedans. Je ne savais même pas quoi répondre, moi je vais te dire non parce que la mer, bah voilà il n'y a pas de barrière, ça se balade partout. Il y en a oui et non malheureusement parce que sur la quantité d'eau qu'il y a c'est minime quoi. Mohamed (23 ans, pêcheur)

Mohamed vend son poisson au bord de la route à Baillif, et à Saint-Claude, il est donc en contact direct avec ses clients qui peuvent donc lui poser de telles questions. Le chlordécone étant effectivement reconnu comme ayant affecté des zones spécifiques de la mer, cela peut effrayer les consommateurs.

4. Identité et citoyenneté

4.1 Rapport avec le gouvernement local

Les participants ont tous des réponses assez similaires en ce qui concerne leur rapport avec le gouvernement local en Guadeloupe (du territoire de l'île). En effet, un sentiment de déception et d'insatisfaction ressort des réponses des participants concernant la gestion du chlordécone par les élus locaux. Ils mentionnent un certain laisser-aller, un problème de communication des informations, voire de la corruption.

Il y a une certaine époque, je pense... je pense hein... sans pouvoir étayer sur ce que je vais dire, peut-être qu'on a eu l'argent, peut-être que les travaux auraient dû être faits et peut être il y a eu de la corruption. Et peut-être que des personnes se sont enrichies. Victor (45 ans, notaire)

L'argent qu'on ne voit même pas parce que je pense que les élus locaux prennent tout pour eux. Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance)

Ils aiment bien parler de l'Europe, des financements. Il y a des enveloppes qui sont envoyées, ils n'ont qu'à les utiliser à bon escient pour qu'enfin on change des tuyaux de canalisation qui devraient être changés depuis des années, pour qu'enfin ils mettent des personnes vraiment compétentes dans le système d'eau et qu'ils consultent des ingénieurs qui sont sur place et qui connaissent vraiment l'environnement de la Guadeloupe et ce qu'il faudrait pour qu'on retrouve une eau potable si possible. Et qu'ils traitent aussi concrètement les déchets industriels, enfin de tout ce qui fait que l'eau est polluée parce qu'il y a des versements illicites qui sont faits dans les nappes phréatiques, dans les rivières

et les autres cours d'eau. Donc qu'un contrôle réel soit fait que des sanctions réelles soient prises. Et puis voilà ! Danielle (32 ans, clerc de notaire)

Je ne suis pas politicienne, je ne suis pas là, mais je pense que nos élus, oui, ne font pas les démarches qu'il faut pour que les revendications soient respectées et que le gouvernement prenne vraiment conscience qu'il faille réparer cette erreur qui est vraiment gravissime. Et je pense que les élus, je vais être fort, ils sont à côté de la plaque. Je suis désolé, mais c'est mon avis. Stacey (54 ans, gérante)

Le fait que les participants ne soient pas satisfaits de leurs élus locaux entraîne un manque de confiance envers ceux-ci. Danielle exprime d'ailleurs qu'ils n'ont rien fait pour aider les citoyens face aux problèmes liés au chlordécone, alors que d'autres personnes qui ne sont pas dans la politique ont proposé des solutions telles que le docteur Henri Joseph, qui est une figure importante en Guadeloupe en ce qui concerne le traitement par les plantes locales des maladies, ou encore Germain Paran qui sont à la tête du Comité de défense des usagers de l'eau en Guadeloupe.

Mais comme j'ai eu à le dire, il y a des personnes très compétentes qui ne sont pas dans la politique et qui ont donné des solutions. Elles, elles passent sous des réseaux sociaux, elles passent à la télé, passent sur des chaînes locales, elles passent euh... Voilà! Il y a toutes sortes de moyens de communication, il y a des meetings qui sont faits, il y a des réunions qui sont faites. Ce n'est pas pour autant que ces personnes sont prises en compte. (...) Monsieur Paran par exemple... il y a beaucoup de personnes qui s'occupent de l'eau et qui ont pour soucis la qualité de l'eau de Guadeloupe. Et elles ont déjà donné toutes les solutions nécessaires. Danielle (32 ans, clerc de notaire)

Alanzo (64 ans, commune de Bouillante) explique que les élus locaux sont tous corrompus selon lui, ce qui empêche l'île de progresser, il donne l'exemple de Mme Chevry, une figure politique des années 80-90 ayant exercé de nombreux postes, tel que maire de la commune de Gourbeyre,

députée, secrétaire d'État de la Francophonie, ministre déléguée des affaires étrangères, sénatrice des affaires étrangères, des forces armées et de la Défense. Cette dernière aurait détourné, selon Alanzo, tout l'argent attribué à la rénovation du réseau d'eau. Alanzo évoque un détachement entre les politiciens, les personnes politisées et les citoyens lambda. Son entourage et lui-même n'ont plus confiance en l'État, que ce soit au niveau local, que dans l'Hexagone. Il propose une anecdote de quand il était adolescent (dans les années 70), période à laquelle le chlordécone était déjà un problème selon lui, mais les politiciens ne le mettaient pas de l'avant, et les jeunes comme lui buvaient l'eau à même les tuyaux dans la rue pour se désaltérer.

Stacey, elle, affirme qu'effectivement les élus locaux ne font pas assez, mais émet une nuance en disant que « le peuple n'est pas assez engagé. » Elle pense que la prise de conscience est là, qu'il y a beaucoup d'émotions négatives, mais qu'il n'y a pas assez de personnes suffisamment informées pour faire bouger le gouvernement.

Mais en fait, c'est le peuple qui va faire bouger ça. Sinon, si on sait si on tient compte de la gestion politique guadeloupéenne de nos élus, on ne va pas avancer. C'est pour ça qu'il faut plus de mobilisation, plus de prise de conscience, plus d'associations, plus de personnes qui militent. Je devrais d'ailleurs avec tes questions m'y mettre aussi pour voir si j'ai un tempérament de guerrière d'y aller quoi. Et en répondant à tes questions, je me rends compte que j'ai des choses à faire quoi! Stacey (54 ans, gérante)

4.2 Le rapport au gouvernement français

Tous les participants ont un point de vue assez négatif concernant le gouvernement français et sa gestion de la crise du chlordécone. En effet, ils mentionnent tous un manque d'écoute, un délaissement, et un sentiment d'injustice. Comme mentionné précédemment, l'injustice réside dans l'histoire de l'usage du chlordécone, ses conséquences toujours présentes jusqu'aujourd'hui, et l'impunité des possibles coupables. Effectivement, le chlordécone a été autorisé pour trois années supplémentaires en Guadeloupe, malgré son interdiction en France et aux États-Unis d'où le produit est originaire.

Mohamed (23 ans, pêcheur) mentionne en riant qu'il faudrait que les coupables payent pour ce qu'ils ont fait à la Guadeloupe, mais n'apporte pas plus de précision sur le sujet. Il est assez mitigé dans ses réponses, car il mentionne aussi que c'est le passé et que lui il ne s'intéresse qu'à son temps.

Kassy (23 ans, au chômage), trouve « blessant » le fait que le gouvernement français ne prenne pas en considération les demandes des Guadeloupéens.

Je trouve que... par rapport à beaucoup de Guadeloupéens qui demandent réparation, ils ne sont pas entendus depuis longtemps et de toute évidence... euh... je ne vais pas dire que c'est révoltant parce que comme je l'ai dit moi j'accepte parce qu'il n'y a pas le choix, que c'est déjà fait. Mais le fait qu'ils... comment dire... qu'ils ne montrent pas d'intérêt sur ce que les Guadeloupéens demandent, c'est ce qui est quand même le plus blessant... ils ne cherchent même pas à essayer de concilier... Kassy

Cécile (64 ans, clerc de notaire), est très sceptique quant à l'efficacité de la politique de façon générale, pour elle les problèmes de la Guadeloupe sont des arguments de campagnes électorales :

Tu sais, ça fait quand même des années qu'on en parle. Il y avait une période, peut-être plus de 20 ans avant et jusqu'à maintenant, je n'ai pas encore entendu de solutions. Donc il y a des propositions, mais qui restent toujours des propositions. Donc pour moi, quand il y a de la politique, on en entend parler et quand il n'y a plus de politique on n'entend plus rien. (...) Oui, oui, oui, mais c'est leur sujet, c'est comme l'eau. En période électorale, tu entends tout le monde parler de l'eau. Tout le monde parle du chlordécone, mais après ça reste toujours un sujet et on ne voit pas grand-chose de fait. Oui, donc on est toujours au même stade. Cécile

D'autres proposent tout de même des réponses plus nuancées tels que Danielle et Victor qui voient cette gestion de crise comme un problème général, ou avec des fautes partagées :

Bah ils [les membres du gouvernement français] proposent de se prendre en main après avoir autorisé tout et n'importe quoi, donc... Pour eux maintenant c'est à nous de nous démerder. Bon, ils n'ont pas spécialement tort, c'est-à-dire qu'on a des élus sur place qui

sont censés prendre le relais au nom de la population. Mais bon, vu qu'ils sont incompétents à ce sujet, donc le travail n'est pas fait. Et puis se tourner encore vers le gouvernement français, c'est encore pleurer, demander des aides et alors que bon c'est eux qui nous ont mis là, c'est eux qui ont encore autorisé l'utilisation du pesticide pour des raisons encore une fois capitalistes. Danielle (32 ans, clerc de notaire)

Oui, ça m'énerve. Mais par contre je ne verrais pas ça comme étant gouvernement français contre les Antillais. Je pense que les états en général s'en fichent des gens, donc ça aurait pu être un problème de chlordécone en Corse, il aurait pu être en Bretagne, mais partout ça va être exactement pareil. (...) Je pense que quand l'État doit se protéger lui-même des conneries qu'il fait, il bloque tout. Et que la victime soit guadeloupéenne ou corse ou bretonne, c'est pareil. Victor (45 ans, notaire)

Non. Mais en fait, je suis plutôt inquiète puisque vu que les élus locaux ne font rien, ce n'est pas des personnes étrangères même si c'est la France qui viendront résoudre le problème. Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance)

Le délaissement et le laisser-aller résident dans la perception qu'ils ont de la gestion de la crise, soit par l'envoi d'argent. Effectivement, la résolution des problèmes en Guadeloupe se fait par l'envoi de budget, sous la coupe de projets d'amélioration, de rénovation, ou encore de plans tels que ceux du chlordécone (Plan chlordécone I, II, III, IV) qui mobilisent d'énormes fonds :

Non, envoyer de l'argent c'est un pansement, la plaie est cachée, mais la cause de la plaie ne disparaît pas. La plaie va peut-être effectivement disparaître, mais les causes qui ont créé la maladie ne vont pas disparaître. Donc envoyer de l'argent, je ne suis pas convaincu. Victor (45 ans, notaire)

Qu'est-ce qu'il propose... envoyer des sous, indemniser les gens. Mais après ça s'arrête là. (...) Ce n'est pas un ministre ou le président qui va venir, qui va... je ne sais pas! Qui va

discuter avec les personnes touchées. Pas les politiciens. Mais c'est quoi ? C'est envoyer des sous, c'est indemniser et envoyer des subventions et ça s'arrête là. Cécile (64 ans, clerc de notaire)

Alanzo, pour sa part, indique que la Guadeloupe est toujours dans un système colonial où les lois ne sont pas appliquées de la même manière par le gouvernement français. Il affirme que les Guadeloupéens sont considérés par la France comme de sous citoyens, et donne comme exemple le fait qu'il y a moins de polices sur l'île, que moins de moyens sont alloués à ceux-ci pour aider les populations. Il évoque aussi qu'il existe des pesticides tout aussi dangereux en France, mais le problème repose dans le fait que le chlordécone a continué à être utilisé jusqu'en 1993, malgré le fait que l'État savait que c'était dangereux, d'où l'impression d'être citoyen de seconde zone.

Eva et Kassy sont les seules participantes qui ne sont pas au courant de la gestion du gouvernement français de la crise du chlordécone, car elles déclarent ne pas s'intéresser à la politique de façon générale.

Lorsque nous avons interrogé les participants sur leur désir de se faire entendre par le gouvernement au sujet de la gestion des problèmes en Guadeloupe, dont le chlordécone, Léon (25 ans, surveillant d'école et autoentrepreneur) est le seul qui souhaiterait se faire entendre par un recours collectif. Les autres participants mentionnent ne pas assez s'y connaître pour pouvoir se faire entendre. Aussi, comme Danielle l'a mentionné, il y a des personnes qualifiées pour cela qui ne sont pas entendues, d'où le découragement des citoyens. Enfin, Mohamed (23 ans, pêcheur) affirme se faire entendre en participant aux grèves, qui selon lui sont plus efficaces que la parole.

4.3 Identité, appartenances et citoyenneté

Tous les participants déclarent se sentir guadeloupéens. Lorsque questionné sur leurs sentiments d'appartenance, c'est la première réponse qui ressort, pour plusieurs raisons en fonction des participants.

Mohamed (d'origine algérienne et bretonne, né en Guadeloupe) se sent guadeloupéen "pur et dur", citoyen de Basse-Terre, en raison du mode de vie, de l'accueil, de la gentillesse des gens de Basse-Terre. Il fait une comparaison avec la France, où il ne se sent pas à l'aise, car ils n'ont pas la même culture, la même façon d'interagir qu'ici. Pour lui ils sont moins ouverts dans l'hexagone, ce qui empêche ce lien.

Léon, lui, utilise le terme « Antillais ». La richesse de ses propos met en lumière une perspective intéressante de l'univers créole, métissé, et postcolonial particulier de la Guadeloupe. Il résume ses sentiments d'appartenance de la façon suivante :

Parce que si on parle d'origine, je pense que je dirais Antillais parce que ça résume bien l'espèce de double identité euh Guadeloupe, mais départements d'outre-mer, enfin, Français, mais d'outre-mer tu vois? (...) parce qu'on ne peut pas vraiment se définir comme purement caribéen puisqu'on n'a pas une culture, ce n'est pas notre culture propre tu vois ce que je veux dire ? C'est l'influence de la France qui fait qu'on a la culture qu'on a. (...) Ce n'est pas comme en Dominique où tu as des anciens, d'anciens Indiens de la Caraïbe, on est vraiment une culture métisse. (...) C'est assez partagé en fait. Puisqu'il y a quand même une partie de l'histoire qui fait que c'est difficile de se sentir vraiment pleinement dans ce groupe-là, sachant que de bases, c'est une terre qui a été colonisée donc du coup j'en fais partie, mais je ne suis pas forcément satisfait pleinement de ça. Je pense qu'il faudrait une identité euh plus marquée tu vois? Léon.

Il se sent moitié Guadeloupéen, moitié Français, car « dans mon quotidien je me sens plus Guadeloupéen, mais quand j'analyse la question, c'est moitié-moitié en fait. C'est-à-dire que dans ma façon de vivre je sais bien que si demain je vais en France on va dire direct que lui c'est un Antillais avec ma façon de parler, mais dans les faits c'est moitié-moitié je dirais. »

Mais pour lui sa citoyenneté est française, il s'identifie aussi beaucoup à la ville de Basse-Terre.

Euh du fait d'être Antillais, c'est un peu... Euh il y a un double ressenti en fait, tu es quand même content de certains trucs puisqu'on a les avantages du système français, etc., certains accès à des fonds par exemple fonds européen ce genre de trucs quand tu développes des projets, et d'un autre côté c'est avantageux quand tu vis en Guadeloupe, mais je pense que si je vivais en France, ce serait peut-être un petit peu plus un frein. (...) Ouais j'ai l'impression d'être un Français de catégorie différente quand même. (...) Si j'étais en France tu vois, quand je suis en Guadeloupe, je ne ressens pas trop puisqu'on est entre nous, entre guillemets, mais si je vivais en France, je pense que je me sentirai un peu comme s'il y avait deux classes différentes de citoyen français. Léon.

Aussi, pour Léon, l'histoire du chlordécone renforce sa distance avec la France, dans le sens où il pense qu'une chose pareille n'aurait pas pu arriver en France : « Et le fait qu'il n'y est pas cette reconnaissance-là, ça fait un peu comme si, ce sont des Antillais, ce n'est pas grave quoi. »

Eva, elle, se considère "jeune Guadeloupéenne", car elle a toujours habité en Guadeloupe, et n'aime pas le style de vie en France pour diverses raisons telles que le climat, l'ambiance générale, et le racisme. Toutefois, elle dit qu'elle est citoyenne française, dans les faits, mais souligne que c'est par contrainte.

Et bien ça ne me donne aucun sentiment particulier parce que je sais que je suis Française parce que voilà, nationalité française. Mais franchement, moi, s'il faut choisir entre être Française et être Guadeloupéenne, je choisis d'être Guadeloupéenne, même si je sais que la France envoie beaucoup d'aides ou d'argent à la Guadeloupe pour nous aider. L'argent qu'on ne voit même pas parce que je pense que les élus locaux prennent tout pour eux. Mais non. En plus, j'ai de la famille en France, mais moi à moi-même, je ne me vois pas en France. (...) Ben en Guadeloupe dans tous les sens puisque même les Guadeloupéens entre eux-mêmes, ils peuvent faire du racisme; Guadeloupéens et Martiniquais font du racisme, Guadeloupéens et Haïtien, font du racisme; Guadeloupéens et Français métropolitains, ils font du racisme. Il y a du racisme partout en Guadeloupe aussi, mais ce n'est pas autant qu'en France. Eva (21 ans, étudiante et travaillant en alternance)

Kassy (d'origine guadeloupéenne, née en Guadeloupe) déclare appartenir à la Guadeloupe, car c'est ici qu'elle se sent chez elle, elle est très attachée à sa culture du partage et de la solidarité qui est très présente en Guadeloupe selon elle. Aussi elle indique le racisme et les microagressions qu'elle a vécus en France d'où son sentiment de ne pas y appartenir. Au niveau de sa citoyenneté, elle dit ne pas avoir le choix et ne se sent pas française, mais elle souligne que la Guadeloupe n'est pas encore prête à se suffire à elle-même, et donc que la France aide avec les aides. Elle dit que l'histoire du chlordécone a renforcé ses sentiments d'appartenance, le fait que la France ne prenne pas au sérieux pour elle le problème ne lui permet pas de se sentir française. Cependant elle indique ne pas avoir de haine et de rancœur. Elle mentionne que pour ses parents, en dehors du chlordécone, et en lien au passé colonial ils ont une vision plus dure. Étant d'une autre génération, ses parents ont vécu à une période différente d'elle, qui a radicalisé leur opinion envers la France. Pour eux, la colonisation a été marquante et la rancœur qui en découle reste présente.

Mais aussi, je me dis arrivée là-bas [en France], bon c'est ma perception, ils nous considèrent plus comme leur appartenance. Mes mots sont peut-être durs, mais! Par exemple, ils vont dire que la Guadeloupe c'est un lieu idéal pour passer des vacances et tout. Mais à aucun moment, après je ne généralise pas forcément, il y a beaucoup de 'métros' [des Français blancs de France]qui font de la Guadeloupe leur pays, mais bien souvent, c'est le lieu idéal pour passer des vacances, mais au-delà de ça, ils ne vont jamais nous considérer comme étant les leurs. (...) De toi à moi j'aurais préféré que la Guadeloupe ait son indépendance. Cependant, comme je disais par exemple, avec les institutions qu'on a, on n'est pas assez développés pour se suffire à nous même. Malheureusement, moi aussi j'en fais partie, je consomme des produits qui viennent de l'extérieur et donc je pense qu'on aurait peut-être pu se suffire à nous-mêmes si jamais ne serait-ce qu'au niveau de l'agriculture, on avait de quoi manger convenablement nous-mêmes, nos propres produits quoi. Kassy (23 ans, au chômage)

Danielle (d'origine guadeloupéenne, née en Guadeloupe) se sent Guadeloupéenne, descendante africaine. Elle est d'ailleurs une des seules participantes à mentionner son héritage africain. Cependant, elle le nuance en indiquant qu'il ne s'agit que d'un héritage, et que le temps a fait que désormais sa culture d'attache est celle de la Guadeloupe, et qu'elle ne pourrait prétendre connaître

celle d’Afrique. Ainsi, elle se sent plus Guadeloupéenne que française, en raison de son style de vie, sa culture et son environnement. Elle indique que lorsque des Guadeloupéens sont en France on leur fait ressentir qu'ils ne sont pas français, donc elle ne peut pas s'identifier à la France. Pour elle sa citoyenneté française est un fait uniquement, elle est Française par obligation.

Victor (d’origine guadeloupéenne, né en Guadeloupe) se sent appartenir à la Guadeloupe et aux Caraïbes. Il se sent plus Guadeloupéen que français, car il considère que la France est selon lui un peu raciste et condescendante. Il explique que sa citoyenneté française est plus un fait d'histoire qu'autre chose pour lui :

Là, je vous répondrai que la Guadeloupe a été anglaise, est devenue française et aurait pu être espagnole et aurait pu être hollandaise. Franchement, c'est ma nationalité parce que la Caravelle parce que les marins français ont réussi à péter la gueule aux marins britanniques, et aux marins d'Espagne aussi. Ce n'est pas... je pense que même si on avait été Espagnols ou Portugais, ou Hollandais ou Français ou Anglais, je pense que ça aurait été exactement pareil. Victor (45 ans, notaire)

Cependant, il souligne que sa nationalité n'est pas un facteur marquant pour lui sauf lorsque l'équipe de France de football joue.

Alanzo (d’origine vietnamienne et guadeloupéenne, né en Guadeloupe), il ne se sent Français que parce qu’il parle français, il évoque le terme de citoyen du monde. Il se sent aussi plus appartenir à la Basse-Terre en raison de l’environnement rural, de ses souvenirs, des gens généreux/sympathiques, et de l’ambiance générale. Il avoue que sa vision de sa citoyenneté a changé lorsqu’il s’est intéressé à l’histoire de la France et des colonies, de l’idéologie du pays. Ses parents étaient dans le moule colonial, pro-français d’où son insouciance plus jeune.

Stacey (d’origine guadeloupéenne, née en Guadeloupe) pour sa part souligne qu’elle ne se sent appartenir à aucun pays, aucun groupe en particulier. Citoyenne du monde, ou encore

« humaniste », c'est de cette façon qu'elle se décrit, et le mentionne avec répétition lors de son entrevue. Elle explique sa façon de penser en évoquant le fait que la Guadeloupe est une île « multiraciale », et donc pour elle s'identifier seulement à la Guadeloupe n'aurait pas de sens. Pour ce qui est de sa citoyenneté française, elle suit la même logique et déclare ne pas s'identifier à celle-ci. Pour elle, malgré son ressentis et le fait qu'être Française de Guadeloupe est différent que Française de France, elle n'a pas d'aversion ou encore de rejet pour sa citoyenneté française. Il s'agit d'un fait pour elle, et l'histoire de la Guadeloupe, ou encore la crise du chlordécone ne semble pas avoir changé son ressenti.

Cécile (d'origine martiniquaise et guadeloupéenne) se sent Antillaise comme Léon et Danielle, en raison de sa culture, et de son environnement. Elle exprime d'ailleurs avec insistance son appartenance à sa « race », qu'elle qualifie de « négresse » qui pour elle est essentielle. Comme tous les participants, elle considère sa citoyenneté française comme un fait, soit un papier.

Déjà, je me sens... comment dire ça... antillaise, d'accord. Et je n'ai pas honte de dire que je suis une négresse! Ça je l'affirme, je n'ai pas peur de ma race. J'en suis même très fière! Donc voilà, déjà pour parler de la race. Et puis le groupe, un groupe de personnes... je me sens femme! (...) Alors comme je te dis, je me sens Antillaise. Parce que je suis Martiniquaise, mais je me sens aussi Guadeloupéenne. Parce que je vis en Guadeloupe. (...) Parce que moi, la France, c'est comme si c'est une adoption. Et on revient toujours à la source première. Même si on est adopté. Mais on n'oublie pas qui on est. Donc pour moi la France est une adoption. Et non... euh... je ne me sens pas vraiment Française. (...) Alors en Guadeloupe c'est vrai qu'on a quand même des avantages. En tant que citoyenne française. Je pense que c'est un problème dans l'hexagone. Effectivement on n'a pas besoin de présenter son passeport. On n'est pas étrangers donc on est aussi citoyenne française. Mais quand on est en Guadeloupe, c'est vrai qu'il y a... l'origine, donc je parle même pour la culture, il y a la culture. Il y a aussi l'alimentation par l'alimentation et les mets. Donc il y a quand même une différence entre la culture française et la culture antillaise. (...) Donc il y a quand même les spécificités, je ne dirais pas les différences, mais les spécificités qui font que voilà on y est, on est Antillais. (...) Mais on n'est pas Français, on est Français

sur le papier français pour d'autres choses. Mais on a quand même notre culture qui nous rappelle qui on est. Cécile (64 ans, clerc de notaire)

Elle aborde un angle supplémentaire en déclarant qu'il est dommage que les personnes noires ne soient pas fières de leur apparence, elle donne l'exemple des cheveux qui pour elle sont un symbole de cette « négritude » :

Parce que je me dis qu'il y a des personnes qui se montent à elle-même. Déjà je vais parler même pour les cheveux. On n'a pas à changer la texture de ses cheveux. Il faut qu'on garde ses cheveux comme c'est. De là à les lisser pour aller, je ne sais pas dans un évènement, mais on accepte qu'il en est. Et ça, je ne sais pas. J'ai du mal à comprendre. Cécile

En évoquant cela, Cécile ancre davantage son appartenance au groupe qu'elle a choisi, soit une femme antillaise.

Pour résumer, la majorité des participants se sentent plus Guadeloupéens que Français. À défaut de se sentir Guadeloupéens en particulier, certains emploient le terme « citoyen du monde », ou « Antillais », deux termes qui illustrent les mélanges qui constituent la Guadeloupe. Plusieurs raisons reviennent concernant ces choix d'appartenance étant : les différences sociales, culturelles entre la Guadeloupe et la France, le racisme qu'il y aurait en France hexagonale envers les Guadeloupéens, le style de vie, l'environnement (paysage, climat), les traditions. L'histoire du chlordécone a joué un rôle dans un ensemble plus large de l'histoire de la Guadeloupe, de la colonisation, en matière d'influence sur leurs sentiments d'appartenance. Le lien qu'ils ont avec leur citoyenneté française est donc au travers de l'histoire, de leurs papiers français, et de la langue. Toutefois, aucun d'entre eux n'emploie un lexique violent à l'encontre de la France, malgré les éléments douloureux tels que le racisme envers les Guadeloupéens qui revient souvent. En mettant en perspective cette section avec les précédentes, il est possible de mieux comprendre comment le chlordécone affecte la vie des participants, et comment cela peut être relié à leur identité citoyenne de façon générale.

Chapitre 5 : Discussion

En 2021-2022, les conséquences de la crise du chlordécone sont toujours visibles dans le quotidien des Guadeloupéens. Le terrain effectué auprès des citoyens français de Guadeloupe l'illustre clairement, et c'est ce dont il sera question dans ce chapitre. En effet, leurs habitudes alimentaires (eau et aliments), leurs stratégies d'achat de ces denrées, et leur propre identité citoyenne sont influencées par les conséquences de l'usage du chlordécone en Guadeloupe et ce qu'il représente au travers de son histoire. Toutefois, le terrain a révélé que la crise du chlordécone fait partie d'un ensemble plus grand de problèmes et d'injustice que rencontrent les citoyens ultramarins en question. Ainsi, lorsqu'ils ont été interrogés au sujet du pesticide, ils ont pu s'exprimer sur les autres aspects qui l'entourent tels que la gestion politique de l'île par la France, et les problèmes d'eau et d'alimentation de façon générale. La compréhension du rapport France-Guadeloupe se voit bonifier au travers du thème du chlordécone qui, à l'image des autres problématiques entourant l'usage de pesticide toxique, mérite d'être étudié. Ce chapitre mettra en dialogue les réponses des participants avec la littérature évoquée dans le chapitre deux, soit la problématique. Les concepts clés étant le postcolonialisme afin de mieux comprendre la dynamique de l'île étant une ancienne colonie française ; la justice environnementale et alimentaire dans le cadre de la pollution par le pesticide (chlordécone) et ses impacts ; l'identité citoyenne au travers du phénomène de la nation, de la citoyenneté différenciée, et de l'intersectionnalité pour mieux comprendre le cas particulier des citoyens français de Guadeloupe.

1. Les habitudes et stratégies alimentaires / de consommation d'eau

Pour commencer, nous ferons état du régime alimentaire des participants, et de mettre en relation leurs réponses avec d'une part le contexte de crise du chlordécone, et d'autre part avec les enjeux que soulève la justice alimentaire. Effectivement, la crise du chlordécone impacte la production de denrées alimentaires locales en raison de la présence du pesticide dans les terres, les sources d'eau, les animaux, et donc dans les légumes, les racines et certains fruits. De ce fait, la consommation de produits locaux est à risque, car ces derniers peuvent contenir des résidus qui restent dans

l'organisme humain. De ces résidus, des problèmes de santé peuvent émerger, et il en sera question plus bas. La justice alimentaire prône l'accès à une alimentation saine et en quantité suffisante, le droit de pouvoir se nourrir, et la souveraineté alimentaire. À l'intérieur du discours des intervenants, il est possible de constater que les éléments qui permettent d'atteindre la justice alimentaire ne sont pas présents dans leur quotidien. Tous les participants de cette recherche ont un régime alimentaire divisé entre les produits issus de l'importation et les produits locaux. En effet, 90% des produits consommés par les habitants des Départements d'outre-mer (DOM) proviennent de l'importation (Murdoch 2021). Cela est en lien avec le faible pouvoir d'achat des habitants de la Guadeloupe. Effectivement, le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) de 1678,95 euros bruts par mois (1329,05 euros net) en Guadeloupe qui est le même qu'en France, et que gagne plusieurs participants, n'est pas en accord avec les prix plus élevés sur l'île. Il est donc plus difficile de faire ses courses avec ce salaire, voire avec un salaire un peu plus élevé. Les intervenants qui ont des salaires de 2000 euros et plus mentionnent eux aussi qu'ils font leurs courses dans les grandes surfaces où les prix sont moins élevés. Ils relatent un train de vie où ils font attention à leurs trajets de voiture, en lien avec l'essence aussi, qui s'ajoute aux coûts du quotidien. Concernant les prix, les Guadeloupéens déplorent les prix élevés en Guadeloupe en faisant la comparaison avec la France. Plusieurs intervenants le mentionnent d'ailleurs en expliquant que cela est en lien avec le système de taxation excessif appliqué à la Guadeloupe, la difficulté pour les agriculteurs à avoir des terres pour cultiver, et d'autre part, par un mode de consommation capitaliste. Par ailleurs, deux participantes se démarquent avec le choix de consommer local en majorité, dans le but de soutenir les agriculteurs, et l'économie guadeloupéenne. En faisant ce choix, ces participantes ont inclus dans leur quotidien ce qui semble être une nouvelle charge mentale et physique, tant l'achat de produits locaux pour combler tous les besoins demande un certain effort. En effet, afin de pouvoir faire cela, il est nécessaire d'aller dans plusieurs petites épiceries, et donc de faire plusieurs trajets en voiture. Ça soulève aussi le fait que les produits issus de l'agriculture locale en Guadeloupe ne sont pas encore assez répandus pour qu'il y soit une seule grande enseigne proposant en quantité suffisante tout ce qu'il faut pour les Guadeloupéens. La raison pour laquelle il en est ainsi, c'est parce que l'agriculture guadeloupéenne est axée sur l'exportation de denrées qui ne sont pas forcément nécessaires à l'alimentation première (sucre, banane, rhum, etc.). De ce fait, il n'y a pas encore assez de surfaces dédiées à la production de denrées locales centrales pour un régime équilibré, d'où le fait qu'il faut se tourner

vers les produits importés. De plus, le fait que plus de 50 % des terres agricoles sont contaminées au chlordécone (Cabidoche, Caron et al. 2007), cela rend difficile pour les agriculteurs la culture de légumes et de racines (la pomme de terre, la patate douce, etc.), qui sont au centre d'une alimentation saine et variée. Cependant, certains agriculteurs le font quand même, et ce sont les produits qui sont retrouvés dans les petites épiceries par exemple. Effectivement, le seuil de résidu de chlordécone accepté permet à ces derniers de vendre leurs produits tout de même sur le marché (Ferdinand 2021). Il existe aussi des agriculteurs qui ont des parcelles bio, soit garanties sans chlordécone selon les dires de certains participants.

Dans sa recherche « Bridging the Divide to Face the Plantationocene: The Chlordecone Contamination and the 2009 Social Events in Martinique and Guadeloupe », Malcom Ferdinand (2021) interroge des agriculteurs martiniquais sur les effets de la crise du chlordécone sur leur vie professionnelle. Ces derniers expliquent que les lois de restrictions concernant les terres trop infectées ont impacté leur travail, car ils ont perdu des terres agricoles. La méfiance des clients, spécialement de futurs parents, concernant la présence de résidus dans leurs produits, a fait chuter leurs ventes. Tout cela menant certains d'entre eux à tomber dans la pauvreté, être au chômage, ou à se reconverter. Il explique aussi que la réticence des clients d'acheter leurs produits, a mené ces derniers à se tourner davantage vers l'importation (Ferdinand 2021). Les résultats de la recherche de Ferdinand sont en lien avec les dires des participants de ma recherche. Effectivement, lorsque les intervenants sont interrogés quant à la disponibilité et la diversité des produits locaux, ces derniers mentionnent les obstacles qu'ont les agriculteurs locaux pour produire des denrées de qualité et en quantité suffisante. C'est une des raisons qui les mènent à se tourner vers les produits importés. De plus, ayant interrogé un pêcheur, il relate de mêmes maux dans son discours. Les zones de pêche étant réduites, leurs activités sont limitées, et ils sont victimes de la méfiance de certains clients aussi. En somme, ce mode de consommation est en lien direct avec l'histoire coloniale de l'île, notamment l'histoire de l'agriculture. La Guadeloupe a basculé dans un processus d'agriculture basé sur l'exportation dès l'arrivée des colons. Les pratiques d'agriculture des autochtones (Arawaks) qui leur permettaient de se suffire ont été détruites afin d'utiliser les terres pour cultiver des denrées qui ont le potentiel de bien se vendre à l'international par les colons. La décolonisation de l'île s'est faite de telle sorte que les descendants des maîtres esclaves ont conservé les terres et donc les activités économiques qu'elles leur permettent. Prolongeant jusqu'aujourd'hui ce système d'utilisation de l'agriculture à des fins d'exportations. L'usage du

chlordécone est donc une extension de ce système issu de la colonisation, qui impacte la souveraineté alimentaire des Guadeloupéens. Le fait que les participants soient obligés de consommer des produits importés afin d'avoir une alimentation équilibrée relate de l'injustice qu'ils vivent.

Ainsi, il est possible de faire un lien avec des recherches similaires telles que celle de Ballet, Berthe et Ferrari (2016) dans laquelle ils utilisent la justice environnementale et alimentaire pour le cas de l'Inde avec les organismes génétiquement modifiés (OGM). Effectivement, leur recherche a permis d'identifier des problèmes similaires avec la Guadeloupe. C'est au travers de l'usage de produits chimiques dans la production du coton, de l'aubergine et de la moutarde que les terres indiennes en question ont été infectées au même titre que les produits cultivés. Plusieurs agriculteurs ont trouvé la mort dans leur champ de coton, et des civils aussi en consommant une moutarde dont le procédé de fabrication était défaillant. Les raisons qui poussent les grosses industries derrière ces productions à utiliser des substances toxiques sont la productivité et la quantité supérieure qu'elles permettraient. À l'image des grèves qui ont traversé les Antilles françaises concernant le chlordécone, la population indienne s'est aussi soulevée. Ce cas d'étude a permis aux chercheurs de mettre en lumière plusieurs postulats qui s'appliquent eux aussi à la Guadeloupe. Tout d'abord, les situations de justices alimentaire et environnementale sont liées à des externalités économiques et sociales (Ballet et al. 2016; Adamou et al. 2018; Larrère 2009). La consommation de denrées alimentaires potentiellement toxiques est une des formes de pollution subie par les populations du Sud et les minorités racialisées. Les plus pauvres et les minorités racialisées sont plus exposées à ce genre d'injustice. En Guadeloupe, 34,5% de la population vit sous le seuil de pauvreté (INSEE 2022), et l'île est majoritairement composée d'individus racialisés. Les citoyens français de Guadeloupe sont concernés par ces phénomènes, et leurs réponses lors de ce terrain en attestent.

1.2 La balance des choix, consommer ou ne pas consommer ?

Le fait que les participants consomment tout de même en partie, ou en quantité des produits locaux, tels que les racines, les poissons et les bananes, s'explique par le fait qu'ils ont l'habitude de consommer ainsi, parce que le goût de ces aliments leur plaît, ou encore parce que ces produits sont

disponibles à proximité (avec la connaissance d'un agriculteur dans la famille ou près de sa maison par exemple). Il y a une économie informelle qui s'est installée lorsque les citoyens achètent chez un « paysan du coin », ou lorsqu'un « tonton » ou un proche leur offre des légumes. Cela est le résultat de la difficulté d'acheter des produits locaux (que ce soit au niveau du prix, ou de la quantité/diversité disponible). Il est possible de relier cette situation à d'autres cas tels que celui de Saint-Pierre-et-Miquelon, abordé par Catherine Keske, Jennifer Dare, Tiffany Hancock, et Myron King dans le cadre d'une recherche sur la justice alimentaire. En effet, l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon qui malgré le fait qu'il s'agit d'une nation considérée comme riche contrairement à la Guadeloupe, son climat et ses sols place la population dans des situations d'insécurité alimentaire. Effectivement, en raison d'un climat très froid, et d'un écosystème de type boréal, les locaux de l'archipel n'ont que des périodes restreintes de végétation, entraînant ainsi des coûts importants de transport, et une répartition difficile de leurs ressources naturelles. De ce fait, les Saint-Pierrais ne peuvent bénéficier d'une agriculture de subsistance, et dépendent beaucoup des importations des produits alimentaires (Keske, Dare et al. 2016). Ainsi, partagé entre le Canada et la France, l'archipel est menacé par un arrêt des échanges commerciaux entre les deux pays, et par des restrictions telles que celle imposée par la Cour internationale d'Arbitrage en 1992, qui vise à réduire la surpêche. Il y a une véritable mainmise sur l'archipel par la France et le Canada, qui bien qu'en leur donnant des subventions et des programmes sociaux, ils profitent de leurs ressources naturelles, ainsi que de sa position géostratégique. Cette recherche soulève aussi le fait que les études sur ce genre de cas sont rares. Le cas de la Guadeloupe se rapproche du cas de Saint-Pierre et Miquelon au travers de cette dépendance créée par la France qui met l'île dans une situation d'injustice/ d'insécurité alimentaire. Cela permet l'apparition de ces économies informelles où les citoyens tentent de trouver des stratégies afin de pallier ce problème et de consommer tout de même les aliments locaux qui leur plaisent. Une ouverture intéressante à faire sur ce type d'économie est de savoir comment s'assurer de la qualité de ces produits. Il s'agit ici d'un échange basé sur la confiance dans un contexte où l'État n'est plus gage de fiabilité pour eux suite à une crise telle que celle du chlordécone. Dans le cadre de ma recherche, cet élément permet de répondre aux objectifs de compréhension des effets du pesticide sur le quotidien des civils de Guadeloupe. Cet aspect sera repris dans une section suivante, car il affecte l'identité citoyenne des participants.

L'habitude et le goût sont en lien avec un aspect de la culture guadeloupéenne (la cuisine), qui nécessitent ces ingrédients, et qui avant l'usage du chlordécone n'étaient pas contaminés. Le fait

que la possibilité de cuisiner des plats locaux, propres à l'identité guadeloupéenne soit affectée par la présence de résidu de chlordécone est une injustice vécue par ces derniers. Il y a donc un véritable choix de consommer local malgré les possibles risques. Il s'agit d'une véritable balance des choix qui est opérée dans un contexte d'intensification de l'agriculture et la généralisation de l'utilisation de produits toxiques pour la culture. Dans le cas du chlordécone, le choix est encadré par un calcul de coûts et de bénéfices, qui se retrouve dans leurs réponses étant : soit ne plus manger locale, et seulement se baser sur des denrées importées « considérées » comme plus saines, car non contaminées, soit manger locale malgré les résidus de chlordécone afin de soutenir les agriculteurs et de maintenir les traditions guadeloupéennes. Cette balance des choix est d'autant plus pertinente lorsque les intervenants mentionnent le fait que les produits importés, notamment les légumes et les fruits, peuvent être aussi cultivés avec des pesticides comme le chlordécone, tout aussi toxiques, mais sont acceptés sur le marché. En effet, les études qui existent sur d'autres pesticides toxiques, ainsi que la création de la Convention de Stockholm (2014) pour en interdire, illustrent l'ampleur de ce problème dans le monde. Leur usage illégal et/ou non encadré est un phénomène fréquent dans les pays en voie de développement où les petits agriculteurs ont plus facilement accès à ces pesticides jugés dangereux, car ils sont moins chers et disponibles. Les politiques qui encadrent leur usage étant moins présentes et/ou effectives ne placent pas ce problème au premier plan pour ces pays selon les études (Lopes Soares 2009; Temkin et al. 2022). Ainsi, le caractère illégal ou informel de ces usages de pesticide non encadré appuie l'argument des participants voulant qu'il ne soit pas sûr que les produits importés soient mieux. D'autant plus que la France ne fait pas exception dans ce domaine étant l'un des premiers pays consommateurs de pesticide (Alliot et al. 2022).

Aussi, la mise en priorité de l'économie locale en supportant le travail des agriculteurs permettrait à ceux-ci de se doter de nouvelles technologies pour cultiver des produits diversifiés, en quantité et plus sains. Deux participants ont mentionné l'agriculture hors sol, qui pourrait être une alternative pour que les sols contaminés ne soient plus un obstacle à la qualité. À l'île de la Réunion, qui est elle aussi une ancienne colonie française, les agriculteurs se sont tournés vers l'agriculture hors sol, notamment de la tomate, fruit le plus consommé sur l'île. C'est en raison de la nature instable de l'île (cyclones, parasites, etc.) que ces derniers ont opté pour le hors sol. Cette technique demande plusieurs aménagements, et une main-d'œuvre formée à ce genre d'agriculture (Simon et Minatchy 2009). Le besoin de se tourner vers le hors sol pour la tomate à la Réunion vient aussi du

fait que les cultures de tomates étaient constamment contaminées par un virus, les moyens ont été mis en place pour résoudre ce problème grâce au hors-sol. Une reconversion de l'agriculture en Guadeloupe vers le hors-sol est une piste intéressante à étudier, et le fait que l'île ne se soit pas tournée vers cette technique soulève des enjeux connaissant le problème non résolu du chlordécone.

Il s'agirait donc d'une forme de « sacrifice » à faire afin que les choses concernant ce domaine puissent changer. À ce propos, ce genre d'action proposée par certains s'appuie sur l'action citoyenne, dans un contexte où tous les intervenants n'ont plus confiance en leurs élus, et au gouvernement de façon générale, mais nous y reviendrons plus loin. Pour ce qui est de l'eau, les mêmes stratégies sont opérées. Toutefois, l'eau du robinet en Guadeloupe étant censée être potable, elle est contaminée par le chlordécone et d'autres polluants tels que ceux issus du déversement des distilleries dans les rivières. Les habitants ont donc le choix de continuer de boire celle-ci lorsque cela est possible, soit consommer de l'eau embouteillée ou filtrée. L'issue ici est que l'eau du robinet n'est pas accessible de façon constante. Les coupures d'eau sont récurrentes et peuvent durer plusieurs jours, et les alertes de bactéries mortelles présentes dans l'eau, interdisant sa consommation sont aussi d'actualité sur l'île. Les résidus de chlordécone sont présents dans l'eau du robinet en raison de la fréquence insuffisante du changement des filtres à charbon installés dans les canalisations, dont font état les journaux locaux (Guadeloupe 1ère⁹ ; RCI). De ce fait, les participants se retrouvent donc à boire l'eau du robinet lorsqu'elle est disponible pour certains, ou opter pour un coût supplémentaire en achetant des bouteilles d'eau, des systèmes de filtration, des fontaines/bombes à eau, etc. Or, l'eau en Guadeloupe et en Martinique est la plus coûteuse de France, s'ajoutant à la réalité de la vie chère de façon générale dans les DOM-TOM (Le Conseil économique, social et environnemental 2022).

Ainsi, au travers de l'alimentation (en prenant en compte l'eau potable), il est possible de déceler l'influence que cela a sur le libre choix que devraient avoir les populations locales d'entretenir leurs traditions culturelles et de choisir leur système agricole. (Ballet et al. 2016, 11; Welsh et MacRae, 1998 ; Hassanein, 2003) Tout comme ce que proposaient les chercheurs Duraiappah (1998), et Polishchuk et Rauschmeyer (2012), l'accès aux ressources naturelles est brimé

⁹ Guadeloupe 1^{ère} : <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/eau-en-guadeloupe-le-probleme-recurrent-du-manque-de-filtres-a-charbon-actif-pour-le-chlordecone-1323640.html> ; RCI : <https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Informations-pratiques/Leau-impropre-la-consommation-Trois-Rivieres>; France-Antilles :

(Duraiappah 1998, et Polishchuk et Rauschmeyer 2012, cités par Ballet et al. 2016). Les citoyens vivants en Guadeloupe sont à l'intérieur du croisement entre la justice environnementale et alimentaire.

2.L'identité citoyenne

2.1 L'impact du système colonial sur l'identité citoyenne des Guadeloupéens

La tension qui réside dans la stagnation du problème du chlordécone en Guadeloupe est aussi le résultat du façonnage d'un paysage postcolonisation, où la transition entre l'ancien modèle colonial et le nouveau modèle post-colonisation comporte encore des débats et des défauts. Comme le souligne Adlai Murdoch, spécialiste des Antilles françaises et des dynamiques identitaires en lien avec l'histoire de celles-ci, la décolonisation de la Guadeloupe a été faite de telle sorte que les maîtres d'esclaves soient dédommagés pour l'arrêt du système colonial qui leur apportait leur richesse, à eux et à la France. Les terres qu'ils possédaient et le monopole sur l'import et l'export de l'île ont été perpétués, et sont encore aujourd'hui entre les mains des Békés, soit les descendants des familles de maître d'esclaves de la période coloniale (Murdoch 2021). La Guadeloupe dans une perspective postcoloniale fonctionne sous une dynamique de domination semblable à celle durant l'époque coloniale. Certains participants mentionnent d'ailleurs le rôle des Békés dans l'utilisation illégale du chlordécone en Guadeloupe et en Martinique durant les trois années supplémentaires qui ont suivi son interdiction en France. Ce fait historique contribue au ressentiment des Guadeloupéens quant à la gestion politique de la Guadeloupe par la France, nous y reviendrons dans la section sur le rapport au gouvernement et l'identité citoyenne. Afin de renverser le système qui entraîne le coût élevé des denrées alimentaires en Guadeloupe, certains participants proposent des solutions « fortes », telles que des grèves, ou de faire un embargo. La situation étant la même depuis longtemps, malgré les nombreuses grèves qui ont traversé l'île, ces citoyens-là estiment que ce n'est que par la force désormais qu'il sera possible de changer les

choses. C'est par un embargo, selon Danielle (32 ans, clerc de notaire), qu'il sera possible de bloquer l'arrivée des marchandises importées en Guadeloupe, afin de donner la chance aux locaux de mieux vendre leurs marchandises. Elle souhaiterait d'ailleurs que la Guadeloupe recommence à cultiver des produits diversifiés comme cela était le cas à l'époque, en fonction des saisons, afin de ne plus être dépendants de l'importation. Ce qu'elle propose pour la Guadeloupe est en lien avec la sécurité alimentaire, qui n'est pas assurée en Guadeloupe, notamment en raison du chlordécone.

2.2 Un manque de reconnaissance

Dans la même lignée, la justice environnementale demande la prise en considération de l'avis et de l'accord des populations qui auront leur environnement transformé. Cela a un impact sur l'aspect identitaire des populations touchées. Aussi, l'équité dans la production des bénéfices issue de l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que dans les pollutions que cela génère est aussi important dans ce qui est de façon générale le processus de reconnaissance des populations concernées (Ballet et al. 2016). Lors des revendications des Indiens concernant l'usage des OGM, une reconnaissance de leur existence était demandée. Elle s'articulait au travers du droit à la parole dans la prise d'une nouvelle décision qui va impacter leur environnement, un partage équitable des bénéfices qui vont émerger de ces projets, ainsi qu'un processus de mise en valeur des populations locales lors de l'initiation du projet (Ballet et al. 2016).

Lorsque les participants mentionnent l'injustice que représente l'usage du chlordécone, et le fait qu'ils n'ont pas confiance en leur gouvernement, cela serait donc en lien avec ce processus de reconnaissance. Leurs voix n'étant pas écoutées lorsque des décisions sont prises, cela réduit le lien avec la France, qui prend l'image d'un maître dont les décisions ne peuvent être contestées. Dans le cas de la Guadeloupe et du chlordécone, il y a une instrumentalisation, non pas du droit à l'alimentation comme le proposait Brauner et al. (2012), mais du développement économique de l'île. Les intérêts des producteurs de bananes ont été utilisés de telle sorte qu'ils reflètent les intérêts de toute l'île ; or cela n'était que pour satisfaire des économies grandissantes. En effet, puisque la Guadeloupe était passée dans un système de monoculture, mettant la banane en avant, la chute des ventes entraînait forcément une baisse dans l'économie de l'île, et de moins bonnes conditions de

vie pour les professionnels du milieu. La question de cela valait-il le coup d'utiliser ce pesticide pour relever l'économie se pose, et rentre dans la balance des choix qui minent les participants comme mentionné précédemment. Effectivement, afin de combler la demande d'une population grandissante, l'usage des pesticides s'est accentué dans le monde. Comme indiqué dans le chapitre de problématique, d'autres pays dans le monde ont ce problème quant à l'usage de pesticide toxique. C'est le sujet de plusieurs recherches assez bien documentées sur l'usage des pesticides qui ont des impacts sur la santé humaine (Kalantzi et al. 2001; Kannan et al. 1997; Tariq et al. 2007; Toft 2014; Thompson et al. 2017; Abrahams 2002; Rauf et al. 2002; Pazou et al. 2006; Mansour et al. 2009; Letta et al. 2013). Un participant (Victor, 45 ans, cleric de notaire) le note d'ailleurs en indiquant que la crise du chlordécone aurait pu arriver aussi dans n'importe quel autre pays, et que le problème est l'État qui ne prend pas ses responsabilités selon lui. Comme l'indique Malcom Ferdinand (2015), le silence de l'État français quant à la responsabilité politique de la crise du chlordécone découlerait d'un effort de la sauvegarde de son honneur centrale à sa Constitution. La reconnaissance de cette faute toucherait à un des principes centraux de sa Constitution, soit l'égalité de tous les citoyens français (Ferdinand 2015).

2.3. Impact sur la santé et responsabilité de l'État

2.3.1 La santé

La santé est aussi un élément majeur dans la réflexion des citoyens interrogés. Leurs témoignages concernant les questions qu'ils se posent sur leur état de santé sont poignants, et reflètent le manque d'études sur les effets sur la santé humaine du chlordécone. D'autres ont déjà perdu des membres de leur famille de cancer de la prostate par exemple, et sont persuadés que cela est lié au chlordécone, chose qui renforce leurs craintes. En effet, les cancers de la prostate sont très élevés en Guadeloupe et en Martinique, 90% de la population en 2018 avait dû chlordécone dans le sang selon une étude, et il s'agit de la première cause de décès dans les îles (Ferdinand 2021 ; Multigner 2016). En outre, le pesticide ayant des effets sur le long terme, qui se manifestent lentement, et dont il n'est pas possible de voir les effets physiquement, crée une autre charge mentale pour les populations qui vivent en connaissant le chlordécone (Ferdinand 2021). Cela se retrouve énormément dans les réponses des participants, qui se questionnent sur les autres maladies que

l'exposition au chlordécone peuvent donner, sur s'ils sont déjà contaminés, d'autres en sont déjà persuadés et décident de vivre avec. De surcroît, les études étant minimales sur les effets du chlordécone sur la santé, celles-ci ne sont pas facilement accessibles ni propulsées par l'État. Le président Emmanuel Macron lors de son passage en Martinique en 2018 n'a pas reconnu les conséquences sur la santé que le pesticide peut avoir (Ferdinand 2021). Or, plusieurs liens sont à explorer concernant la santé, notamment en ce qui concerne la contamination des enfants dans le ventre de leur mère durant la grossesse, et par le lait maternel, le taux de prématurés important, et la perturbation du développement neurologique de ceux-ci dû au dérèglement hormonal que produit l'exposition au pesticide. Aucun des participants n'a mentionné l'un des possibles effets suivants, mis à part pour le cancer de la prostate. Toutefois, plusieurs soulignent des effets possibles sur d'autres affectations physiques – tout en soulignant leur ignorance au sujet d'un lien possible avec le contaminant et leur inquiétude générale (cancer de la typhoïde, cancer du poumon, effets sur le corps de la femme, etc.). Les raisons pour lesquelles il n'y a pas eu plus d'études dans le cas du chlordécone en Guadeloupe (et en Martinique) ne sont pas connues officiellement, mais peuvent être reliées au fait que l'État ne le prend pas en considération. À ce propos, certains discours des participants déplorent le fait que leur gouvernement ne les prend pas en considération. C'est dans ce cadre que le concept de citoyen de seconde zone émerge, nous le verrons par la suite. L'injustice réside donc dans la façon dont les torts sont gérés par le gouvernement. Toute injustice ayant un impact sur les individus qui en font l'expérience, cela se reflète dans la citoyenneté française des Guadeloupéens.

2.3.2 La responsabilité de l'État

Pour ce qui est du gouvernement, il y a un manque de confiance envers les élus, en raison du manque de transparence de l'État, notamment concernant la gestion des fonds attribués à la résolution des problèmes sur l'île. Le chlordécone est une crise qui a réuni de nombreuses sommes d'argent, qui, pour les intervenants, n'ont pas été utilisées à bon escient. Les élus locaux, ainsi que le gouvernement en France, sont pour eux tous les deux coupables de ce laisser-aller. D'une part, les élus au niveau local ne sont pas efficaces selon les participants, et certains parlent même de corruption et du détournement des fonds qui sont envoyés par la France. D'autre part, le gouvernement de France est critiqué, car il ne s'implique pas assez selon eux, et délaisse les

problèmes en envoyant des fonds. Par ailleurs, l'inefficacité des politiciens est prise par certains intervenants tels que Danielle (32 ans, clerc de notaire) comme un fait, et elle prône qu'il ne faudrait plus compter ni sur le gouvernement ni sur l'argent qu'ils envoient. Il est possible de relier cela avec leur réticence à se faire entendre par le gouvernement pour la plupart, conservant ainsi le statu quo dans le lequel se trouve l'île, notamment en ce qui concerne le chlordécone. Toutefois, malgré l'injustice, les participants n'ont pas vraiment de paroles violentes envers ceux qu'ils jugent coupables de la pollution et de ses répercussions. C'est d'ailleurs assez paradoxal lorsque cela est associé à leurs réponses négatives lorsqu'il s'agit de se faire entendre par le gouvernement. Pour la plupart, ils pensent ne pas être assez informés sur la question pour prétendre à se faire entendre. D'autre part, le lexique utilisé pour décrire cette situation va de celui de la tristesse, de la colère, à celui de la déception et de l'indifférence. La souffrance des participants face aux injustices qu'ils vivent n'est pas prise en compte par le gouvernement dans leurs ressentis. Aussi, cette blessure est la raison pour certaines comme Stacey (54 ans, gérante) ou Kassy (23 ans, chômage) de ne pas prendre action face à ce qu'ils considèrent comme une injustice. Cela rouvrirait des plaies qu'elles ne sont pas prêtes à supporter. Toutefois, face à l'inaction du gouvernement, l'action citoyenne devient une solution afin de sortir d'une part de la crise du chlordécone, et d'autre part de la dépendance économique de la Guadeloupe à la France.

2.4 La citoyenneté différenciée

À la lumière de ce qui précède, l'identité citoyenne française est clairement affectée dans le cas de cette recherche. Les citoyens français de Guadeloupe interrogés ne se sentent pas français, et ne s'identifient pas à la France. Comme l'expliquait Phillippe Dewitte (2002), la nationalité/citoyenneté n'est pas forcément une garantie de l'intégration. Selon Brubaker (2002), lors de la construction des groupes identitaires, les élites créées des catégories vides auxquelles ils ajoutent des caractéristiques identitaires afin de désigner les communautés ou la nation (Brubaker 2002). La représentation du citoyen/ne Français/e comme un homme/ une femme blanche catholique reste dans l'imaginaire collectif, ce qui crée encore aujourd'hui des discriminations diverses envers les non-Blancs, et les non-catholiques dans le pays. L'intégration des populations des anciennes colonies étant différente de cette représentation du français entraîne ces problèmes

d'appartenance vécus par les citoyens ultramarins. De plus, les auteurs Jaffrelot et Dieckhoff (2006) indiquent dans leur ouvrage l'importance des liens du sang, de la race et/ou de la communauté religieuse afin de créer des liens avec la nation. Étant une population majoritairement racialisée, les discriminations, les micro-agressions, ou encore le racisme que vivent les Guadeloupéens empêchent selon eux de créer ce lien avec leur citoyenneté française. Les participants appuient aussi cette pensée, en énonçant les différences qui les séparent du « français de France ». La culture, l'environnement (géographie, climat, faune), la langue, les traditions sont les éléments qui les éloignent de la France hexagonale. À cet effet, ils se sentent tous Guadeloupéens, leurs sentiments d'appartenance plus larges varient ensuite avec des catégories telles que la jeunesse, ou le genre par exemple. De surcroît, deux participantes mentionnent leur origine africaine. L'une fait le lien avec sa couleur de peau noire (Cécile), et l'autre (Danielle) avec l'histoire de la Guadeloupe (migration forcée lors de l'esclavage). À ce propos, l'histoire est un élément qui rassemble les membres d'une nation, comme le proposaient Ernest Renan (1882) et Anderson (2002), mais dans le cas de ce terrain, elle semble la diviser. Les participants associent l'histoire de la France et de la Guadeloupe à la période coloniale où était pratiqué l'esclavage. Cela ne permet pas de créer ce lien identitaire comme cela peut être le cas avec d'autres peuples qui ont été réunis en France hexagonale. Ce sentiment semble rester d'actualité à l'écoute des réponses des participants, notamment dans un contexte où il y a de nombreux problèmes qui subsistent en Guadeloupe. Néanmoins, selon Brubaker (2022) les groupes identitaires sont des constructions à caractère éphémère, qui changent au fil du temps. Il n'existe donc pas de démarcations et de véritable homogénéité à l'intérieur des différents groupes identitaires. Cela explique pourquoi, tel un évènement, il existe des moments de solidarité collective, ainsi que des moments de division, en fonction du contexte (Brubaker 2002). Le contexte de la crise du chlordécone ne permet pas en suivant cette logique, aux participants et à d'autres citoyens semblables, de s'identifier dans la construction « du français de France ». À l'inverse, il y a un attachement à la localité, à ce qui est proche, et à la construction du Guadeloupéen et de la Guadeloupéenne au travers de l'histoire de l'île. Il y a aussi un effort de retour vers les « racines » qui s'exprime par le lien de Cécile et de Danielle avec leurs ancêtres africains. Tous ces éléments n'intègrent pas la France dans leurs sentiments d'appartenance, mis à part le côté formel. La langue française, le système français, et leurs documents d'identité sont les seuls éléments mentionnés qui les rattachent de façon factuelle au pays, nous y reviendrons.

Toutefois, il est important de ne pas généraliser ce sentiment, car bien qu'à l'intérieur de cette recherche les participants évoquent cette distance avec la France, d'autres peuvent se sentir Français comme le prônait Aimé Césaire (1959), figure emblématique de la négritude dans les Antilles. Ce dernier soulignait le besoin d'égalité des citoyens ultramarins, en prenant véritablement en compte leurs voix. Or, à ce propos, d'autres auteurs proposent que la quête pour une égalité dans la citoyenneté française se perde avec le désir de reconnaissance des particularités locales. Ce choc aurait un impact sur la perception identitaire des citoyens français de Guadeloupe (Vaillant 2007 ; Thiann-Bo Morel 2019). L'utilisation du terme de citoyen de seconde zone revient dans le discours de plusieurs participants, illustrant un traitement différent entre les citoyens de France et de Guadeloupe.

2.4.1 L'intersectionnalité

Comme l'expliquent les auteurs tels que Rémi Bachand (2014) sur l'intersectionnalité, il existe des croisements entre le racisme, le patriarcat et le capitalisme, qui ont pu faire émerger le féminisme postcolonial et le rapport « Occident-Tiers-monde » (Bachand 2014, p.7). Cela permet de souligner à la fois les problèmes politiques, économiques, culturels et sociaux des pays en voie de développement, ainsi que les problèmes à l'intérieur des pays occidentaux où migrent ou résident des individus issus de sociétés postcoloniales (Bachand 2014, Mohanty 2003, Maillé 2007). En s'inspirant de cela, les citoyens interrogés sont le croisement du racisme (hérité de la période coloniale) et du désir d'universalisation propre à la République française. Ainsi, leurs revendications ne peuvent être prises en compte par le citoyen français blanc de France, d'où l'utilité de trouver un espace intersectionnel dans lequel leur statut de citoyen français de Guadeloupe peut être reconnu et compris.

Pour commencer, l'histoire des Antilles a mené à la création de terres où plusieurs peuples d'origines différentes ont cohabité, et au fil des années a donné naissance à une population spécifique aux Antilles françaises. La décision de lier ces métissages à la France au travers de la citoyenneté peut engendrer des difficultés identitaires chez les insulaires. Ainsi, les entrevues mettent en lumière que, d'une part, il y a un désir de se sentir Français, et d'autre part il y a celui

de se sentir Antillais, voire guadeloupéen. Les relations de domination entre la France et ses anciennes colonies se sont construites sur la base de ces séparations identitaires, afin de mettre en exergue qui a le pouvoir sur l'un et sur l'autre. L'intersectionnalité permet de lire dans le cas guadeloupéen, comment la cohabitation de différents groupes sociaux a un impact sur les rapports de domination et sur les discriminations. Ainsi, être « Antillais et Français » diffère d'être « Français de France »; être « Antillais, être racialisé et Français », est différent d'être « Antillais, Blanc et « Français ». Il existe donc des facettes, voire des niveaux de discriminations différents qui sont invisibilisés par l'aspect de la citoyenneté française. Comme l'expliquent plusieurs participants, en Guadeloupe ils/elles ne se perçoivent pas comme des individus racialisés, mais en France hexagonale oui. C'est au travers de remarques sur leur accent, ou sur leur couleur de peau que le décalage pour eux est présent. Ainsi, comme l'a proposé Léon (25 ans, surveillant d'école et autoentrepreneur), il se dit citoyen français, mais « différent ». Pourtant, l'existence des Békés, qui sont une particularité des Antilles françaises, comme le mentionnent certains participants dans le cadre de la crise du chlordécone, reflète un niveau de discrimination différent à l'intérieur des îles. En effet, ces individus sont pour la plupart de couleur de peau blanche, mais sont des Antillais, descendants des maîtres esclaves. Cependant, ces derniers ont le monopole du pouvoir d'achat dans les Antilles françaises, et leur expérience en tant que Guadeloupéen par exemple diffère en raison de leur classe sociale. Il s'agit ici d'une autre illustration de la complexité des discriminations. De plus larges études sur le sujet en Guadeloupe mériteraient d'être réalisées, afin de mettre en lumière la complexité des discriminations à l'interface de la couleur de la peau, de la classe sociale et du genre. Les représentations ambivalentes des répondants à propos de leur sentiment d'appartenance et la perception de leur identité française « différente » apparaît le reflet de constructions sociales inégalitaires à l'intérieur de la « nation française », comme citoyens d'un territoire issus de la colonisation. . En raison de cette séparation identitaire qui a été créée par la période coloniale et postcoloniale, l'histoire et les discriminations ont affecté le lien entre ces derniers et leur citoyenneté, créant des identités multiples (par exemple antillais et caribéen, antillais et de Basse-Terre), qui excluent parfois la nationalité française.

En somme, le fait que les intervenants ne se sentent pas citoyens français s'explique selon eux par l'absence de reconnaissance dont fait part l'État, et par les différences socioculturelles qui les sépareraient. Différences qui leur valent un traitement différent lorsqu'ils vont en France hexagonale. Or, la différence n'est pas à appréhender de façon péjorative dans tous les cas. C'est

ce que propose Gérard Ze Mendo (2007) au travers du concept de citoyenneté différenciée, qui serait une évolution de la citoyenneté française en lien avec la diversité qui construit le peuple français. Parmi les actions proposées, la création d'un espace de parole et de mobilisation citoyenne reconnaissant les complexités identitaires en Guadeloupe, et où les citoyens souhaitant se faire entendre au gouvernement ou aux instances décisionnelles puissent le faire et soient reconnus dans leurs spécificités. Il s'agirait alors d'un contexte où leurs particularités en tant que français seraient prises en compte. Tout comme le soulignait Stacey (54 ans, gérante), l'action citoyenne manque en Guadeloupe, et l'absence d'une vision intersectionnelle de l'État pourrait en être la cause, d'où l'intérêt d'aborder ce concept.

2.5 Une culpabilité en signe de dépendance ?

D'autre part, lorsque les participants sont interrogés sur leur rapport à leur citoyenneté française, nombre d'entre eux ne peuvent s'empêcher de mentionner les aides que le système français leur donne (aides au logement, allocation familiale, etc.). Cet élément ressort comme une façon de se déculpabiliser d'avoir exprimé ce détachement à la France. Or, la dépendance créée par la France passe par ces aides, qui, à l'image de la « solution pansement » citée par les participants concernant le chlordécone, en est aussi une en lien avec le haut taux de chômage et de pauvreté sur l'île. Il est possible d'identifier ici les dynamiques de dépendance psychique et économique dont fait état l'auteur Adlai Murdoch (2021) lorsqu'il parle de la domination de la France dans un contexte postcolonial.

3. Ouverture

Pour finir, le chlordécone ouvre la voie aux participants afin de parler d'un problème plus large qui affecte leur quotidien. Plusieurs paradoxes ressortent dans leurs réponses et sont le résultat de l'intersection dans laquelle ils se trouvent par rapport à la France et à leur histoire avec elle. Les obstacles qu'engendre la contamination des terres et des sources d'eau sur l'île créées des

difficultés et des charges mentales supplémentaires à surmonter au quotidien. Le désintérêt ou le manque de connaissance spécifique sur le chlordécone et ses effets est relié à un mode de vie où la frustration du statu quo est ressentie. L'ouverture qui est proposée à l'issue de ce mémoire dans le chapitre « conclusion » porte sur la réappropriation de l'environnement par les locaux, ou encore les nouveaux autochtones de la Guadeloupe comme le propose l'auteure Mélanie Newton (2013). L'action citoyenne que mentionne plusieurs intervenants s'ancrerait dans le cadre d'une écologie postcoloniale, qui ouvrirait la porte vers la justice environnementale et alimentaire, ainsi qu'au rééquilibre du rapport de domination France-Guadeloupe.

Conclusion

Pour conclure, la question de savoir si le chlordécone a des effets sur le quotidien des civils français guadeloupéens est affirmée par la présente recherche. Au travers des différents aspects abordés, les participants ont pu témoigner de plusieurs aspects essentiels à leur vie qui sont affectés par le chlordécone. Leurs habitudes alimentaires, leur consommation d'eau, leurs stratégies d'achat, leur santé sont des aspects influencés par la contamination des sols par le chlordécone. Contraints de se tourner vers des produits issus de l'importation pour avoir un régime équilibré, les Guadeloupéens sont déconnectés d'une partie de leur environnement, désormais pollué. Leur impossibilité de consommer locale sans risques, constitue une injustice environnementale et alimentaire. Loin d'être les seuls, les citoyens de Guadeloupe s'inscrivent dans la lignée d'un problème concernant l'usage des pesticides, et les conséquences de la pollution de façon générale que vivent en particulier les minorités racisées et les pays en voie de développement.

L'intérêt de cette recherche dans le cadre du programme d'Études internationales se situe dans l'interdisciplinarité qu'elle propose. Reliant à la fois des perspectives historiques, politiques, humaines et environnementales afin de mieux appréhender son sujet dont les enjeux sont multiples et complexes.

En outre, la subtilité de la recherche était de connaître un impact non palpable des effets du chlordécone sur ces personnes, soit sur leur identité citoyenne, leur sentiment d'appartenance. C'est premièrement dans ce cadre que le lien au postcolonialisme est fait. Étant une ancienne colonie, les décisions prises autour de l'usage du chlordécone sont discutables, et la responsabilité de l'État est remise en question. Il s'agit d'un élément qui pour les intervenants fait partie d'un ensemble plus large de désenchantement face au gouvernement local et national. Le manque de transparence quant à la résolution des problèmes sur l'île telle que le chlordécone empêche les citoyens de percevoir leur gouvernement, et ultimement la France comme un « allié », d'où le sentiment de citoyen différencié / de seconde zone. À cela s'ajoutant les différences socioculturelles et physiques qui séparent les citoyens français de France et ceux de Guadeloupe, il est difficile pour les participants de se sentir véritablement français si ce n'est au travers de l'aspect administratif. La frustration vécue par les participants quant au statut stagnant du problème du chlordécone se ressent dans leurs discours. Le contexte de pauvreté, de dépendance, et les sentiments de blessures dont

font part les participants freinent leur prise d'action. Le découragement face aux échecs des grèves impacte aussi leur volonté de se manifester contre l'injustice du chlordécone. Ce phénomène existe dans la littérature, voulant que les populations pauvres ne s'intéressent pas à l'environnement, car elles sont trop occupées à gérer leurs problèmes au niveau économique. Or, la réappropriation de l'environnement par les locaux serait à la base pour sortir de cet état de pauvreté et de dépendance.

Ainsi, cette recherche témoigne de l'ouverture sur la reprise en main par les Guadeloupéens de leur île, avec l'action citoyenne dont parlent plusieurs participants. À cet effet, l'écologie postcoloniale ouvre la porte vers la justice environnementale et alimentaire, ainsi qu'au rééquilibre du rapport de domination France-Guadeloupe, voir France – anciennes colonies. L'écologie postcoloniale est un concept qui rejoint les dommages environnementaux aux politiques de domination qui régissent les anciennes colonies. Malcolm Ferdinand (2015) soulève dans son article « La littérature pour penser l'écologie postcoloniale caribéenne » le ressenti des leaders d'associations environnementales en Guadeloupe, en Haïti ou encore à Puerto-Rico, qui déclarent que les locaux ne s'intéressent pas à l'environnement. Il relie ces propos à la pensée qui voudrait que les habitants des pays pauvres, étant préoccupés majoritairement par des éléments économiques pour sortir des différentes situations qui engendrent la pauvreté, n'aient pas le temps de se pencher sur l'environnement. L'environnement serait donc un combat seulement accessible aux riches. Or, bien que la logique se suit, celle qui propose que l'environnement soit un élément qui permet de sortir de la pauvreté est intéressante aussi. Ainsi, en se détachant d'un schéma colonial selon Ferdinand, la littérature créole permet de mettre en lumière l'intérêt des Caribéens pour le souci écologique. Il cite l'auteur haïtien Jacques Roumain qui avait déjà en 1944 fait part de l'importance de préserver les ressources naturelles pour sortir de la misère et accéder à l'égalité. Plus récemment, des associations pour l'environnement se sont créées dans les Antilles, telles que l'ASSAUPAMAR qui défend les écosystèmes martiniquais des projets qui pourraient les abîmer. Ainsi, l'auteur propose que la libération de tous les récits créoles qui relatent du lien à la terre, et de la protection de celle-ci constitue un fait décolonial, dans le sens où il s'agit de la réappropriation des Caribéens à leur terre et à son avenir (Ferdinand 2015). Le terrain effectué en Guadeloupe démontre que si les participants avaient accès à des produits locaux, variés et en quantité suffisante, ils se tourneraient plus vers ceux-ci. De ce fait, les agriculteurs et les pêcheurs locaux auraient plus de travail, et les Guadeloupéens ne seraient plus dépendants des importations. Les prix pourraient baisser de telle sorte que le panier de course ne soit plus un poids pour ces derniers. Une meilleure

économie sur l'île pourrait permettre à la recherche pour une solution contre le chlordécone et ses effets sur la santé d'évoluer, et ce dans cette optique de réappropriation des terres.

Culture needs nature in order to remain creative and alive, but culture needs also to remain apart and deferential, lest we render nature objectified, falsely believed to be known and possessed, by our human discourse (Handley 2011, 132).

Effectivement, cette réappropriation donnera le pouvoir aux locaux de perpétuer un des aspects de la culture antillaise : la cuisine, qui nécessite des produits issus de l'agriculture locale. Comme vu précédemment, c'est malgré les risques pour leur santé que les participants consomment ses aliments qui font partie de leur culture. Le rapport à la France serait alors différent, car une partie de la raison de leur dépendance à celle-ci serait résolue. La dynamique de domination qui existe entre les pays serait moindre, et permettrait peut-être une reconnexion entre les Guadeloupéens et la France.

Références bibliographiques

- Abrahams, P. W. (2002). "Soils: their implications to human health". *Science of the Total Environment*, 291(1) : 1–32. [https://doi.org/10.1016/S0048-9697\(01\)01102-0](https://doi.org/10.1016/S0048-9697(01)01102-0)
- Achard R., Caron A., Cabidoche Y-M., Nelson R., Dufeal D., Lafont A., Jannoyer M. (2007). « Contamination des racines et tubercules cultivés sur sol pollué par la chlordécone aux Antilles ». *Les Cahiers du PRAM* (7) : 45-50. <https://agritrop.cirad.fr/547718/>
https://agritrop.cirad.fr/547718/1/document_547718.pdf
- Adamou T-Ye., Riva M., Muckle, G., Laouan-Sidi, E. A., et Ayotte, P. (2018). « Socio-economic inequalities in blood mercury (hg) and serum polychlorinated biphenyl (pcb) concentrations among pregnant inuit women from nunavik, Canada ». *Canadian Journal of Public Health : A Publication of the Canadian Public Health Association*, 109(5-6) : 671–683. <https://doi.org/10.17269/s41997-018-0077-y>
- Adams, W. M. (2001). «Green Development. Environment and Sustainability in the Third World ». London, Routledge.[10.4324/9780203386033](https://doi.org/10.4324/9780203386033)
- Agyeman J., Bullard R. D., Evans B. (2003). « Just Sustainabilities: Development in an Unequal World ». Cambridge MA, MIT Press. [10.1108/meq.2003.14.3.425.6](https://doi.org/10.1108/meq.2003.14.3.425.6)
- Alliot, C., Adams-Marin, M., Borniotto, D., et Baret, P. V. (2022). « The social costs of pesticide use in France ». *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 6, 540.
- Anderson, Benedict R. (2002). *Imagined communities : reflections on the origin and spread of nationalism*. Rev. (First published 1983), Verso, London ; New York : 224.
- Appadurai, A. (1981). *Worship and Conflict Under Colonial Rule : A South Indian Case*, Cambridge. Cambridge University Press.
- Bachand, R. (2014). « L'intersectionnalité : dominations, exploitations, résistances et émancipation ». *Politique et Sociétés*, 33(1) : 3–14. <https://doi.org/10.7202/1025584ar>
- Baldi I., Cordier S., Coumoul X., Elbaz A., Gamet-Payrastra L., et al. (2013). « Pesticides : Effets sur la santé ». [Rapport de recherche] Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM). 2013, Paris : Inserm : Éditions EDP Sciences (ISSN : 1264-1782) / 101. <https://www.hal.inserm.fr/inserm-02102981/document>
- Ballet J., Berthe, A., et Ferrari, S. (2016). « Justice environnementale, justice alimentaire et ogm. Analyse à partir de l'agriculture indienne ». *Économie Rurale*, 352(2) : 9–9.
- Bancel, N. (2019). « Chapitre II. Le postcolonialisme ». Dans : Nicolas Bancel éd., *Le postcolonialisme*. Paris cedex 14, France : Presses Universitaires de France : 37-78.
- Bellier, I. (2020). « Penser la diversité à partir de la reconnaissance des peuples autochtones en droit international ». Céline Ruet. Appréhender la diversité. Regards pluridisciplinaires sur l'appréhension de la diversité, IFJD - Louis Joinet : 119-148, Appréhender la diversité. Regards pluridisciplinaires sur l'appréhension de la diversité, 978-2-37032-248. <https://shs.hal.science/halshs-03087106/document>

- Bhabha, H. (1981). *The Location of Culture*, Londres, Routledge.
- Bilge, S. (2009). « Théorisations féministes de l'intersectionnalité ». *Diogenes*, 225 : 70-88. <https://doi.org/10.3917/dio.225.0070>
- Blanchet Garneau, A. (2013). *Proposition théorique constructiviste du développement de la compétence culturelle infirmière*. Dissertation doctorale. Université de Montréal, Montréal, Canada.
- Bonin M., et Cathelin C. (2014). « Conversion environnementale de la production bananière guadeloupéenne : une stratégie politique et économique », *Économie rurale*, 341. <http://journals.openedition.org/economierurale/4329>
- Bourgeois, B. (2014). « Pour la nation ». *Revue de métaphysique et de morale*, 81 : 75-90. <https://doi.org/10.3917/rmm.141.0075>
- Braudel, F. (2009). *L'identité de la France : tome 1 -espace et histoire* (Ser. Champs – histoire). Flammarion. <https://go.openathens.net/redirector/umoncton.ca?url=https://www.cairn.info/l-identite-de-la-france-tome-1--9782081218826.htm>.
- Brauner M., Crespo C., Graff L. (2012). « Réflexions sur la production agricole et la sécurité alimentaire sous l'angle de la justice environnementale ». *Revue juridique de l'Ouest*, N° Spécial 2012-1, Environnement et patrimoine culturel. Approche comparée : droits brésiliens, français et de l'Union européenne : 43-64.
- Brubaker, Rogers. (2002). « Ethnicity Without Groups ». *Archives européennes de sociologie* 18 (no 2) : 163-189.
- Cabidoche, Y. M, Caron, A., Achard, R., Nelson, R., Duféal, D., Lafont, A., et Jannoyer, M. (2007). « Contamination des racines et tubercules cultivés sur sol pollué par la chlordécone aux Antilles ». *Cahier du PRAM*. https://agritrop.cirad.fr/547718/1/document_547718.pdf
- Cabidoche Y-M., Achard R., Cattan P., Clermont-Dauphin C, Massat F, Sansoulet J. (2009). « Long-term pollution by chlordécone of tropical volcanic soils in the French West Indies: a simple leaching model accounts for current residue. » *Environ Pollut.* 157(5) : 169-705. 10.1016/j.envpol.2008.12.015.
- Cabidoche Y-M., Lesueur-Jannoyer M. (2011). « Pollution durable des sols par la chlordécone aux Antilles : comment la gérer ? ». *Innovations Agronomiques*, INRAE, 16 :117-133. Ffhal02647433f. <https://hal.inrae.fr/hal-02647433/document>
- Calmont A., Daniel J., Destouches D., Dubost I., Giraud M., et Millia Marie-Luce M. (2010). *Histoire et mémoire des immigrations en régions, Martinique – Guadeloupe* (CRPLC). Ffhal-01629750f
- Cambefort, J. P. (2008). « L'héritage de la violence à La Réunion ». *Anthropologies de La Réunion*. Ghasarian, Archives Contemporaines, Paris : 59-76.
- Célestine, A. (2010). « Mobilisations et identité chez les Antillais en France : le choix de la différenciation ». *Revue Asylon(s)*, numéro 8, juillet 2010-septembre 2013, Radicalisation des frontières et promotion de la diversité. <http://www.reseau-terra.eu/article946.html>

Césaire, A. (1956). « Lettre à Maurice Thorez pour présenter sa démission du parti communiste ». <http://lmsi.net/Lettre-a-Maurice-Thorez>

Césaire, A. (1990). *Cahier d'un retour au pays natal*. Présence africaine.

Charmillot, M. (2021). « Définir une posture de recherche, entre constructivisme et positivisme ». <https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/projetthese/chapter/les-grands-debats-epistemologiques-occidentaux-attribue/>

Chartol, M. (1973). La Guadeloupe au milieu du XIXe siècle : problèmes économiques, financiers et sociaux. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (19-20) : 7–117. <https://doi.org/10.7202/1044148ar>

Chauvin S., Jaunait A. (2015) « L'intersectionnalité contre l'intersection ». *Raisons politiques*, 58(2) : 55-74. <https://www.erudit.org/en/journals/rf/1900-v1-n1-rf1661/058070ar/>

Cooper, F., et Stoler, A. L. (1997). « Tensions of empire: colonial cultures in a bourgeois world ». *University of California Press*. [fulcrum.org/epubs/pr76f361b?locale=en#/6/140\[xhtml00000070\]!/4/4/1:0](http://fulcrum.org/epubs/pr76f361b?locale=en#/6/140[xhtml00000070]!/4/4/1:0)

Cordier S., Khadel P., Rouget F., Multigner L. (2014). « Facteurs de risque de prématurité en Guadeloupe : résultats de la cohorte Timoun ». *Bull. Epidémiol. Hebd.*, (34-35) : 567-72. http://www.invs.sante.fr/beh/2014/34-35/2014_34-35_2.html

Côté, I. (2019). « Théorie postcoloniale, décolonisation et colonialisme de peuplement : quelques repères pour la recherche en français au Canada ». *Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*, 31(1) : 25–42. <https://doi.org/10.7202/1059124ar>

Crenshaw, K. (2008). « Cartographie des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur ». *Cahiers du genre*, vol. 39 : 51-82.

Creswell J., et Poth C. (2018). « Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches » *Sage publications*, 459.

Direction de l'information légale et administrative. (2022). « Outre-mer : des statuts de plus en plus différenciés ». *Vie-Publique*. <https://www.vie-publique.fr/eclairage/19622-outre-mer-des-statuts-de-plus-en-plus-differencies>

Deldrève V., Lewis N., Moreau S. et Reynolds K. (2019). « Les nouveaux chantiers de la justice environnementale ». *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*. Volume 19, no 1, mars. <http://journals.openedition.org/vertigo/24863>

Dewitte, P. (2002). « Des citoyens à part entière, ou entièrement à part ? ». *Hommes et Migrations*, n°1237, Mai-juin. *Diasporas caribéennes* : [1.www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2002_num_1237_1_3828](http://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2002_num_1237_1_3828)

Diop, C.A. (1954). *Nations nègres et culture*. Paris, Présence africaine.

Domenach H., Picouet, M., Atchoarena, D., et Constant, F. (1992). « La dimension migratoire des Antilles ». (Ser. Collection caraïbe-amérique latine). *Économica*.

Dromard C., Bodiguel X., Lemoine S., Bouchon-Navaro Y., Reynal L., Thouard E., Bouchon C. (2015). « Assessment of the contamination of marine fauna by chlordecone in Guadeloupe and

Martinique (Lesser Antilles) ». *Environmental science and pollution research international*, 23. 10.1007/s11356-015-4732-z.

Dumont, J. (2010). « La quête de l'égalité aux Antilles : la départementalisation et les manifestations des années 1950 ». *Le Mouvement Social*, 230 : 79-98. <https://doi.org/10.3917/lms.230.0079>

Duraiappah, A. K. (1998). «Poverty and Environmental degradation: A Review and Analysis of the Nexus». *World Development*, volume 26, n° 12 : 2169-2179. [10.1016/S0305-750X\(98\)00100-4](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(98)00100-4)

Edward, S. (1978). *L'Orientalisme – L'Orient crée par l'Occident*. Londres : Penguin Books. Dans Lauren, Haddon. 2009. [Compte rendu de *L'Orientalisme – L'Orient crée par l'Occident* (Londres : Penguin Books, 1995)]. <https://fr.scribd.com/document/387313079/edward>

Fanon, F. (2002). *Les damnés de la terre* ([Éd. de 2002], Ser. Découverte/poche. essais, 134). Découverte/Poche.

Fanon, F. (2015). *Peau noire, masques blancs* (Ser. Collections points essais, 26). Éditions du Seuil.

Ferdinand, M. (2015). « La littérature pour penser l'écologie postcoloniale caribéenne ». *Multitudes*, 60 : 65-71. <https://doi.org/10.3917/mult.060.0065>

Ferdinand, M. (2015). « De l'usage du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe : l'égalité en question ». *Revue française des affaires sociales* :163-183. <https://doi.org/10.3917/rfas.151.0163>

Ferdinand, M. (2021). “1. Bridging the Divide to Face the Plantationocene: The Chlordecone Contamination and the 2009 Social Events in Martinique and Guadeloupe. Dans H. Murdoch (Ed.), *The Struggle of Non-Sovereign Caribbean Territories: Neoliberalism Since The French Antillean Uprisings of 2009* : 53-79. Ithaca, NY: Rutgers University Press. <https://doi.org/10.36019/9781978815766-002>

Glesne, C. (2011). *Becoming qualitative researchers: An introduction*, Boston, Pearson, 317.

Gonidec, P-F. (1959). « Note sur la nationalité et les citoyennetés dans la Communauté ». *Annuaire français de droit international*, volume 5 : 748-761. <https://doi.org/10.3406/afdi.1959.1465> www.persee.fr/doc/afdi_0066-3085_1959_num_5_1_1465

Goodman, Leo A. (1961). « Snowball Sampling ». Dans *Annals of Mathematical Statistics*, volume 32 : 148-170.

Guba, E. G., et Lincoln, Y. S. (2005). Paradigmatic controverses, contradictions, and emerging confluences. Dans N. K. Denzin et Y. S. Lincoln (Eds.), *Handbook of qualitative research* (3e éd. : 191-215). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.

Guillemette F., Luckerhoff J., Plouffe M.-J. et Fall O. T. (2021). La recherche qualitative : une analyse du vécu humain. Clarification conceptuelle à partir de nos recherches avec des personnes marginalisées. *Enjeux et société*, 8(1), 10–35. <https://doi.org/10.7202/1076534ar>

Guyon, S. (2016). « Trajectoires post-coloniales de l'assimilation ». *Politix*, 116 : 9-28. <https://doi.org/10.3917/pox.116.0007>

Haddon, L. (2009). [Compte rendu de L'orientalisme – L'Orient créé par l'Occident (Londres : Penguin Books, 1995)]. En ligne. http://appli6.hec.fr/amo/Public/Files/Docs/94_fr.pdf. <https://fr.scribd.com/document/387313079/edward>

Hale, H. (2004). « Explaining Ethnicity ». *Comparative Political Studies*, 37 (no 4): 458-485.

Handley, G.B. (2015) « The Postcolonial Ecology of the New World Baroque: Alejo Carpentier's 'The Lost Steps' ». Dans Elizabeth DeLoughrey, et George B. Handley (eds), *Postcolonial Ecologies: Literatures of the Environment*. <https://doi.org/10.1093/acprof:osobl/9780195394429.003.0006>

Hassanein, N. (2003). « Practicing Food Democracy: A Pragmatic Politics of Transformation ». *Journal of Rural Studies*, n° 19 : 77-86. [10.1016/S0743-0167\(02\)00041-4](https://doi.org/10.1016/S0743-0167(02)00041-4)

Héraud F., Seurin S. (2011). « Evaluation de l'exposition alimentaire au chlordécone des enfants guadeloupéens de 18 mois ». Rapport d'étude Anses réalisé en partenariat avec l'Unité 625 de l'Inserm.

Hochedez C., Le Gall J. (2016). « Justice alimentaire et agriculture : introduction ». *Justice spatiale - Spatial justice*. Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Hutchinson, J. (2004). *Nations as zones of conflict*. SAGE Publications, Limited.

INSEE. (2021). « Trois Guadeloupéens sur 10 ont renoncé ou retardé des soins en 2019 ». Insee Analyses Guadeloupe. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5390716>

INSEE. (2021). « En Guadeloupe, Les Prix Sont plus Élevés de 12,5 % Qu'en France Métropolitaine - Insee Analyses Guadeloupe ». [https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453#:~:text=ordre%20de%2012%20%25,-.En%20Guadeloupe%2C%20les%20prix%20sont%20plus%20%2C%20A9lev%20%20%20de%2012%20%25,\(7%20%20%25\)..](https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908453#:~:text=ordre%20de%2012%20%25,-.En%20Guadeloupe%2C%20les%20prix%20sont%20plus%20%2C%20A9lev%20%20%20de%2012%20%25,(7%20%20%25)..)

INSEE. (2022). « L'essentiel sur la Guadeloupe ». Insee Analyses Guadeloupe. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4481456#:~:text=En%20Guadeloupe%2C%2034%20%20%25,la%20principale%20source%20de%20revenu.>

INSEE. (2023). « Tableau de bord de l'économie française ». https://www.insee.fr/fr/outil-interactif/5367857/tableau/30_RPC/31_RNP#

Jaffrelot C., et Alain D. dir. (2006). *Repenser le nationalisme*. Paris: Presses de Science Po.

Kalantzi, O. I., Alcock, R. E., Johnston, P. A., Santillo, D., Stringer, R. L., Thomas, G. O. et Jones, K. C. (2001). « The global distribution of PCBs and organochlorine pesticides in butter ». *Environ. Sci. Technol.* 35: 1013–1018. <https://pubs.acs.org/doi/10.1021/es0002464>

Kannan, K., Tanabe, S., Giesy, J. P. et Tatsukawa, R. (1997). « Organochlorine pesticides and polychlorinated biphenyls in foodstuffs from Asian and oceanic countries ». *Rev. Environ. Contam. Toxicol.* 152: 1–55. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/9297984/#article-details>

Keske C., Dare J., Hancock T., King M. (2016). « La connexion entre la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la justice alimentaire dans les écosystèmes boréaux : le cas de Saint-Pierre-et-Miquelon ». *Justice spatiale - Spatial justice*. Université Paris Ouest Nanterre La Défense. <http://www.jssj.org/article/la-connexion-entre-la-securite-alimentaire-la-souverainete->

alimentaire-et-la-justice-alimentaire-dans-les-ecosystemes-boreals-le-cas-de-saint-pierre-et-miquelon/. halshs-01507214

Kestemont B., Frenco L., Zaccarà E. (2007), « Indicateurs des impacts du développement sur l'environnement. Une comparaison Afrique-Europe ». *Vertigo*, volume 7, n° 2. [10.4000/vertigo.2300](https://doi.org/10.4000/vertigo.2300)

Kohn, L. et Christiaens, W. (2014). « Les méthodes de recherches qualitatives dans la recherche en soins de santé : apports et croyances ». *Reflète et perspectives de la vie économique*, LIII : 67-82. <https://doi.org/10.3917/rpve.534.0067>

Kopp, A. (1929). « L'agriculture à la Guadeloupe ». *Annales de Géographie*, t. 38, n°215 : 480-500. DOI : <https://doi.org/10.3406/geo.1929.9896> . www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1929_num_38_215_9896

Krief, N. et Zardet, V. (2013). « Analyse de données qualitatives et recherche-intervention ». *Recherches en Sciences de Gestion*, 95 : 211-237. <https://doi.org/10.3917/resg.095.0211>

Labache, L. (1997). « L'ethnicité chez les jeunes Réunionnais », *Agora débats/jeunesses*, 9.1 : 94-104.

Lafaiete Courty Leite, D., et Martin, P. (2017). *Les enjeux de la discrimination positive au Brésil : le cas des quotas raciaux à l'université d'état de rio de janeiro*. [thèse de mémoire, Université de Montréal]. Papyrus. https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/19263/Lafaiete_Courty_Leite_Diego_2017_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y

Lafleur G., et Adélaïde-Merlande J. (1999). *Les libanais et les syriens de Guadeloupe*. Karthala.

Larrère, C. (2009). « La justice environnementale ». *Multitudes*, 36 : 156-162. <https://doi.org/10.3917/mult.036.0156>

Lassoudière, A. (2014). *Histoire bananière des antilles : facteur d'intégration sociale et de développement* (Ser. Collection développons).

Le Conseil économique social et environnemental.(2022). « Gestion de l'Eau et de l'Assainissement En Outre-Mer : Le CESE Lance Ses Travaux ». Le Conseil Économique Social et Environnemental. <https://www.lecese.fr/actualites/gestion-de-leau-et-de-l-assainissement-en-outre-mer-le-cese-lance-ses-travaux>.

Les nouvelles frontières de la question raciale : de l'Amérique à la France. Entretien avec Maboula Soumahoro. (2017). *Le Portique. Revue de Philosophie et de Sciences Humaines* : 39-40. <https://doi.org/http://journals.openedition.org/leportique/3083>

Lesueur Jannoyer M. (2007). « Pollution des sols par la chlordecone : impact sur la qualité des milieux et des produits agricole ». *Les Cahiers du PRAM*, numéro 7. https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers15-11/010045125.pdf

Lesueur Jannoyer, M. (Ed.). (2017). « Crisis management of chronic pollution : contaminated soil and human health » (Ser. Urbanization, industrialization, and the environment, 2). *CRC Press*. <https://www.taylorfrancis.com/chapters/mono/10.1201/9781315369440-11/chlordecone->

[case-study-french-west-indies-magalie-lesueur-jannoyer-philippe-cattan-thierry-woignier-florence-clostre?context=ubx&refId=ab67050c-20ad-43d6-874b-6a1294283b03](https://doi.org/10.1080/03601234.2012.693866)

Letta, B. D., et Attah, L. E. (2013). « Residue levels of organochlorine pesticides in cattle meat and organs slaughtered in selected towns in west shoa zone, Ethiopia ». *Journal of Environmental Science and Health, Partie B*, 48(1), 23–32. <https://doi.org/10.1080/03601234.2012.693866>

Lévy, C. (1963). « Peuplement et population de la Guadeloupe ». *Population (French Edition)*, 18(1) : 137–141.

Lopes Soares, W., et Firpo de Souza Porto, M. (2009). « Estimating the social cost of pesticide use: an assessment from acute poisoning in brazil ». *Ecological Economics*, 68(10) : 2721–2728. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2009.05.008>

Maillard, J.-C. (1967). « Éléments pour une histoire de l'industrie bananière en Guadeloupe et aux Antilles françaises ». *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (8) : 42–59. <https://doi.org/10.7202/1046098ar>

Maillé, C. (2007). « Réception de la théorie postcoloniale dans le féminisme québécois ». *Recherches féministes*, 20(2) : 91–111. <https://doi.org/10.7202/017607ar>

Mansour, S. A., Belal, M. H., Abou-Arab, A. A. K., Ashour, H. M., et Gad, M. F. (2009). « Evaluation of some pollutant levels in conventionally and organically farmed potato tubers and their risks to human health. » *Food and Chemical Toxicology*, 47(3) : 615–624. <https://doi.org/10.1016/j.fct.2008.12.019>

Mardivirin, M. (s.d.) « Les évolutions de l'agriculture en Guadeloupe : caractéristiques et enjeux. » Producteur de bananes, vice-président du CES, comité de Direction de l'ODEADOM, Guadeloupe. http://multifonctionnalite.cirad.fr/textes/guadeloupe/multi_cte_conf_4.pdf

Marie, C. (2014). « Des « Nés » aux « Originaires » Dom en métropole : les effets de cinquante ans d'une politique publique ininterrompue d'émigration ». *Informations sociales*, 186 :40-48. <https://doi.org/10.3917/inso.186.0040>

Martinez-Alier, J. (2002). « The environmentalism of the poor: a study of ecological conflicts and valuation ». Edward Elgar Publishing.

Mays, N. et Pope, C. (1995), « Qualitative Research : Rigour and qualitative research », *BMJ*, 311(6997) : 109-112.

Mbembe, A. (2006)« Qu'est-ce que la pensée postcoloniale ? », *Esprit*, no 12 : 117-133.

McFalls, L., Perreault, J., et Mot, A.-E. (2014). *Construire le politique : contingence, causalité et connaissance dans la science politique contemporaine*. (N. Liorzou, Ed.) (Ser. Bibliothèque numérique canadienne, collection des éditeurs canadiens). Presses de l'Université Laval.

Memmi, A. (1957). *Portrait du colonise: Portrait du colonisateur*. Paris, Folio Actuel, 1985, 162.

Ministère de la Santé et de la Prévention. (2022). *Le plan chlordécone IV (2021-2027)*. <https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/les-plans-nationaux-sante-environnement/article/le-plan-chlordecone-iv-2021-2027>

Mohanty, C. T. (2003). « Feminism without borders: decolonizing theory, practicing solidarity ». <https://hamtramckfreeschool.files.wordpress.com/2014/05/mohanty-chandra-feminism-without-borders-decolonizing-theory-practicing-solidarity.pdf>

Monza, R. (2022). « Guadeloupe : les élections présidentielle et législatives 2022, réalité des fractures, enjeux et perspectives géopolitiques ». *Hérodote*, 187 : 75-98. <https://doi.org/10.3917/her.187.0075>

Multigner, L. (2016). « Chlordécone et Cancer de La Prostate Aux Antilles Françaises : Du Gène à L'environnement. » *Annales D'Endocrinologie* 74, no. 4 (September 2013): 244. <https://doi.org/10.1016/j.ando.2013.07.036>. http://beh.santepubliquefrance.fr/beh/2016/39-40/pdf/2016_39-40_6.pdf

Multigner, L., Ndong, J-R, Giusti A., Romana M., Delacroix-Maillard H., Cordier S., Jégou B., Thome J-P., et Blanchet P. (2010). « Chlordecone Exposure and Risk of Prostate Cancer. » *Journal of Clinical Oncology*, 28, no. 21 (Juillet 20): 3457–62. <https://doi.org/10.1200/jco.2009.27.2153>. <https://www.chlordecone-infos.fr/sites/default/files/documents/karuprostate.pdf>

Murdoch, H. (2021). « Introduction: Non-sovereignty and the Neoliberal Challenge: Contesting Economic Exploitation in the Eastern Caribbean ». In H. Murdoch (Ed.), « The Struggle of Non-Sovereign Caribbean Territories: Neoliberalism Since The French Antillean Uprisings of 2009 » *Ithaca, NY: Rutgers University Press*, 1-50. <https://doi.org/10.36019/9781978815766-001>

N'Diaye, P. (2005). « Pour une histoire des populations noires en France : préalables théoriques. Le Mouvement Social », no 213 : 91-108. <https://doi.org/10.3917/lms.213.0091>

Nandy, A. (1983). *The Intimate Enemy. Loss and Recovery of Self under Colonialism*. Delhi, Oxford University Press.

Negura, L. (2006). « L'analyse de Contenu Dans l'Étude Des Représentations Sociales. » *SociologieS*, October 22. <https://doi.org/http://journals.openedition.org/sociologies/993>.

Newton, Melanie J. (2013). « Returns to a Native Land: Indigeneity and Decolonization in the Anglophone Caribbean. » *Small Axe* 17, no. 2 [41]: 108–122. [https://read.dukeupress.edu/small-axe/article/17/2%20\(41\)/108/98928/Returns-to-a-Native-Land-Indigeneity-and](https://read.dukeupress.edu/small-axe/article/17/2%20(41)/108/98928/Returns-to-a-Native-Land-Indigeneity-and)

Pazou, E. Y. A., Boko, M., van Gestel, C. A. M., Ahissou, H., Lalèyè, P., Akpona, S., van Hattum, B., Swart, K., et van Straalen, N. M. (2006). « Organochlorine and organophosphorous pesticide residues in the ouémé river catchment in the republic of bénin ». *Environment International*, 32(5) : 616–623. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2006.01.007>

Polischchuk Y., Rauschmeyer F. (2012). « Beyond 'Benefits'? Looking at Ecosystems Services Through the Capability Approach ». *Ecological Economics*, n° 81 : 103-111. DOI : [10.1016/j.ecolecon.2012.06.010](https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.06.010)

Préfet région Guadeloupe. (2021). *Le chlordécone*. <http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/la-chlordecone-a3324.html>

Procaccia, C. (2023). *L'impact de l'utilisation de la chlordécone aux Antilles françaises* (n°871 de l'Assemblée nationale et n°360 du Sénat). Rapport au nom de l'Office Parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. <https://www.senat.fr/rap/r22-360/r22-3601.pdf>

Rauf, A., Karam, A., Rashid, I., et Ashiq, M. (2002). « Acute poisoning due to commercial pesticides in Multan ». <https://pesquisa.bvsalud.org/portal/resource/pt/emr-60458>

Région de Guadeloupe. (s.d.). *La Guadeloupe, Terre D'histoire*. <https://www.regionguadeloupe.fr/ma-region-un-territoire/un-territoire-a-decouvrir/terre-dhistoire/#>

Robbins, P. (2004). *Political Ecology. A Critical Introduction*. Oxford, Blackwell Publishing.

Savoie-Zajc, L. (2009). L'entrevue semi-dirigée. Dans B. Gauthier (Dir.) : *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données* (5^e édition). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.

Sénat. (2012). *Pulvérisations aériennes de certains pesticides en Guadeloupe*, (question écrite n°00283 - 14^e législature). <https://www.senat.fr/questions/base/2012/qSEQ120700283.html>

Simon, S., et Minatchy, J. (2009). *Guide de la tomate hors sol à la Réunion*. CIRAD. <https://agritrop.cirad.fr/548058/1/ID548048.pdf>

Tariq, M. I., Afzal, S., Hussain, I., et Sultana, N. (2007). « Pesticides exposure in pakistan: a review ». *Environment International*, 33(8) : 1107–1122. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2007.07.012>

Temkin, A. M., Uche, U. I., Evans, S., Anderson, K. M., Perrone-Gray, S., Campbell, C., et Naidenko, O. V. (2022). « Racial and social disparities in ventura county, california related to agricultural pesticide applications and toxicity ». *Science of the Total Environment*, 853. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2022.158399>

Temple, L., Marie, P., et Bakry, F. (2008). Les déterminants de la compétitivité des filières bananes de Martinique et de Guadeloupe. *Économie rurale. Agricultures, alimentations, territoires*, (308), 36-54.

Thiann-Bo Morel, M. (2019). « Tensions entre justice environnementale et justice sociale en société postcoloniale : le cas du risque requin. » *Vertigo*, 19(1). <https://www.erudit.org/fr/revues/vertigo/2019-v19-n1-vertigo04936/1065416ar/>

Thompson L.A., Darwish W.S., Ikenaka Y., Nakayama S.M.M., Mizukawa H., et Ishizuka M. (2017). « Organochlorine pesticide contamination of foods in Africa: incidence and public health significance ». *Journal of Veterinary Medical Science*, 79(4) : 751–764. <https://doi.org/10.1292/jvms.16-0214>

Toft, G. (2014). « Persistent organochlorine pollutants and human reproductive health ». *Dan. Med. J.* 61:B4967. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/25370968/#article-details>

Vaillant, Z. (2007). *La Réunion, koman i lé ? : les constructions socio-territoriales de santé à l'île de la Réunion*, Diss, ANRT.

Welsh J., MacRae R. (1998). « Food Citizenship and Community Food Security : lessons from Toronto, Canada ». *Canadian Journal of Development Studies*, no 19 : 237-255. <https://www.tandfonline.com/doi/epdf/10.1080/02255189.1998.9669786?needAccess=true&role=button>

Wilder, G. (2005). *The French Imperial Nation-State : Negritude and Colonial Humanism between the Two World Wars*. Chicago University Press, Ghasarian édit. Archives Contemporaines, Paris : 59-76.

Ze Mendo, G. (2007). « La citoyenneté différenciée : une approche comparée des modèles d'intégration américain et français ». Thèse de Doctorat : Université de Paris

Annexes

Annexe 1 : Guide d'entrevue.

L'accueil des répondants se déroulera de la manière suivante :

- Il y aura tout d'abord un rappel de la nature de la recherche et des objectifs de celle-ci.
- Par la suite, il y aura une lecture du formulaire de consentement, puis la signature de celui-ci.
- Enfin, l'enregistrement de la rencontre pourra commencer.

-Thème 1 : Les stratégies mises en place pour répondre à ces effets. Il s'agit de savoir comment ces personnes organisent leur quotidien pour parer ou non aux traces laissées par le chlordécone.

-J'aimerais explorer avec vous vos habitudes alimentaires et celle de votre famille.

1) Quelles sont vos habitudes alimentaires ?

a) Pourriez-vous me dire ce que vous consommez comme aliment tous les jours (ou presque)?

b) Quel serait le repas typique d'une journée ?

c) Quels aliments composent ces repas ?

d) Qui est en charge des repas, d'aller chercher l'eau? La nourriture? La préparation des repas ?

1.2) Comment faites-vous vos courses alimentaires ? Comment choisissez-vous vos produits ? Avez-vous des stratégies particulières d'achats ? Si oui, lesquels ? Si non, pourquoi ?

➔ Ce que je voudrais savoir ici est : est-ce que vous portez attention à la composition des produits.

1.3) Quelle eau consommez-vous ? Comment choisissez-vous votre eau ? Pouvez-vous me dire pourquoi vous faites ce choix ?

➔ Ce que je voudrais savoir ici est : est-ce que vous portez attention à la composition de l'eau que vous buvez ? Si oui, quelles sont vos stratégies pour vous assurer de sa qualité ? Si non, pouvez-vous expliquer pourquoi ?

1.4) Où est ce que vous allez chercher votre eau, et vos courses alimentaires ? Est-ce qu'ils sont facilement accessibles pour vous ?

*(Déserts alimentaires (offres de services riches dans certaines zones vs zones appauvries avec seulement des dépanneurs, des produits transformés)

1.5) Êtes-vous aidé par des tiers dans ces stratégies de gestion des courses, c'est-à-dire dans le choix de l'achat de vos aliments, de votre eau ? (famille, amis, associations) ? Ou vous débrouillez-vous de manière individuelle ? Pourquoi ?

1.6) Si vous aviez le choix, est-ce que les aliments et l'eau que vous achetez/ consommez seraient votre premier choix ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ? Qu'en pensez-vous ?

1.7) Consommez-vous des produits locaux ? Si oui lesquels, et pourquoi faites-vous ce choix ?

1.8) Considérez-vous que les aliments issus de la Guadeloupe sont plus sains que ceux importés ? Pourquoi ? Pourriez-vous me donner des exemples ?

1.9) Pensez-vous que la Guadeloupe produit suffisamment de produits locaux et diversifiés ?

1.10) L'agriculture locale devrait-elle changer selon vous ? Qu'est-ce qui pourrait être amélioré à cet effet ?

1.11) Pensez-vous que la Guadeloupe propose aux populations de votre quartier/commune une eau saine pour la santé et en quantité suffisante ?

1.12) Y a-t-il des changements à faire à ce propos ? Qu'est-ce qui pourrait améliorer cela ?

1.13) Êtes-vous au courant des initiatives de la ville pour aider les populations? Si oui, que pensez-vous de celles-ci ? Si non, pourquoi ?

a) Pensez-vous que ces aides sont efficaces, et accessibles ?

b) Que feriez-vous autrement? / qu'en pensez-vous ?

-Thème 2 : Contextualisation, et effets sur la vie quotidienne des citoyens, afin de comprendre au travers de leurs habitudes alimentaires, de leur travail/occupation (le cas échéant), les effets potentiels de l'utilisation passée du pesticide.

2.1) Avez-vous déjà entendu parler de la crise du chlordécone ? En effet, moi je m'intéresse à ces effets sur le quotidien.

Question de relance : Dans les années 2000, plus particulièrement en 2007-2009, une crise a éclaté, en avez-vous entendu parler ? Le sujet du chlordécone était au centre des discussions de celles-ci.

De plus, les dernières grèves ayant eu lieu en Guadeloupe évoquaient aussi entre autres le chlordécone, êtes-vous au courant ?

2.2) Est-ce que vous ou votre famille, vos amis avez déjà discuté de ces sujets? De quelles manières en parlez-vous ? Les opinions sont-elles relativement les mêmes autour de vous ?

2.3) Est-ce que vous considérez que l'utilisation de ce pesticide dans le passé aurait pu avoir des effets dans votre quotidien et dans celui de vos proches? Et dans celui des habitants de votre commune ou de votre quartier?

a) Pourriez-vous m'expliquer en quoi et me donner des exemples concrets?

-Thème 3 : La construction de l'identité, afin de savoir comment ce phénomène influence leur identité, et plus particulièrement leur perception de leur citoyenneté française.

-Interrogations des participants sur les élus qui représentent le gouvernement, et donc la France.

3.1) Est-ce que les élus locaux proposent des solutions à ce problème ? Que pensez-vous de la gestion des élus locaux pour améliorer la situation en Guadeloupe ?

a) Est-ce que le gouvernement français propose des solutions ? Que pensez-vous de la gestion du gouvernement français (donc en France même) pour améliorer la situation en Guadeloupe ?

b) Considérez-vous que les élus vous fournissent les ressources nécessaires pour vous informer quant aux différents problèmes qui peuvent survenir en Guadeloupe ?

e) Voudriez-vous être entendu par le gouvernement à ce propos ? Si oui, comment voudrez-vous être entendu par le gouvernement à ce propos ? Si non, pourquoi ?

-Interrogation sur l'identité même.

3.2) À quel groupe vous sentez-vous appartenir ? Pourquoi ?

a) Pourriez-vous un peu me parler de vos sentiments d'appartenance? Et pourquoi?

3.3) Est-ce que vous vous sentez plus guadeloupéen que français, l'inverse, ou « moitié-moitié » ? Pourquoi ?

3.4) Pourriez-vous me dire comment vous identifiez-vous comme citoyen? Par exemple, de la France, de la Guadeloupe, de Basse-Terre, de votre commune ou quartier?

3.5) Comment percevez-vous la France et le fait d'être un citoyen français en Guadeloupe? Est-ce que votre vision a changé avec le temps dans votre vie? Et pourquoi?

3.6) Pensez-vous que l'histoire et les effets du chlordécone ont impacté vos sentiments d'appartenance, votre identité ?

3.7) Pensez-vous que c'était différent pour vos parents / arrière-grand-parent ?

-Profil sociologique et démographique des participants.

3.6) Où habitez-vous en Basse-Terre ? Avez-vous déménagé ?

3.7) Si vous en avez un, quel métier exercez-vous ?

3.8) Avez-vous des enfants ?

3.9) Quels sont vos revenus moyens ?

3.10) Quel est votre âge ?

Question ouverte :

Quel serait un monde idéal en Guadeloupe pour vous, en termes de gestion des problèmes qui affectent les populations locales ?

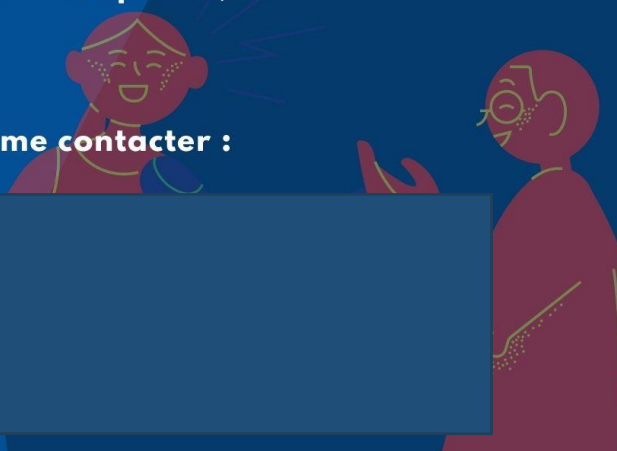
Quel est votre rapport à la France ?

Annexe 2 : Affichette d'avis de participation

AVIS DE PARTICIPATION

MON PROJET DE RECHERCHE DE MAÎTRISE SE NOMME : « **LES RELATIONS FRANCE-GUADELOUPE : LES EFFETS DU CHLORDÉCONE SUR LES CITOYENS FRANÇAIS GUADELOUPÉENS DANS UNE PERSPECTIVE POSTCOLONIALE ET POLITIQUE** ». AINSI, MA RECHERCHE A POUR OBJECTIF DE MIEUX COMPRENDRE LES EFFETS DU CHLORDÉCONE SUR LES CITOYENS FRANÇAIS DE GUADELOUPE, D'UNE PART SUR LEUR QUOTIDIEN, ET SUR LA CONSTRUCTION DE LEUR IDENTITÉ, ET D'AUTRE PART SUR LE RÔLE D'UN TEL PRODUIT DANS LES RELATIONS FRANCE-GUADELOUPE. POUR CE FAIRE, JE COMPTE RENCONTRER UNE DIZAINE DE PERSONNES VIVANT EN GUADELOUPE, ET PLUS PARTICULIÈREMENT EN BASSE-TERRE. AINSI, **SI VOUS**:

- Résidez en Guadeloupe de façon permanente;
 - Êtes âgé/e de 18 ans et plus;
 - Maîtrisez la langue française;
 - Habitez en Basse-Terre (Guadeloupe);
 - Êtes d'origine guadeloupéenne/ né/e en Guadeloupe ;
 - Avez la citoyenneté française
- **Votre profil m'intéresse énormément** et je souhaiterai vous rencontrer dans le cadre d'une entrevue individuelle confidentielle d'une soixantaine de minutes, en vidéoconférence par zoom ou par téléphone, au moment qui vous convient.
- Si cela vous intéresse, veuillez me contacter :



Annexe 3 : Formulaire d'information et de consentement

« Les relations France-Guadeloupe : les effets du chlordécone sur les Guadeloupéens dans une perspective postcoloniale et politique »

Qui dirige ce projet?

Moi, Christel Magnier. Je suis étudiante à la maîtrise à l'Université de Montréal à la Faculté des Arts et des Sciences. Ma directrice de recherche est Marie-Jeanne Blain, Professeure associée en anthropologie et à l'Université de Montréal.

Décrivez-moi ce projet

Mon projet a pour but de mieux comprendre les effets du chlordécone sur les citoyens français de Guadeloupe, d'une part sur leur quotidien, et sur la construction de leur identité, et d'autre part sur le rôle d'un tel produit dans les relations France-Guadeloupe. Pour ce faire, je compte rencontrer une dizaine de personnes vivant en Guadeloupe, et plus particulièrement en Basse-Terre, comme vous.

Si je participe, qu'est-ce que j'aurai à faire?

Vous aurez à participer à une entrevue avec moi durant laquelle je vous poserai des questions sur vos habitudes alimentaires, sur votre connaissance sur le chlordécone, et sur votre conception de votre citoyenneté. L'entrevue devrait durer environ 60 minutes et avec votre permission, je vais l'enregistrer sur magnétophone afin de pouvoir ensuite transcrire ce que vous m'aurez dit sans rien oublier. Si vous préférez que je ne vous enregistre pas, je pourrai simplement prendre des notes. De plus, en raison de la situation sanitaire actuelle, les entrevues se dérouleront par téléphone ou en vidéoconférence via Zoom ou Teams, en fonction de vos possibilités.

Y a-t-il des risques ou des avantages à participer à cette recherche?

Il n'y a aucun risque à répondre à mes questions. Cependant, en fonction de la sensibilité de chacun, certaines questions pourraient peut-être vous faire ressentir des émotions désagréables. Si vous le souhaitez, vous pouvez simplement décider de ne pas répondre à ces questions et même mettre fin à l'entrevue. De plus, il vous sera fourni à la fin de cette entrevue, une liste de ressources de soutien émotionnel et psychologique au besoin.

Vous ne serez pas payé pour votre participation. Toutefois, votre participation peut avoir pour avantage, l'amélioration et la diffusion des connaissances sur le sujet proposé. Ainsi, votre participation pourrait nous aider à mieux comprendre les effets du chlordécone sur le quotidien, l'identité des citoyens français de Guadeloupe, ainsi que sur son rôle dans les relations France-Guadeloupe.

Que ferez-vous avec mes réponses?

Je vais analyser l'ensemble des réponses que tous les participants m'auront données afin d'essayer de dégager une expérience réelle, pour avoir une perspective "inédite" de ce phénomène. De plus cette analyse permettra de dégager la perception des Guadeloupéens quant à leur citoyenneté française au travers du cas du chlordécone. Les résultats feront partie de ma recherche pour mon mémoire.

Est-ce que mes données personnelles seront protégées?

Oui, aucune information permettant de vous identifier d'une façon ou d'une autre ne sera publiée. De plus, les renseignements recueillis seront conservés de manière confidentielle. Les enregistrements et les transcriptions seront gardés dans un ordinateur avec mot de passe et seuls ma directrice de recherche et moi-même en prendrons connaissance. Les enregistrements et toute information permettant de vous identifier seront détruits 7 ans après la fin de mon projet. Ensuite, je ne conserverai que les réponses transcrites, mais sans aucune information concernant les personnes qui me les auront données. Toutes les données recueillies lors de cette entrevue seront codées et dépersonnalisées de façon à garantir le caractère anonyme et la confidentialité. En outre, puisque les entrevues se dérouleront via des plateformes telles que Zoom ou Teams, il ne sera pas

possible de garantir une confidentialité totale pour les raisons suivantes : étant des plateformes ayant des serveurs aux États-Unis, ces dernières sont donc soumises aux conditions légales américaines qui autorisent les services de sécurité américains à accéder aux données informatiques détenues par les particuliers et les entreprises, sans autorisation préalable et sans en informer les utilisateurs. Enfin, il est possible que quelqu'un de votre entourage entende vos propos lors de l'entrevue en ligne. Il est donc important de bien planifier la durée de l'entrevue dans un lieu qui vous assure un minimum d'intimité.

Les résultats généraux de mon projet pourraient être utilisés dans des publications ou des communications, mais toujours de façon anonyme, c'est-à-dire sans jamais nommer ou identifier les participants.

Est-ce que je suis obligé de répondre à toutes les questions et d'aller jusqu'au bout?

Non, vous pouvez décider de ne pas répondre à une ou plusieurs questions. Vous pouvez aussi à tout moment décider que vous ne voulez plus participer à l'entrevue et que vous abandonnez le projet. Dans ce cas, vous pourrez même me demander de ne pas utiliser vos réponses pour ma recherche et de les détruire. Il vous sera aussi possible de revalider vos réponses suite à l'entrevue afin de les modifier au besoin. Cependant, une fois que le processus de publication des données sera mis en route, je ne pourrai pas détruire les analyses et les résultats portant sur vos réponses, mais aucune information permettant de vous identifier ne sera publiée.

À qui puis-je parler si j'ai des questions durant l'étude?

Pour toute question, vous pouvez me contacter au numéro suivant _____ ou à l'adresse suivante _____. Plusieurs ressources sont à votre disposition.

Ce projet a été approuvé par le Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences de l'Université de Montréal. Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le comité par courriel

l'adresse cerah@umontreal.ca ou encore consulter le site Web : <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Si vous avez des plaintes concernant votre participation à cette recherche, vous pouvez communiquer avec l'ombudsman (c'est un « protecteur des citoyens ») de l'Université de Montréal, au numéro de téléphone 514-343-2100 ou à l'adresse courriel ombudsman@umontreal.ca (l'ombudsman accepte les appels à frais virés).

Comment puis-je donner mon accord pour participer à l'étude ?

En signant ce formulaire de consentement et en me le remettant. Je vous laisserai une copie du formulaire que vous pourrez conserver afin de vous y référer au besoin.

CONSENTEMENT

Déclaration du participant

- Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à ma participation.
- Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.
- Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.
- J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Je consens à ce que l'entrevue soit enregistrée : Oui Non

Signature du participant : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

J'aimerais recevoir par courriel un résumé des résultats de ce projet de recherche : oui [] non []

Si oui veuillez indiquer votre adresse courriel ici s'il vous plaît : _____

J'accepte que mes données soient réutilisées dans le cadre de projets de recherche futurs, pourvu que ces données ne permettent pas de m'identifier et que le chercheur obtienne une approbation d'un comité d'éthique de la recherche oui [] non []

J'accepte que l'équipe de recherche utilise des citations textuellement extraites de mon entrevue ou de mes commentaires écrits dans le cadre de la présente recherche, pourvu que celles-ci soient associées à un pseudonyme afin de préserver mon identité confidentielle oui [] non []

Engagement du chercheur

J'ai expliqué les conditions de participation au projet de recherche au participant. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et je me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.

Signature de la chercheuse : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____